



triangle

GENERATION HUMANAIRE



rapport d'activité

Triangle Génération Humanaire

année 2010

sommaire

préambule	3
les programmes réalisés et en cours	4
algérie [sahara occidental]	5
corée du nord [république démocratique et populaire de corée]	14
laos	27
république centrafricaine	35
soudan	55
timor leste [timor oriental]	68
union du myanmar [birmanie]	80
vietnam	86
yémen	94
la vie associative	111
budget annuel 2010	117
lexique des acronymes et sigles	120
nos principaux partenaires en 2010	122

**Triangle Génération Humanitaire
est une organisation de solidarité internationale créée en 1994**

Elle intègre dans ses programmes urgence, réhabilitation et développement.

L'association est moteur de projets qu'elle élabore avec des partenaires nationaux en identifiant et en mobilisant les ressources et les compétences locales. Cette approche vise à répondre au plus près aux besoins exprimés par les populations bénéficiaires en mettant en place des actions globales et durables qui tendent vers l'autonomie des groupes de personnes aidées.

Triangle G H fait de l'adéquation des projets aux besoins identifiés le premier critère de mesure de sa performance. L'aide est apportée sans discrimination d'aucune sorte. L'association agit en totale indépendance. Elle est administrée par un Conseil élu.

Fondée sur des valeurs communes d'écoute et de réactivité,
lieu de vie et d'expression d'engagements personnels,
de savoir-faire et de leur partage, l'association revendique "taille humaine",
professionnalisme et pragmatisme. Triangle G H souhaite également préserver
et valoriser la notion d'association au sens de "personnes qui mettent en commun
leurs activités dans un autre but que le partage de bénéfices".

L'association a développé un pôle d'expertise intégrant différentes composantes :

- **Eau, hygiène, assainissement et génie civil,**
- **Développement rural & sécurité alimentaire,**
- **Socio-éducatif & psychosocial,**

Cette approche multisectorielle et interactive a pour vocation
de répondre aux principaux besoins des populations.

Pour mener à bien ses programmes, l'association fait appel
à de nombreux partenaires et bailleurs de fonds institutionnels parmi lesquels :
*l'Agence de coopération EuropeAid et le Service d'aide humanitaire de la Commission
européenne (ECHO), l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR),
le Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire (CIAA),
le Centre de Crise (CDC) du Ministère français des affaires étrangères et européennes,
l'Agence Française de Développement (AFD),
l'Agence suédoise pour le développement et la coopération (SIDA),
la Région Rhône-Alpes.*

Régulièrement soumise aux audits des organisations qui la financent,
l'association a prouvé sa capacité à gérer des fonds publics, grâce auxquels
elle inscrit son action dans la durée. Dans la perspective de diversifier
encore ses ressources, l'association s'oriente aujourd'hui vers une recherche active
de partenariats privés (entreprises, fondations d'entreprises...).

préambule

L'année 2010 a été marquée par un changement profond de nos méthodes de travail en République Centrafricaine et au Soudan, où le personnel expatrié est exposé à une insécurité grandissante, en particulier sur nos bases reculées, situées dans des régions maintenues dans un état permanent d'instabilité par les luttes pour le pouvoir. Bien que nous ayons toujours mobilisé les ressources et les compétences locales, les événements récents (en particulier l'enlèvement de nos deux collaborateurs en République Centrafricaine en novembre 2009) nous obligent désormais à travailler à distance (*remote control*). Ainsi, nous développons le transfert de responsabilités par le recrutement local de cadres et, de manière plus générale, renforçons les compétences des acteurs locaux au travers de la formation. Ce *challenge*, conduit en accord avec nos partenaires et bailleurs de fonds, s'avère finalement positif. Malgré toutes les difficultés inhérentes à un pilotage à distance, il nous permet, et c'est bien là l'essentiel, de maintenir les activités absolument indispensables : accès à l'eau et à l'assainissement, production agricole, élevage, sécurité alimentaire...

Autre fait marquant cette année, le développement du partenariat avec l'association Aide Médicale Internationale au Yémen. Il s'appuie, depuis 2008, sur une définition du concept de sécurité alimentaire associant consommation alimentaire et état de santé (définition issue des travaux du Comité pour la Sécurité Alimentaire Mondiale). Il permet une action conjointe des deux associations, chacune dans ses domaines d'expertise, au bénéfice des populations des plaines de la Tihama, l'une des régions les plus pauvres de la République du Yémen. Cette collaboration va s'étendre en 2011 et 2012 en Birmanie, avec une action financée en grande partie par le programme Développement et coopération de la Commission européenne (EuropeAid). Il s'agit de soutenir les populations déplacées à l'intérieur du pays (essentiellement pour des raisons économiques et politiques) en améliorant les services de santé, l'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement, ainsi que les conditions de développement, notamment par la création d'activités génératrices de revenus.

Enfin, 2010 a vu le renforcement du pôle technique de l'association avec l'arrivée d'Éric Martin, référent technique eau, hygiène, assainissement et génie civil, et celle de Gilles Groizeleau au poste de responsable socio-éducatif et psychosocial. Ce pôle technique, véritable fer de lance de notre approche intégrée, prend en charge les études, expertises et évaluations, définit les stratégies, accompagne les actions de formation et de renforcement des capacités des acteurs locaux, et capitalise l'expérience de l'association.

les programmes réalisés et en cours

Eau, hygiène, assainissement
et génie civil :



Développement rural
& sécurité alimentaire :



Socio-éducatif
& psychosocial :



algérie

[sahara occidental]



Depuis 1963, le Sahara Occidental est classé sur la liste des territoires non autonomes par les Nations Unies, et n'est donc pas considéré comme un territoire souverain à part entière. Pour cette raison, il est délicat de collecter un ensemble de données réelles concernant ce territoire, qu'elles soient économiques ou démographiques. D'autre part, nous n'intervenons pas au Sahara Occidental mais sur le territoire algérien, dans les camps de réfugiés accueillant les Sahraouis déplacés par le conflit.

1884	Occupation du territoire sahraoui par l'Espagne.
1963	Le Sahara Occidental est classé sur la liste des territoires non autonomes selon les Nations Unies (statut inchangé à ce jour).
1966	L'Assemblée Générale des Nations Unies invite l'Espagne à organiser un référendum au Sahara sous les auspices de l'ONU, auquel s'oppose le Maroc, au nom de ses "droits historiques".
1973	Création du mouvement politique et armé du Sahara Occidental contre l'occupation espagnole (Front Polisario).
1975	
14 octobre	La Cour Internationale de Justice rend un avis consultatif sur le statut et les liens juridiques du territoire, confirmant qu'aucun lien de souveraineté territoriale ne s'oppose au principe d'autodétermination.
6 novembre	Le roi du Maroc, Hassan II, organise une marche pacifique de 350.000 volontaires civils (la "Marche Verte") afin de prendre le contrôle symbolique du territoire.
14 novembre	L'Espagne signe les accords de Madrid, qui partagent le territoire entre le Maroc (2/3 nord) et la Mauritanie (1/3 sud).

...

1976	Le Front Polisario proclame la République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD) et entre en conflit avec le Maroc et la Mauritanie. Les combats engendrent le déplacement de dizaines de milliers de Sahraouis vers les camps de réfugiés de Tindouf en Algérie.
1979	
10 août	Signature d'un traité de paix entre le Front Polisario et la Mauritanie, qui cède sa partie du Sahara Occidental au mouvement indépendantiste.
14 août	Le Maroc annexe l'ancien territoire mauritanien.
1980	Le Maroc entreprend la construction d'un mur de 2 720 km, séparant le territoire en deux. Cette construction s'achève en 1987, le Maroc contrôle 80% du pays.
1991	La médiation des Nations Unies aboutit à un cessez-le-feu, et la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) entre en fonction.
1991-2011	Les nombreuses phases de négociation organisées sous l'égide de la MINURSO n'ont pas permis d'aboutir à un règlement politique du conflit. Le sixième cycle de pourparlers s'est tenu à Malte au début du mois de mars 2011, mais n'a apporté aucune amélioration tangible. Une nouvelle réunion informelle devrait se tenir fin mai 2011.

● Situation

Dès 1975, les premiers réfugiés sahraouis s'installent dans la région de Tindouf, pour échapper au conflit armé. Cette population, répartie entre 5 camps (Dakhla, Smara, El Aioun, Aousserd et 27 février) doit faire face à des conditions de vie excessivement difficiles. L'emplacement de ces camps s'est fait en fonction de la localisation des ressources en eau et pour des raisons sécuritaires (éparpillement des camps dans un rayon maximum de 170 kilomètres autour de Tindouf). L'hostilité du climat et l'accès extrêmement limité aux ressources naturelles imposent l'intervention de l'aide internationale pour la couverture des besoins de base (accès à l'eau, assainissement, hygiène, alimentation/nutrition, soins de santé, soutien aux personnes vulnérables...). Depuis 1993, la Commission européenne a alloué 155 millions d'euros¹ pour des programmes d'aide humanitaire.

● Triangle G H au Sahara Occidental

2001	Construction du centre pour enfants handicapés d'Aoussert et formation des éducatrices. Durée : 6 mois - Financement : UNHCR
2002	Soutien aux populations réfugiées. Durée : 12 mois - Financement : UNHCR
2003	Soutien aux populations réfugiées. Durée : 12 mois - Financement : UNHCR

1 - Source ECHO

	Création d'une boulangerie. Durée : 12 mois -Financement : Coopération Technique Belge - CE de la Caisse d'Épargne Rhône-Alpes
2004	Soutien aux populations réfugiées. Durée : 12 mois - Financement : UNHCR
	Soutien aux structures de prise en charge des personnes handicapées. Durée : 10 mois - Financement : Fondation L. Michelham
2005	Soutien aux populations réfugiées. Durée : 12 mois - Financement : UNHCR
	Achat et distribution de kits d'hygiène destinés aux femmes sahraouies réfugiées dans les camps d'Aoussert, El Aioun, Dakhla et Smara. Durée : 9 mois - Financement : ECHO
	Soutien aux personnes handicapées et aux personnes âgées vulnérables. Durée : 12 mois - Financement : ECHO
2006	Soutien aux populations réfugiées. Durée : 12 mois - Financement : UNHCR
	Programme d'urgence à la suite des inondations de février 2006. Durée : 1 mois - Financement : UNHCR - DAH
	Programme de soutien aux personnes handicapées et âgées vulnérables. Durée : 6 mois - Financement : ECHO
	Réhabilitation des structures de santé endommagées par les inondations de février 2006. Durée : 10 mois - Financement : ECHO
	Achat et distribution de kits d'hygiène destinés aux femmes sahraouies réfugiées dans les camps d'Aoussert, El Aioun, Dakhla, Smara et du 27 février. Durée : 12 mois - Financement : ECHO
2007	Soutien aux populations réfugiées. Durée : 12 mois - Financement : UNHCR
	Poursuite et extension du projet de soutien aux personnes handicapées et aux personnes âgées vulnérables. Durée : 11 mois - Financement : ECHO
	Achat et distribution de kits d'hygiène destinés aux femmes sahraouies réfugiées dans les camps d'Aoussert, El Aioun, Dakhla, Smara et du 27 février. Durée : 12 mois - Financement : ECHO
2008	Soutien aux populations réfugiées. Durée : 12 mois - Financement : UNHCR
	Amélioration des conditions de vie et des moyens de subsistance des personnes handicapées. Durée : 9 mois - Financement : ECHO
	Distribution de kits hygiéniques aux femmes et aux personnes handicapées et âgées. Durée : 10 mois - Financement : ECHO
2009	Soutien aux populations réfugiées. Durée : 12 mois - Financement : UNHCR



Distribution de kits hygiéniques et campagnes de sensibilisation pour les femmes, les personnes handicapées et âgées

- **Situation** : Camps d'Aousserd, El Aioun, Dakhla, Smara, 27 février et internat du 12 Octobre
- **Financement** : ECHO
- **Budget** : 900 000 €
- **Durée** : 12 mois (septembre 2009 – septembre 2010)
- **Nombre de bénéficiaires** : 39 843 personnes
- **Partenaires / Associés** : Ministère de l'Équipement sahraoui - Croissant Rouge sahraoui - Ministère de l'Information sahraoui - Secrétariat d'État à l'Assistance Sociale et à la Promotion des Femmes

● Objectif

Améliorer les conditions d'hygiène des femmes menstruées et des personnes âgées et handicapées.

● Moyens

• Distribution de kits hygiéniques :

Aux femmes et jeunes filles menstruées : 5 distributions de kits hygiéniques à 38 450 bénéficiaires (4 savons de Marseille de 250 gr, 2 paquets de 10 serviettes hygiéniques, 1 flacon de shampoing de 500 ml, 1 sachet de lessive en poudre de 550 gr) ;

Aux personnes handicapées et/ou âgées : 1 distribution de trousse de toilette à 1393 bénéficiaires (1 flacon de shampoing de 500 ml, 4 savons de 250 gr, 1 serviette de toilette).

• Sensibilisation à la problématique de l'hygiène :

Avec les partenaires locaux : soutien du programme par le ministère de l'Équipement ainsi que le Croissant Rouge sahraoui, partenariat avec le ministère de l'Information (spot radio sur les bonnes pratiques liées à l'hygiène), partenariat avec le secrétariat d'État à l'Assistance Sociale et à la Promotion des Femmes pour la campagne de sensibilisation. En direction des réfugiés sahraouis : mise en place de groupes de discussions pour sensibiliser les femmes aux bonnes pratiques liées à l'hygiène, distribution de livrets explicatifs sur les comportements appropriés à l'issue de chaque groupe de discussions, recrutement et formation de 10 animatrices (5 représentantes de l'Équipement et 5 assistantes sociales) pour animer les sessions de sensibilisation.

● Résultats

Les enquêtes de satisfaction réalisées après chaque distribution ont montré que les bénéficiaires considèrent que les produits distribués répondent à leurs besoins (96% pour le savon, 94% pour la lessive et 75% pour le shampoing).



Distribution de kits hygiéniques / Triangle G H

Les cinq monitorings réalisés ont montré qu'en moyenne 3,25% des bénéficiaires interrogés revendent tout ou partie de leur kit en vue d'acheter des produits alimentaires, chiffre qui reste assez faible. Les équipes de Triangle G H ont réalisé une surveillance sur les différents marchés de la zone après chaque distribution.

Les distributions ainsi que les sessions de sensibilisation ont eu des effets positifs sur les populations bénéficiaires, même si certaines pratiques et croyances traditionnelles en termes d'hygiène subsistent au sein des camps. Les femmes ont montré un fort intérêt pour les sessions de sensibilisation.

Le programme sera reconduit en 2011, grâce au soutien d'ECHO.



Soutien aux populations réfugiées sahraouies



- **Situation :** Camps d'El Aioun, Aousserd, Smara, Dakhla et du 27 février
- **Financement :** UNHCR
- **Budget :** 1 195 690 €
- **Durée :** 12 mois (janvier 2010 – décembre 2010)
- **Nombre de bénéficiaires :** L'ensemble des populations réfugiées sur les camps
- **Partenaires / Associés :** Secrétariat d'État sahraoui à l'Assistance Sociale et à la Promotion des Femmes - Ministère sahraoui de l'Eau - Ministère sahraoui de la Coopération - Croissant Rouge sahraoui



Base de Weather Haven à Rabouni / Triangle G H

● Objectif

Améliorer les conditions de vie des réfugiés (depuis 2002).

● Moyens

• Logistique :

- Gestion de l'atelier mécanique dédié à la réparation et à la maintenance de l'ensemble des véhicules sur les camps (flotte de 18 camions dédiés au transport de vivres, 38 camions citernes, 12 ambulances, 12 véhicules programme légers et 14 camions affectés à la gestion des déchets) ;
- Gestion des deux bases opérationnelles de l'UNHCR à Rabouni et à Dakhla² : amélioration des conditions de travail et de vie.

• Santé :

- Matériel et consommables médicaux : plombage de la salle de radiologie de l'hôpital national, renouvellement des outils liés à l'extraction et au plombage dentaire, achat de matériels d'hématologie, de microbiologie et des réactifs de biochimie pour renforcer les capacités médicales de la pharmacie centrale, approvisionnement en matériel de diagnostic et consommables pour le programme de malnutrition chronique et anémie, formations dispensées au personnel de la pharmacie centrale sur la maintenance et l'utilisation du matériel mis à disposition ;
- Intensification de la production et de la distribution d'eau de Javel (2800 l/mois) aux centres médicaux et aux écoles pour améliorer les conditions d'hygiène et prévenir les risques de maladies.

• Soutien aux personnes handicapées :

Personnes handicapées mentales et enfants souffrant de surdité : 3 centres (El Aioun, Aousserd, Dakhla) – 151 bénéficiaires :

- Bilan pédagogique et éducatif des acquisitions et de l'apprentissage en cours (autonomie personnelle, activités d'éveil, apprentissages scolaires et professionnels) ;
- Ateliers de pré formation professionnelle en couture et en tissage pour les filles et en menuiserie pour les garçons (d'autres ateliers existent suivant les centres) ;
- Formations et conseils dispensés 2 fois par semaine aux parents des enfants qui n'ont pas accès aux centres, pour améliorer leur prise en charge du handicap.

Personnes non voyantes : 4 écoles (El Aioun, Smara, Aousserd, Dakhla) – 53 bénéficiaires

- Séance de r education psychomotrice organisée 1 matinée par semaine.

Handicapés mentaux et sensoriels : 1 centre polyvalent (27 février) – 23 bénéficiaires

- Salles d'apprentissage pour diverses activités telles que l'écriture, le calcul, salles de r education psychomotrice pour aider les personnes handicapées physiques et/ou mentales à mieux appréhender leur handicap.

Achat de fournitures et de matériels scolaires pour la rentrée de septembre 2010/2011 pour les centres de Dakhla, Aousserd, El Aioun et du 27 février.

Travaux de rénovation effectués dans le centre de Dakhla.

Formation dispensée à 151 personnes sur la prise en charge et les connaissances des pathologies associées ( pilepsie et escarres) au handicap.

2 - Depuis 2001, ces bases accueillent les résidents de diverses structures humanitaires, ainsi que des bureaux dont ceux de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale (AECID), du Service d'aide humanitaire de la Commission Européenne (ECHO), de la Croix Rouge Espagnole ou encore de Triangle Génération Humanitaire.

indemnités mensuelles accordées à 120 assistantes sociales et 72 professionnels des centres (éducateurs, psychomotriciens ...).

Distribution de couchés aux 86 infirmes moteurs cérébraux (1/jour pour 66 enfants et 2/jour pour les personnes ayant un poids supérieur à 28 kg).

● **Soutien à l'indépendance économique :**

- Réalisation de jardins familiaux à Dakhla, avec 25 nouvelles familles bénéficiaires (projet initié en 2009) ;
- Formation à la préparation des sols, aux semis, à la transplantation, à l'entretien du puits, sensibilisation à la rotation des cultures et au calendrier annuel ;
- Distribution de matériel (pompes) et de pièces de rechange.

● **Résultats**

L'ensemble des activités mentionnées ont été réalisées par les équipes de Triangle G H en lien avec ses partenaires.

Le programme de soutien aux populations réfugiées a été reconduit pour l'année 2011 grâce au soutien de l'UNHCR.



Soutien au programme d'intervention du PAM dans les camps de réfugiés sahraouis

- **Situation :** Camps d'El Aioun, Aousserd, Smara et Dakhla
- **Financement :** PAM
- **Budget :** 195 132 USD
- **Durée :** 6 mois (octobre 2010 – mars 2011)
- **Nombre de bénéficiaires :** L'ensemble des populations réfugiées sur les camps
- **Partenaires :** Croissant Rouge Algérien

● **Objectif**

Réhabiliter ou construire des espaces de stockage pour 25 cliniques au sein de quatre camps de réfugiés, et ainsi permettre un stockage adéquat des produits, notamment nutritionnels.

● **Moyens**

- Réhabilitation de 8 espaces de stockage entre 12 et 17 m², dont ceux d'Aïn en Beïda, M'heriz, Boukrâa, D'cheïra, Daoura, Hagounia, El Guelta et le dispensaire du 27 février ;
- Construction de 17 espaces de stockage de 13,50 m² adjacents aux centres de soins.



Espace de stockage / Triangle G H

● État d'avancement

Les travaux de réhabilitation ou de construction des 25 espaces de stockages sont en cours.

L'éducation : une chance pour le futur

par Azzedine Foughali, chef de projet Triangle G H Algérie

Source : TGH Info 2010/2011

Depuis le début de l'exode des réfugiés sahraouis dans les camps de Tindouf, la question de l'éducation a été au centre des préoccupations des citoyens de cette communauté.

Les premières classes ont été creusées dans les monticules rocaillieux de Rabouni, aujourd'hui centre administratif du gouvernement sahraoui en exil. La tâche de l'enseignement à cette époque incombait aux vieux et aux femmes lettrés, qui la considéraient comme un deuxième devoir sacré après la lutte armée. C'est durant cette période douloureuse qu'a été décrété, par les dirigeants de cette communauté, l'enseignement obligatoire et gratuit pour tous les enfants. En 1977, deux années après l'exil, cette communauté commence à s'organiser et à établir des structures répondant aux besoins prioritaires de la population, dont les structures d'éducation. Après la sédentarisation de ces populations dans quatre camps principaux (El Ayoun, Smara, Aousserd et Dakhla), deux premières écoles primaires voient le jour en 1978 dans les camps de Dakhla et El Ayoun.

Cependant, dès 1976, des contingents entiers d'enfants sahraouis, filles et garçons, sont envoyés en Libye et en Algérie qui les accueillent pour une longue scolarisation. En 1979, d'autres enfants seront eux aussi dirigés vers Cuba, et depuis, chaque année, la même opération est reconduite.

Cette situation de déchirement familial durera jusqu'au cessez-le-feu de 1991, qui prévoyait un referendum sur l'autodétermination.

Ces enfants, en particulier ceux envoyés en Libye et à Cuba, ne retrouveront leurs familles qu'à la fin de leur cursus scolaire. Un enfant qui partait à l'âge de 6 ans revenait transformé en adulte de 18 ans, et ceux ou celles qui réussissaient leurs études avaient souvent plus de 23 ans.

Ainsi, chaque année, on assistait au retour de ces voyageurs du temps, et les retrouvailles avec la famille étaient un mélange d'émotions fortes et de chocs culturel, climatique et environnemental. La trêve qui se maintient depuis le cessez-le-feu et la volonté des familles de ne plus se séparer de leur progéniture ont fait réagir les dirigeants de la communauté et les organisations humanitaires. Aujourd'hui, 32 écoles primaires et 7 collèges existent dans les camps pour plus de trente mille élèves, encadrés par plus de 1 600 enseignants.

Parmi ces collèges « l'École du 12 octobre », un immense internat accueille filles et garçons et comporte une classe pilote du secondaire inaugurée pour l'année scolaire 2009/2010.

Cependant, l'éducation demeure l'un des secteurs des plus vulnérables malgré tous les efforts et les moyens consentis. Les carences sont visibles à tous les niveaux :

- *Précarité des bâtis des écoles ;*
- *Manque de fournitures et de manuels scolaires ;*
- *Espaces de jeux et de récréations inexistantes ;*
- *Salles de classe exigües et surchargées ;*
- *Manque d'eau, de sanitaires et de produits d'hygiène ;*
- *Absence de repas et de goûters pour les élèves dont les conditions familiales ne sont guère à envier ;*
- *Enseignants dont les connaissances pédagogiques doivent être approfondies, mais qui perdent toute motivation au regard de leur salaire (en moyenne 18 euros mensuels).*

Les élèves de l'enseignement moyen et secondaire sont toujours envoyés en Libye et en Algérie, car aucun lycée n'existe dans les camps, et les collèges demeurent insuffisants pour accueillir tous les collégiens sahraouis.

Cependant, malgré une prise en charge totale en internat dans ces deux pays d'accueil, aucune ressource financière n'est disponible pour répondre aux besoins de ces élèves, qui rencontrent également de grandes difficultés dans le processus d'intégration et d'assimilation des savoirs en Algérie, où la langue française est très présente dans l'enseignement. Les Sahraouis ont donc intégré l'enseignement du français comme troisième langue dans les collèges, après l'arabe et l'espagnol (l'Espagne étant le premier colonisateur du Sahara Occidental). La langue française se fait donc une place de choix dans le système éducatif sahraoui, mais reste à promouvoir dans les camps, car les moyens et les compétences humaines sont encore à développer.

Cette brève lecture de la situation sur l'éducation dans les camps de réfugiés sahraouis mettra sans doute un peu de lumière sur une réalité mal connue ou complètement méconnue. Dans ce contexte, l'éducation demeure le seul moyen de donner à ces enfants une chance de vivre un futur meilleur, de les prémunir et de les armer intellectuellement contre tous les dangers qui guettent la région du grand Sahara.

corée du nord

[république démocratique
et populaire de corée]



PERSONNEL
EXPATRIÉ : 3

PERSONNEL
NATIONAL : 10



Capitale : Pyongyang
Superficie : 120 538 km²
Population : 24, 5 millions
Croissance
démographique : 0,538%/an
PIB/habitant : 1 800 USD
Espérance de vie : 68,9 ans
Taux de chômage : NC
Indice de développement
humain (IDH) : NC

Source : CIA - PNUD

1905 Protectorat japonais.

1910 Annexion du pays par le Japon.

1945 Capitulation du Japon.

Partition de la Corée au niveau du 38^{ème} parallèle : la Corée du Nord est administrée par l'URSS et la Corée du Sud par les États-Unis.

1946 Création du Parti du Travail de Corée dirigé par Kim Il Sung.

1948 Proclamation de la République Démocratique de Corée.

La doctrine du « Juche » (être maître de son destin, être auto-suffisant) devient l'idéologie officielle de la Corée du Nord.

1950 Début des hostilités entre la Corée du Nord et la Corée du Sud (Guerre de Corée).

1953

27 juillet Signature de l'armistice à Panmunjeon. Création d'une Zone Démilitarisée (DMZ) et établissement du statu quo ante bellum au niveau du 38^{ème} parallèle.

1991	Admission de la Corée du Nord et de la Corée du Sud à l'ONU. Signature d'un pacte de réconciliation et de non agression.
1994	Mort de Kim Il Sung, le "Grand Leader".
1997	Le fils de Kim Il Sung, Kim Jong Il, prend le pouvoir après trois ans de deuil national, et devient secrétaire général du Parti du Travail de Corée.
2000	Signature de la déclaration commune Nord/Sud en vue d'une réunification des deux Corée.
2006	Premier essai nucléaire en Corée du Nord.
2007	Second sommet Nord/Sud et signature d'un nouvel accord.
2009	
31 janvier	La Corée du Nord met fin à tous les accords passés avec la Corée du Sud
25 mai	Tir de missile balistique nord-coréen dans la mer du Japon.
2010	Lors de la réunion du Parti des travailleurs, le fils de Kim Jong Il, Kim Jong-eun, est nommé général quatre étoiles et vice-président de la Commission militaire centrale du parti.

● Situation

La Corée du Nord a été affectée, entre 1994 et 1998, par une suite de catastrophes climatiques (inondations et sécheresse), mais également par la réduction considérable des échanges avec la Chine et l'ex-URSS. Les autorités, face à l'urgence de la situation, ont fait appel en 1995 à l'aide internationale. Depuis cette date, l'aide de l'Union européenne en Corée du Nord s'élève à environ 345 millions d'euros

Avec plus de 24 millions d'habitants, la population de la Corée du Nord reste très vulnérable en termes de sécurité alimentaire. Les difficultés économiques, la surface limitée de terre arable, le retard de mécanisation agricole, le manque d'accès à l'énergie et la vulnérabilité aux catastrophes naturelles ont pour conséquence une production agricole déficitaire.

La Corée du Nord compte parmi les pays ayant présenté la plus forte augmentation de l'index global de la faim au cours des dernières décennies, malgré l'aide alimentaire internationale, massive au début des années 2000. Depuis, l'aide internationale s'articule davantage sur le renforcement des capacités nord-coréennes afin de pallier les déficiences structurelles en termes de sécurité alimentaire.

Six ONG européennes sont aujourd'hui présentes de manière permanente en Corée du Nord.

● Triangle G H en Corée du Nord

1998	Mission d'étude
2000	Programme d'appui au secteur agricole – Financement : EuropeAid
2002	Réhabilitation de polders dans la province du sud Pyongyang. Durée : 36 mois – Financement : EuropeAid
	Travaux d'isolation des écoles et des dispensaires dans 8 fermes coopératives. Durée : 10 mois – Financement : ECHO
	Reforestation et protection de l'environnement dans les provinces de sud Pyongyang et sud Hwangae (phase 1). Durée : 12 mois – Financement : SIDA
	Réhabilitation du système d'adduction d'eau potable et des structures sanitaires dans la province de sud Pyongyang. Durée : 12 mois – Financement : ECHO
2004	Réhabilitation de pépinières et formation du personnel, reforestation et protection de l'environnement. Durée : 12 mois – Financement : SIDA
	Soutien logistique sur le lieu de la catastrophe ferroviaire de Ryongchon. Durée : 2 mois – Financement : MAE
	Réhabilitation des systèmes d'adduction d'eau potable de la ville de Munchon et de ses environs. Durée : 20 mois – Financement : ECHO
	Soutien aux personnes âgées sans famille (phase 1). Durée : 12 mois – Financement : ECHO - OCHA - DDC
2005	Soutien aux personnes âgées sans famille (phase 2). Durée : 18 mois – Financement : ECHO - SIDA
	Reforestation et protection de l'environnement dans les provinces de sud Pyongyang et sud Hwangae (phase 2). Durée : 12 mois – Financement : SIDA
2006	Augmentation du potentiel de production alimentaire dans la province de Pyongyang. Réhabilitation du polder de Kumsong et renforcement des capacités de l'Entreprise des polders. Durée : 32 mois – Financement : EuropeAid - SIDA
	Réhabilitation complémentaire du réseau de distribution d'eau de la ville de Munchon (phase 2). Durée : 9 mois – Financement : ECHO

2007 Soutien à la fédération pour la protection des personnes âgées.

Durée : 24 mois – Financement : SIDA

2008 Amélioration du réseau d'eau potable de la ville de Munchon.

Durée : 15 mois – Financement : Ambassade d'Allemagne en Corée du Nord

Apport de biens alimentaires dans le cadre de l'aménagement des terres du Polder. Durée : 7 mois – Financement : MAE

2009 Amélioration de l'accès de la population de Munchon à une eau de meilleure qualité (phase 3). Durée : 22 mois – Financement : SIDA



Amélioration de l'accès de la population de Munchon à une eau de meilleure qualité

- **Situation :** Ville de Munchon, Province de Kangwon
- **Financement :** SIDA
- **Budget :** 399 795 €
- **Durée :** 22 mois (juillet 2009 – avril 2011)
- **Nombre de bénéficiaires :** 42 563 personnes

● Objectif

Le réseau d'eau de la ville de Munchon (42 563 habitants), réalisé dans les années 60, présente de nombreux dysfonctionnements.

De 2005 à 2007, Triangle G H a réalisé deux projets à Munchon, financés par ECHO, qui ont permis d'améliorer et de sécuriser la production et l'accès à l'eau, puis de réhabiliter et d'étendre le réseau de distribution.

L'objectif de ce projet est de participer à la réduction de la morbidité et de la mortalité, en augmentant et en améliorant l'accès à une eau de meilleure qualité pour les habitants de la ville.



Réservoir de stockage d'eau et station de pompage à Munchon / Triangle G H

● Moyens

Cette opération est déclinée en trois volets :

- **La réhabilitation du réseau de distribution du quartier n°4, ainsi que le suivi et la maintenance des infrastructures réalisées et des interventions sur l'ancien réseau pour en réduire les fuites. Ce volet comprend :**
 - une étude topographique ;
 - le calcul et la conception du nouveau réseau de distribution d'eau ;
 - la préparation et la mise en œuvre des procédures d'achats de matériels et matériaux nécessaires aux travaux ;
 - la réception et le stockage des achats ;
 - la formation (ou la mise à jour des compétences) des ouvriers recrutés pour les travaux ;
 - la mise en œuvre des ouvrages en béton et les travaux de réseaux (terrassement, pose des tuyaux...) ;
 - l'évaluation technique du réseau.
- **L'amélioration du fonctionnement du système de distribution d'eau grâce au renforcement des compétences locales en termes de management (formation de personnel technique).**

Ce volet comprend :

 - le contrôle du système de production/distribution d'eau (anciens projets) ;
 - les formations sur la gestion du réseau d'eau ;
 - la supervision des opérations de maintenance et de réparation du réseau ;
 - la réception des travaux à destination des techniciens locaux.
- **Des sessions de sensibilisation en porte à porte et la distribution de brochures sur la gestion de l'eau en direction des familles bénéficiaires.**

Ce volet comprend :

 - l'analyse des pratiques et connaissances locales liées à la gestion de l'eau ;
 - la définition du contenu des formations et des messages à diffuser ;
 - la réalisation des moyens de communication ;
 - la formation des groupes de promotion à la bonne gestion de l'eau ;
 - la campagne de sensibilisation (réunions et distribution des documents supports de la campagne) ;
 - l'évaluation du changement des pratiques liées à la gestion de l'eau.

● Résultats

La totalité des interventions a été réalisée à ce jour, et les objectifs fixés ont été atteints : 2 500m³ d'eau sont produits quotidiennement, permettant à chaque habitant l'accès à 50 litres d'eau potable par jour.



Amélioration durable de l'environnement sanitaire de la ville de Munchon

- **Situation** : Ville de Munchon, Province de Kangwon
- **Financement** : EuropeAid + cofinancement - SIDA
- **Budget** : 417 400 €
- **Durée** : 23 mois (janvier 2010 – novembre 2011)
- **Nombre de bénéficiaires** : 42 563 personnes
- **Partenaires / Associés** : Ministère de Gestion de la ville de Munchon

● Objectif

Le réseau d'eau de la ville de Munchon (42 563 habitants), réalisé dans les années 60, présente de nombreux dysfonctionnements. Depuis 2004, Triangle G H mène des programmes dans la ville de Munchon afin d'améliorer la production et l'accès à l'eau potable, mais également de rénover le réseau de distribution de la ville. Ce projet a également permis d'améliorer de manière significative la situation en termes d'assainissement.

Ce programme s'inscrit dans la continuité des projets menés à Munchon dans le domaine de l'eau et de l'assainissement (districts 1 et 2) dont l'objectif est d'améliorer l'accès à des installations durables d'eau et d'assainissement pour les habitants de la ville.



Installation d'une canalisation dans la ville de Munchon / Triangle G H

● Moyens

● Améliorer l'environnement sanitaire du district 2 :

- Construction de 20 blocs comprenant chacun 10 latrines ;
- Mise en place de 8 systèmes de traitement des eaux usées (DEWATS³) ;
- Réhabilitation et extension de 2 000 m de canaux d'évacuation des eaux usées,

● Améliorer et étendre le réseau d'approvisionnement en eau potable du district 1 :

- Construction du réseau d'eau destiné à fournir 50 l d'eau par personne et par jour (initialement 17 l/personne/jour) ;
- Renforcement de la structure des conduites d'eau.

● Sensibiliser et renforcer les capacités des acteurs locaux pour améliorer le fonctionnement des installations en eau et assainissement :

- Formation sur la gestion et la maintenance du réseau d'eau en collaboration avec le ministère de Gestion de la ville, formations spécifiques organisées sur la production de compost amélioré pour les nouvelles latrines (nécessité d'utiliser un compost naturel pour l'agriculture) ;
- Identification de nouveaux sites pour la mise en place des systèmes de traitement des eaux usées ;
- Sessions de sensibilisation à l'hygiène, en collaboration avec le ministère de la Santé Publique et le ministère de l'Éducation.

3 - Système décentralisé de traitement des eaux usées

● État d'avancement

Ce projet constitue la troisième phase d'un projet important de réhabilitation du système de production et d'adduction en eau potable de la ville de Munchon. Les activités de réhabilitation se sont arrêtées à la fin de l'année 2010 en raison de températures hivernales rendant impossible la réalisation de tout chantier en dur. Elles reprendront au printemps 2011. Ce projet qui doit s'achever à l'automne 2011, aura donc permis, combiné aux précédents projets financés par la DG ECHO, la réhabilitation intégrale et la sécurisation du système d'approvisionnement en eau ainsi que des améliorations significatives en termes d'environnement sanitaire avec la réhabilitation du système d'évacuation des eaux, la construction de latrines publiques, la mise en place de systèmes pilotes de traitement des eaux usées, et une campagne de promotion de l'hygiène.



Amélioration et diversification des repas servis aux enfants dans les institutions sociales

- **Situation :** Comtés de Sihung et de Yonggwang, Province de Hamgyong du sud
- **Financement :** EuropeAid + cofinancement
- **Budget :** 1 025 989 €
- **Durée :** 34 mois (janvier 2010 – octobre 2012)
- **Nombre de bénéficiaires :** 17 651 personnes (enfants + personnels des institutions sociales + personnels des deux fermes coopératives + personnels du Département de l'Aquaculture)
- **Partenaires / Associés :** Bureau de l'Aquaculture, dépendant du Ministère de la pêche Nord-Coréen - APDRA (Association Pisciculture et Développement Rural en Afrique)

● Objectif

Plusieurs missions d'évaluation réalisées par Triangle G H entre mai et juillet 2009 dans la région de Hamgyong du Sud ont montré que l'apport protéinique aux enfants des institutions de la région (crèches, jardins d'enfants et orphelinats) est trop faible, en raison d'une production alimentaire et d'une chaîne de transformation de la marchandise défaillantes, depuis les fermes en charge de la production jusqu'à l'arrivée des produits dans les institutions sociales.

L'objectif de ce projet est d'améliorer de manière durable la nutrition des 14 450 enfants pris en charge par 261 institutions sociales, en développant la filière piscicole et la chaîne d'approvisionnement.

Ce projet est mis en œuvre avec l'appui technique de l'APDRA (Association Pisciculture et Développement Rural en Afrique).

● Moyens

- **Mise en place d'un système intégré pisciculture/agriculture/élevage :**
 - Mise en œuvre et développement des pratiques piscicoles ;
 - Soutien de la production de poisson (pratiques d'alimentation, aquaculture, etc.) ;
 - Soutien à la production agricole et à la production de bétail : les productions agricoles fournissent l'alimentation du bétail, les matières organiques animales fertilisent les étangs permettant le développement du plancton et apportent ainsi de la nourriture aux poissons. Enfin, les boues des étangs fertilisent les terres agricoles.
- **Améliorer les capacités de distribution et de conservation des denrées en respectant les normes sanitaires :**
 - Améliorer les capacités des systèmes de distribution, grâce à un meilleur transport du poisson pour garantir la qualité et la fraîcheur de la marchandise distribuée aux institutions sociales (respect de la chaîne du froid) ;
 - Améliorer les pratiques de conservation et de stockage des poissons grâce à la construction/réhabilitation de chambres froides dans les locaux des systèmes publics de distribution de chaque ville bénéficiaire ;
 - Formations aux pratiques d'hygiène, et mise à disposition d'équipements logistiques au Bureau de l'Aquaculture (fournitures de bureau, minibus).
- **Améliorer les capacités des acteurs locaux pour la gestion et le développement de la filière piscicole :**
 - Mise en place de formations ;
 - Études de faisabilité économique et technique en vue de la mise en place d'activités génératrices de revenus pour soutenir les fermes coopératives.

● État d'avancement

Les activités liées au projet se sont déroulées normalement jusqu'au mois de juillet 2010, où de violentes précipitations ont affecté la production et endommagé certaines installations des deux fermes piscicoles.

Grâce au soutien de l'AAP, les travaux de réhabilitation et de renforcement des moyens de production des ouvrages sont en cours.



Poisson issu d'une ferme piscicole / Triangle G H



Participation à la réhabilitation des infrastructures de protection des fermes aquacoles de Sinhung et Yonggwang

- **Situation :** Comtés de Sihung et de Yonggwang, Province de Hamgyong du sud
- **Financement :** AAP
- **Budget :** 99 075 €
- **Durée :** 11 mois (juin 2010- mai 2011)
- **Nombre de bénéficiaires :** L'ensemble des bénéficiaires du projet lié au développement des deux fermes piscicoles de Sinhung et de Yonggwang

● Objectif

Ce projet initialement prévu pour entrer en synergie avec le précédent financé par la Commission européenne, devait en renforcer les actions à travers la distribution de rations alimentaires aux enfants des institutions, la fourniture d'équipements de cuisine et la fourniture d'intrants agricoles pour les fermes piscicoles.



Photo de la crue de juillet 2010

Cependant, en juillet 2010, de violentes précipitations ont provoqué une crue brutale du fleuve Songchon, qui a causé de nombreux dégâts dans les fermes de Sinhung et Yonggwang.

Les missions menées par l'équipe de Triangle G H ont conduit à proposer un repositionnement du projet AAP sur des actions prioritaires dans la réponse rapide à la crue, afin d'avoir un impact plus durable sur l'alimentation des enfants.

● Moyens

- Fourniture de nourriture pendant 3 mois aux 300 ouvriers chargés des travaux de réhabilitation et d'amélioration des ouvrages de protection ;
- Fourniture de matériaux adéquats sur les chantiers permettant d'assurer la protection et la pérennité des ouvrages aux endroits les plus fragiles (cage à gabions, fil de fer...).

● État d'avancement

Une partie des travaux de réhabilitation a été réalisée depuis le mois de septembre 2010. Les travaux ont été suspendus pendant l'hiver, et reprendront au printemps 2011.



Amélioration de la production de lait et de produits laitiers destinés aux enfants dépendants des institutions sociales

- **Situation** : Province du nord Hwanghae - Région administrative de Nampo - Comté d'Onchon, Province du sud Pyongyang
- **Financement** : EuropeAid + cofinancement
- **Budget** : 1 389 894 €
- **Durée** : 34 mois (novembre 2010 – août 2013)
- **Nombre de bénéficiaires** : 16 378 personnes (enfants + personnels des institutions sociales + personnels des fermes d'élevage des comtés de Sariwon et de Daeane + personnels des 2 fermes coopératives)
- **Partenaires / Associés** : Bureau d'Élevage, dépendant du ministère nord coréen de l'Agriculture

● Objectif

Différentes études ont montré que les enfants de moins de 6 ans rencontraient des problèmes de croissance, en raison d'un apport en protéines et en graisses très insuffisant. Le faible apport en nourriture et nutriments, dû à des déficiences structurelles au sein des fermes coopératives en charge de la fourniture des biens alimentaires aux institutions pour enfants, induit une malnutrition chronique.

L'objectif de ce projet est d'améliorer de manière durable la sécurité alimentaire des enfants dépendants des établissements sociaux, en renforçant la filière de production de lait.



Quelques bénéficiaires du programme / Cesare Tavella Triangle G H

● Moyens

● Satisfaire l'accès à la nourriture animale en quantité et en qualité :

- Renforcement des capacités de production agricole ;
- Suivi et développement des activités mises en œuvre dans la ferme de Jung Ak (ciblée par un précédent projet) et amélioration des relations entre les fermes sur certains problèmes techniques ;
- Amélioration du réseau entre les fermes et facilitation des échanges de productions ou de services (travail du sol, fumier, résidus de culture, etc.).

● Augmenter la production de lait et de produits laitiers :

- Renforcement des capacités d'alimentation des animaux ;
- Renforcement des capacités de gestion des systèmes d'élevage ;
- Amélioration des capacités de transformation du lait ;
- Développement d'activités génératrices de revenus alternatifs pour les fermes.

● Renforcer les capacités des acteurs locaux en termes de conservation et de distribution des produits laitiers et améliorer les pratiques alimentaires à destination des enfants :

- Amélioration de la logistique transport et distribution ;
- Amélioration des compétences et pratiques des acteurs locaux sur les normes d'hygiène et de nutrition.

● État d'avancement

Le projet est en cours de démarrage avec une première phase de réajustement des besoins.

De l'eau potable à Munchon

Par Romain Sztark, responsable cellule Eau hygiène & assainissement de Triangle G H

Source : Newsletter Triangle G H avril 2010

Située sur la côte est du pays, la ville de Munchon, qui compte plus de 42 000 habitants, a longtemps été alimentée par un vieux réseau d'adduction d'eau datant des années 60 et délivrant une eau saumâtre dans des quantités très limitées.

Depuis 2004, Triangle G H a réalisé deux projets permettant d'augmenter considérablement la production d'eau potable, afin de produire plus de 50 litres par personne et par jour. Plusieurs sources d'eau ont été aménagées, et une partie du réseau de distribution réhabilitée. A l'issue de ces 2 phases successives, terminées en 2007, environ 1200 foyers, ainsi que l'hôpital principal de la ville de Munchon, ont été connectés au nouveau réseau d'adduction d'eau potable.

Grâce aux financements conjugués de SIDA (coopération suédoise) et de la Commission européenne, Triangle G H a pu démarrer deux nouveaux projets visant à couvrir l'ensemble des besoins en eau potable de la ville. Pour cela, près de 50 kilomètres de tuyaux de petits et gros diamètres vont être installés afin de raccorder

toutes les habitations au nouveau réseau, permettant ainsi la distribution à domicile de plus de 2 500 m³ d'eau potable par jour

Une telle augmentation de la disponibilité en eau potable va cependant accroître considérablement la production d'eaux usées, ce qui risque d'entraîner une dégradation de l'environnement sanitaire de la ville. Actuellement, les eaux usées sont directement évacuées dans la mer, via des égouts ouverts, et sans le moindre traitement. Un volet du projet est donc consacré à la construction d'unités simplifiées de traitement des eaux usées, permettant de diminuer fortement leur charge organique. Les égouts à ciel ouvert seront réhabilités et couverts, permettant de mieux évacuer les eaux, et surtout de limiter les vecteurs de maladie. Ces interventions ne pourront couvrir toute la ville, mais uniquement l'un de ses quatre quartiers.

A ce jour, les travaux de réhabilitation ont démarré et la pose de tuyaux de gros diamètre est en cours, réalisée par des équipes de Munchon spécialisées dans ce type d'interventions. Tous les tuyaux devraient être installés d'ici la fin de l'année, permettant de fournir une eau de qualité à toute la population. La partie assainissement du projet est toujours en phase d'étude, et devrait démarrer au début du mois de mai, période la plus propice car les conditions climatiques hivernales interdisent la réalisation d'ouvrages en béton armé entre novembre et avril.

En parallèle, un volet de sensibilisation à l'hygiène et de renforcement des capacités locales est effectué dans le but d'autonomiser les populations après la fin du projet. La partie hygiène est destinée à instaurer des pratiques adaptées à la bonne utilisation de l'eau potable et des équipements d'assainissement, afin de limiter les risques de maladie et d'améliorer les comportements. Le renforcement des capacités ciblera principalement les personnes en charge de la maintenance et du suivi des ouvrages nouvellement construits, afin d'assurer une certaine pérennité à ces équipements.

Ces deux projets, conjointement menés, seront terminés au printemps 2011, permettant ainsi aux habitants de la ville de Munchon d'avoir de l'eau potable en quantité suffisante et de vivre dans un environnement amélioré.

Des poissons et des hommes

Par Louis Merlin, chef de projet Corée du Nord - Triangle G H

Source : Newsletter Triangle G H avril 2010

Silence et solitude au fond d'un sauna brûlant, dimanche soir dans les sous-sols d'un grand hôtel. Le « ploc » d'une goutte qui tombe dans le grand bassin. Ce soir à Pyongyang, je sue les toxines du week-end, celles du barbecue de printemps de l'équipe Triangle G H en Corée et des quelques bières qui vont avec. Sorti du four du sauna, je me laisse refroidir et vous écris sur un zinc en plastique ce petit mot. Pour vous brosser un tableau rapide de mon travail ici, à vous, lecteurs de cette feuille de Triangle G H.

Je travaille donc en Corée du Nord sur un projet de pisciculture intégrée démarré en janvier dernier avec le soutien de l'Union européenne.

Pour produire mieux et davantage, dans un pays où la terre est rare et fatiguée, nous avons fait avec nos partenaires coréens et français le pari de la pisciculture intégrée. En associant étroitement agriculture, élevage et pisciculture, la pisciculture intégrée constitue une réponse durable et auto-suffisante aux problèmes de nutrition.

Petite révolution, les fermes piscicoles associées au projet se voient directement confier la gestion de terres agricoles dont la production alimente les élevages. Le fumier sert à produire des eaux vertes, riches en plancton, dont se nourrissent les poissons, et enrichit les terres agricoles.

Soutien à l'agriculture, création ou développement de l'élevage, introduction de pratiques nouvelles en pisciculture et surtout articulation fine de ces différentes productions : notre action dans ce domaine consiste à accompagner les fermes piscicoles dans le changement, dans l'objectif de produire davantage, de manière autonome.

Les fermes piscicoles approvisionnent crèches et maternelles des environs. Des étangs piscicoles aux assiettes des enfants, nous intervenons sur l'ensemble de la chaîne pour améliorer la qualité du produit. Les chantiers sont multiples : amélioration de la conservation, développement de la distribution (moyens de transport adaptés, gestion logistique améliorée) et suivi attentif de la qualité nutritionnelle des repas des enfants, nos premiers bénéficiaires.

Pisciculture intégrée, action sur l'ensemble de la filière : la tâche est ambitieuse et les défis sont nombreux. Mais ce projet aux multiples facettes, aux interlocuteurs nombreux, propose des logiques novatrices et prometteuses.

Notre travail a aussi besoin de temps. Du temps pour convaincre, prouver que l'on peut faire différemment. Dans ce pays planifié, organisé et sous pression qu'est la Corée, rien ne se fait sans convaincre. Alors on se donne le temps pour réfléchir, réunir une équipe de Coréens techniciens et universitaires, discuter et construire ensemble le projet. Appuyées sur ces bases solides, les activités démarrent très vite. La saison agricole débute en ce moment avec le soutien du projet, les premiers tests commencent tout bientôt en pisciculture, et nous entamons dans quelques semaines l'action sur la chaîne de conservation/transport.

Dans ce domaine de la pisciculture, nouveau pour Triangle G H, nous avons noué une collaboration avec l'APDRA, association de pisciculteurs français passionnés de coopération. Ces producteurs de poisson nous accompagnent sur les trois années du projet, et leur première mission en Corée, en février dernier, a montré toute la plus-value d'un dialogue de pisciculteur à pisciculteur.

Comme dans d'autres projets de développement, ce projet qui commence mange le temps et l'énergie de ses acteurs. Il ne va pas, bien sûr, sans ses points de vue difficiles à concilier, ses crises, ses longues négociations têtues. Mais il provoque le changement, ouvre des portes, connecte des gens. Il rebondit grâce à la compétence et au dynamisme des pisciculteurs, des techniciens, des responsables locaux. Sans aucun doute, toutes ces compétences, ces différences, ces négociations ardues ont en Corée une saveur spécifique qui fait la richesse de ce projet.

laos



Capitale : Vientiane
Superficie : 236 800 km²
Population : 6,47 millions
Croissance démographique : 1,684%/an
PIB/habitant : 2 400 USD
Espérance de vie : 62, 4 ans
Taux de chômage : 2,5 %
Indice de développement humain (IDH) : 122/169

Source : CIA - PNUD

- | | |
|-------------|---|
| 1893 | Colonisation par la France : le Laos forme, avec le Vietnam et le Cambodge, l'Indochine Française. |
| 1945 | |
| mars | Occupation de l'Indochine Française par le Japon. |
| août | Capitulation du Japon. Mise en place d'un gouvernement nationaliste lao, Lao Issara, qui fusionne avec le Comité du Laos indépendant, pour devenir le Pathet Lao. |
| 1946 | La France reprend le contrôle du pays, et donne au Royaume du Laos l'autonomie au sein de l'Union Française. Exil de nombreux membres du Pathet Lao. Début de la guerre d'Indochine |
| 1950 | Création du Neo Lao Issara (Front du Laos Libre), et mise en place d'un gouvernement provisoire. |
| 1951 | Soutien du Viet Minh au Pathet Lao, qui participe aux opérations militaires contre les forces françaises. |
| 1954 | Signature des accords de Genève, suite à la défaite française à la bataille de Dien Bien Phu. Le Royaume du Laos accède à l'indépendance. |
| 1959 | En parallèle à la Guerre du Vietnam, une guerre civile se déroule au Laos, opposant le Pathet Lao soutenu par le Viet Minh au Royaume du Laos soutenu par les forces américaines. |

1974	Signature des accords de Vientiane qui instaurent un cessez le feu entre les deux parties. Formation d'un gouvernement d'Union Nationale.
1975	Le Pathet Lao prend le pouvoir sur le pays et instaure un parti unique, le Parti Populaire Révolutionnaire du Laos (PPRL). Abolition de la monarchie.
décembre	Proclamation de la République Démocratique Populaire Lao.
1991	Adoption de la Constitution.
1997	Admission du Laos au sein de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-est (ASEAN).
2006	Élection de Choummaly Sayasone en tant que secrétaire général du Parti Démocratique Populaire Lao, et à la présidence du pays.

● Situation

Malgré un fort taux de croissance, la République Démocratique Populaire Lao est l'un des pays les plus pauvres d'Asie du sud-est (26% de la population laotienne vivrait sous le seuil de pauvreté). Le plan stratégique national de développement et d'éradication de la pauvreté (NGPES) vise à faire sortir le Laos des pays les moins avancés (PMA) d'ici à 2020, et ainsi de lui permettre de s'industrialiser et de se moderniser.

Selon l'IFAD, les trois quart de la population dépendent de l'agriculture et des ressources naturelles. La province de Khammouane est l'une des zones les plus vulnérables du pays en termes de sécurité alimentaire. Le PNUD estime qu'environ 15 provinces sur 18 seraient parsemées d'UXO, engins explosifs non désamorçés, ce qui nuit fortement à une bonne utilisation des terres et au développement de l'agriculture. De plus, le Laos est souvent victime de catastrophes naturelles, provoquant d'importants problèmes d'insécurité alimentaire.

● Triangle G H au Laos

2000	Mission d'étude dans la province de Khammouane
2001	Partenariat entre la Région Rhône-Alpes et la province de Khammouane
2004	Mission préparatoire (rencontre avec les acteurs locaux et responsables politiques de la région, prise de contact avec les services agricoles régionaux)
2006	Développement rural intégré dans l'est de la province de Khammouane. Durée : 48 mois – Financement : Région Rhône-Alpes - Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Électricité en Île-de-France (SIGEIF) - MAE



Développement rural intégré dans l'est de la province de Khammouane

- **Situation** : Province de Khammouane, district de Gmommalath, villages de Naxok, Nakatang et Phonsaed et le district de Mahaxay, villages de Ilan, Nongkok, Veun et Nathandong (moitié sud du pays)
- **Financement** : Région Rhône-Alpes, Syndicat Intercommunal pour le Gaz et l'Électricité en Île-de-France (SIGEIF), Ministère français des affaires étrangères et européennes, Triangle G H
- **Budget** : 933 500 €
- **Durée** : 48 mois (mai 2006 - avril 2010)
- **Nombre de bénéficiaires** : 2 925 personnes
- **Partenaires** : Services provinciaux de l'agriculture et des forêts (PAFO) - Service agricoles et forestiers au niveau du district (DAFO)

● Objectif

Amener une autosuffisance alimentaire et encourager le développement économique dans les sept villages bénéficiaires du programme, en pratiquant une deuxième culture de riz en saison sèche.



Réalisation de canaux d'irrigation / Triangle G H

● Moyens

• Culture du riz :

- Mise en place et formation d'un comité de villageois par village en charge de l'irrigation (responsable pompe, responsable partage de l'eau et paiement des factures d'électricité) ;
- Mise en place de systèmes de pompage dans l'ensemble des villages (réseau électrique, transformateur, boîte de contrôle, pompe, barge, tuyau de refoulement) et construction de canaux d'irrigation ;
- Distribution de semences aux paysans ;
- Accompagnement technique des paysans à travers une formation à la culture du riz en saison sèche ;
- Suivi de la culture et commercialisation d'une partie de la production.

• Développement de la production maraîchère et fruitière :

- Appui à la diversification des cultures : tests de culture sur le maïs dur (utilisé pour l'élevage des porcs), le pois mungo, le soja, les haricots blancs et les piments.

• Appui à la filière commerciale et mise en place d'activités génératrices de revenus :

- Facilitation du lien entre les paysans et les acheteurs (coopérative de porcs, accès aux marchés) ;
- Vente de la production du groupe par quelques membres de chaque village pour le maïs dur et le pois mungo ;
- Vente individuelle pour les autres productions.

● Résultats

A l'issue du programme, les 7 villages ciblés ont des stations de pompages et des canaux en brique opérationnels. Des pièces de rechanges ont été fournies pour les parties qui s'usent le plus vite afin de garantir une bonne maintenance et une pérennité des installations.

Les comités d'irrigation sont en place et sont très efficaces durant la saison de culture.

Les essais de cultures ont donné des résultats intéressants tant au niveau alimentaire qu'économique (surtout pour le maïs qui peut se cultiver à plus grande échelle que le riz).

Les autres cultures peuvent être pratiquées de façon complémentaire au riz ou au maïs.



Soutien à la sécurité alimentaire dans le district de Bualapha - Province de Khammouane

- **Situation** : Province de Khammouane, district de Bualapha
- **Financement** : Région Rhône-Alpes
- **Budget** : 213 495 €
- **Durée** : 15 mois (mars 2010– mai 2011)
- **Nombre de bénéficiaires** : 1 405 personnes
- **Partenaires** : Service Agricoles et Forestiers au niveau du district (DAFO)

● Objectif

Améliorer la sécurité alimentaire en optimisant l'irrigation des cultures de riz en saison des pluies. Diversifier l'apport nutritionnel des populations locales, et mettre en place des activités génératrices de revenus.

● Moyens

• Réhabilitation de systèmes d'irrigation :

- Réhabilitation des deux barrages de Ban Tha et de Ban Napienglan sous la responsabilité des villageois en vue d'irriguer 10 nouveaux hectares de terres ;
- Réparation/réhabilitation des canaux d'irrigation et des vannes de distribution.



Réalisation de canaux d'irrigation / Triangle G H

• Construction de seuils et formation de comités de gestion :

- Approche participative des villageois grâce à la création d'un comité de gestion des futurs usagers pour chaque seuil construit ;
- Rédaction d'un document qui établit le rôle et les responsabilités de ce comité, ainsi que le règlement de l'utilisation de l'eau par les agriculteurs ;
- Construction de quatre nouveaux seuils en gabion (système de pierres enfermées dans une cage en grillage métallique). Ce système tend à remplacer les techniques traditionnelles utilisées par les paysans (barrages en bois ou en bambous) et donc à consolider ces seuils. Grâce à ce système, 80 hectares de terres supplémentaires sont irrigués.
- Construction des canaux d'irrigation et des vannes.

• Aide à la construction de très petits seuils :

- Construction de 15 petits seuils (soutien technique et matériel aux villageois) en vue d'irriguer 30 nouveaux hectares de terres.

- **Diversification des cultures : Dans certains villages utilisant les seuils pour irriguer les cultures en saison des pluies, il reste souvent de l'eau disponible à la fin de la saison de culture du riz. Cette eau peut servir à la culture, sur de petites surfaces, de haricots, pois, arachides ou maïs.**
 - Formation technique des agriculteurs à la culture des haricots, des pois et du maïs, et appui à la mise en place de ces cultures ;
 - Mise en place d'activités génératrices de revenus grâce à la production.

● État d'avancement

Après une phase d'étude technique sur les différents sites qui a débuté au mois de mars 2010, la phase de construction des seuils en gabion et des petits seuils a débuté à la fin du mois de novembre 2010.

D'El Nino aux marchés à terme

par Rémi Nègre, chef de mission Triangle G H Laos

Source : TGH Info 2010/2011

Depuis 1994 les états ont progressivement abandonné les politiques de régulation des prix agricoles. En l'absence de telles régulations, les prix varient fortement, entraînant brutalement des famines dans les pays importateurs quand les prix montent, puis la faillite des agriculteurs quand les prix chutent. Les marchés à terme annoncés comme étant une solution pour éviter ces fluctuations ne peuvent cependant pas remplacer des politiques interventionnistes aujourd'hui en cours d'abandon.

Cette année au Laos, la pluie tarde, le riz aurait dû être repiqué depuis plus d'un mois, et les paysans n'ont même pas commencé à labourer leurs champs. La saison passée, les pluies avaient déjà été rares, provoquant une grande sécheresse dans le sud de la Chine et la baisse du niveau du Mékong (également due aux barrages construits en Chine). La récolte de saison sèche a donc été compromise au Laos, en Thaïlande, en Chine, et les prix du riz ont doublé à Khammouane, là où travaille Triangle G H, par rapport à avril 2009⁴. Sans même connaître les résultats de la future récolte, on peut d'ores et déjà prévoir que la population de Bualapha aura faim l'an prochain. Si les événements climatiques conjoncturels (conséquences d'El Nino⁵ pour les climatologues) prennent une part dans cette situation, la responsabilité principale repose sur les marchés internationaux des produits agricoles, qui provoquent une baisse constante des stocks.

Avant 1994⁶, l'Europe dans le cadre de la PAC et les États-Unis avec le farm bill régulaient les prix sur leurs marchés intérieurs respectifs afin de garantir une certaine stabilité à leurs agriculteurs. Le système permettait d'assurer un prix stable en stockant les années d'abondance et en déstockant les mauvaises années. Des taxes aux frontières évitaient les importations à bas prix.

4 - A Bualapha le riz se vendait 1250 kip/kg en 2009 contre 2170kip/kg en 2010 soit une augmentation de presque 100% (100 000 kip représentent environ 0,90€)

5 - El Nino désigne à l'origine un courant côtier saisonnier. Le terme désigne maintenant par extension le phénomène climatique particulier qui se caractérise par une élévation anormale de la température de l'Océan (source : Wikipédia)

6 - Accords de Marrakech, création de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)

D'autres pays comme l'Inde agissaient de la même manière. La PAC européenne a été une réussite compte tenu des résultats qu'elle s'était fixés : atteindre une indépendance alimentaire en garantissant pour cela des prix élevés et stables aux agriculteurs. De la même manière, les agricultures de tous les pays ayant des politiques interventionnistes se sont fortement développées et sont ainsi une preuve historique de l'intérêt de telles orientations. Lorsque l'Europe est devenue régulièrement excédentaire dans les années 1980, le système a montré ses limites. Sans mécanismes de régulation de la production (avec des quotas par exemple comme pour le lait), la production est devenue chaque année excédentaire sur les marchés européens et américains. Les stocks de plus en plus importants coûtaient cher, les subventions aux exportations aussi. Les prix étant plus bas sur le marché international que sur le marché intérieur, il a fallu accorder des subventions aux exportations toujours plus importantes afin de maintenir une offre compétitive. À partir de 1994, dans le cadre des accords de l'OMC, l'Europe et les États-Unis ont dû revoir leur copie : taxes douanières, subventions aux exportations, stock... tout cela devait peu à peu disparaître en Europe au profit de systèmes de primes compensatoires. L'absence de mécanismes de régulation a alors engendré une fluctuation des prix sur les marchés européens et américains, et plus largement sur le marché international, dont les récentes fortes hausses ont fait parler d'elles dans les médias (émeutes de la faim en 2008 et 2010). Les agriculteurs et les consommateurs les plus pauvres sont particulièrement pénalisés, car leur budget alimentation représente la dépense la plus importante de la famille (plus de 50% des dépenses dans le tiers monde contre 15% environ en Europe et au États-Unis). La régulation des prix agricoles est une nécessité à la fois pour permettre aux agriculteurs (qui représentent la grande majorité des pauvres dans les pays en voie de développement) d'investir et de développer leurs exploitations, mais aussi pour les consommateurs victimes des variations de prix.

**Après le démantèlement des systèmes de stockage et des politiques de régulation, quel mécanisme pour faire face aux variations de prix ?
Les marchés à terme.**

Les marchés à terme permettent de vendre ou d'acheter des produits de nature bien définie, en un lieu et une date déterminés à l'avance (parfois plus d'une année). Ils permettent ainsi à l'agriculteur de vendre sa production à un prix garanti, et à la meunerie de s'assurer un approvisionnement à un prix connu d'avance. Outre les producteurs et les acheteurs, ces marchés ont séduit les spéculateurs lors de la flambée des prix en 2008 : une promesse de vente à un certain prix passée lorsque les prix sont hauts (150€/tonne par exemple), suivie d'une promesse d'achat pour la même date et le même produit lorsque les prix baissent (130€/tonne) permettent au spéculateur d'empocher la différence (20€/tonne), sans avoir engagé d'argent. Du fait de cet intérêt spéculatif, les quantités échangées virtuellement dépassent très largement celles échangées réellement, et pour ceux qui ne sont pas dans ce circuit, les prix valent...

Pour les consommateurs, ces hausses de prix peuvent être à l'origine d'une déstabilisation sociale à l'échelle des émeutes de la faim de 2008, en Haïti au Cameroun et de 2010 au Mozambique...

Pourquoi réguler les marchés agricoles ?

Les marchés agricoles sont très particuliers : ils concernent un bien, l'alimentation, d'une importance stratégique évidente. La demande ne s'adapte pas aux prix : la consommation n'augmentera pas de manière significative lorsque les prix sont bas, pas plus qu'elle ne diminuera radicalement lorsqu'ils sont hauts. La production, en revanche, peut subir de très importantes variations, en fonction du climat ou des maladies. Elle peut aussi varier en fonction des prix, mais avec du retard, puisque les délais de production sont incompressibles (durée de culture, cycle de reproduction animale...), et que les agriculteurs ont besoin de temps pour s'adapter à un marché. Pour ces raisons, l'offre et la demande se rapprochent difficilement, et les fluctuations de prix sont beaucoup plus rapides.

Les agriculteurs qui peuvent participer aux marchés à terme (connaissance du marché, capacité à prendre des positions risquées, trésorerie...) bénéficient d'une sorte d'assurance sur les prix, puisque ceux-ci sont fixés à l'avance. Mais la fluctuation des prix réels oblige les plus petits agriculteurs à travailler sans visibilité sur leurs revenus, et par conséquent interdit tout investissement nécessaire à une production durable : irrigation au Laos, ouvrages antiérosifs en Haïti... Le stockage est complexe, risqué et peu rentable en raison des coûts qu'il engendre (immobilisation de trésorerie, structures de stockage, dégradation des produits...). Seules les politiques publiques ont les moyens de mettre en place une réponse globale et efficace.

Quelles sont les autres pistes ?

La PAC a expérimenté dans le domaine de la production laitière des pistes qui, sans être parfaites, ont donné de bons résultats : une gestion des stocks, une protection aux douanes pour assurer aux agriculteurs des prix supérieurs aux prix de revient, et des quotas pour éviter que la production ne devienne très supérieure à la demande du marché intérieur, et n'oblige à vendre à des prix subventionnés sur le marché international.

Ainsi, des groupes de pays de productivité proche pourraient créer des marchés communs au sein desquels leur agriculture serait protégée, évitant les transports émetteurs de Co2 et la mise en compétition d'agriculteurs américains, européens ou brésiliens cultivant des centaines d'hectares avec des agriculteurs en Afrique ou Asie cultivant manuellement moins de 3 ha.

Jusque là interdite par l'OMC, la régulation des marchés est reconsidérée par les institutions internationales depuis la crise financière. Les émeutes de la faim ont fait prendre à beaucoup de pays importateurs la mesure de l'importance à produire sa propre alimentation, en protégeant leurs agriculteurs qui sont aussi souvent les plus vulnérables dans les pays pauvres.

république centrafricaine



Capitale : Bangui
Superficie : 622 984 km²
Population : 4,9 millions
Croissance démographique : 2,146%/an
PIB/habitant : 700 USD
Espérance de vie : 50 ans
Taux de chômage : 8% (2001)
Indice de développement humain (IDH) : 159/169
Source : CIA - PNUD

1905 Colonie française administrée sous le nom d'Oubangui-Chari.

1946 Le pays prend le statut de Territoire d'Outre Mer.

1958 Proclamation de la République Centrafricaine sous la présidence de Barthélémy Boganda.

1959 David Dacko est élu président après l'assassinat de Barthélémy Boganda.

1960 Proclamation de l'indépendance de la République Centrafricaine.

1966

1^{er} janvier Après le "Coup d'État de la Saint Sylvestre", Jean Bedel Bokassa prend le pouvoir et destitue David Dacko.

1976 Bokassa s'autoproclame empereur de l'Empire Centrafricain.

1979 L'"Opération Barracuda", menée par la France, destitue Bokassa et remet au pouvoir David Dacko.

1981	Le général Kolingba chasse David Dacko du pouvoir et instaure un régime militaire.
1993	Ange-Félix Patassé remporte les élections et devient Président de la République.
1996	Des troubles politiques affectent le pays et donnent lieu à de nombreuses mutineries au sein de l'armée.
1997	Les accords de Bangui mettent un terme aux conflits.
1999	Réélection d'Ange-Félix Patassé à la présidence.
2003	Ange-Félix Patassé est renversé par son ancien chef d'état major, François Bozizé.
2005	François Bozizé est élu Président de la République.
2011	Réélection de François Bozizé dès le premier tour des élections présidentielles (plusieurs fois repoussées depuis 2010).

● Situation

Depuis le début des années 2000, la République Centrafricaine est déstabilisée par des incidents politiques et sécuritaires graves, dont les populations civiles sont les premières victimes.

L'activité de groupes politico-militaires au nord, ainsi que la répression gouvernementale, favorisent un climat d'insécurité, amplifié par les conflits affectant l'est tchadien et le Darfour. Les populations sont également la cible des actions de la LRA (Armée de Résistance du Seigneur), groupe rebelle ougandais, tristement connu pour son extrême violence.

D'après l'OCHA, environ 120 000 personnes ont été déplacées à l'intérieur du territoire en raison de ces conflits, et selon l'UNHCR, les conflits des pays frontaliers auraient engendré l'arrivée d'environ 35 000 réfugiés entre 2007 et 2010. Ces populations souffrent d'un manque d'accès à l'eau, d'abris très précaires et de difficultés à se nourrir.

L'état d'instabilité permanent du pays, et l'insécurité qu'il engendre, rendent l'intervention des acteurs humanitaires très difficile, voire parfois impossible dans certaines régions du pays.

● Triangle G H en République Centrafricaine

2007 Assistance d'urgence aux victimes du conflit centrafricain, Préfecture de la Vakaga, nord est de la République Centrafricaine. Durée : 8 mois – Financement : DAH - ECHO - Agences onusiennes

Aide d'urgence aux personnes originaires du Darfour, réfugiées à Sam Ouandja, Préfecture de la Haute-Kotto, nord-est de la République Centrafricaine. Durée : 6 mois – Financement : CERF - UNHCR

Programmes saisonniers de distribution de semences et de rations alimentaires pour la période de soudure (toute la Vakaga et Sam Ouandja). Financement : FAO - PAM

2008 Re conduite des programmes saisonniers de distribution de semences et de rations alimentaires pour la période de soudure (toute la Vakaga). Financement : FAO - PAM

Programme multisectoriel de soutien aux réfugiés soudanais installés à Sam Ouandja. Durée : 12 mois – Financement : UNHCR

Amélioration de l'accès à l'éducation primaire à Sam Ouandja. Durée : 9 mois – Financement : UNICEF

Contribution à l'amélioration d'un système éducatif adapté dans la sous-préfecture de Sam Ouandja. Durée : 6 mois – Financement : CERF

Prolongement du programme d'assistance d'urgence aux victimes du conflit centrafricain, Préfecture de la Vakaga, nord-est de la République Centrafricaine. Durée : 9 mois – Financement : DAH - ECHO - Agences Onusiennes

Lancement du programme de développement : Soutien à la restauration des services essentiels et redynamisation du tissu social dans la Préfecture de la Vakaga. Durée : 32 mois – Financement : EuropeAid

2009 Vers un accès pérenne à une eau de boisson suffisante et de qualité accrue pour les populations vulnérables. Durée : 9,5 mois – Financement : ECHO

Renforcement de la sécurité alimentaire des populations de la Vakaga. Durée : 7 mois – Financement : FAO - CIAA

Poursuite du programme de développement : Soutien à la restauration des services essentiels et redynamisation du tissu social dans la Préfecture de la Vakaga. Financement : EuropeAid – Cofinancement : UNICEF - CERF

Re conduite du programme multisectoriel de soutien aux réfugiés soudanais installés à Sam Ouandja. Durée : 12 mois – Financement : UNHCR



Soutien à la restauration des services essentiels et à la redynamisation du tissu social dans la préfecture de Vakaga

- **Situation** : Préfecture de la Vakaga (nord est du pays)
- **Financement** : EuropeAid + cofinancement : UNICEF - CHF
- **Budget** : 1 755 274 €
- **Durée** : 32 mois (novembre 2008 – juin 2011)
- **Nombre de bénéficiaires** : 60 000 personnes
- **Partenaires** : Autorités locales, organisations villageoises de gestion de l'eau (COGES) et des écoles (APE) – ICDI (Integrated community Development International) – DGH (Direction Générale de l'Hydraulique)

● Objectif

Améliorer les infrastructures publiques pour permettre aux populations un meilleur accès aux services essentiels (eau potable et éducation primaire).

● Moyens

- **Améliorer l'accès à l'eau potable** :
 - Construction de 17 forages équipés de systèmes d'exhaure ;
 - Réalisation de 20 nouveaux puits maçonnés ;
 - Suivi et maintenance de 45 points d'eau améliorés (puits maçonnés et/ou forages équipés de pompes).



Forage à Ouandja Djallé / Triangle G H

- **Améliorer les capacités locales de gestion et de maintenance des sources d'eau :**
 - Formation de 28 comités de référence de gestion de l'eau ;
 - Fourniture d'outillage pour la maintenance des pompes ;
 - Formation de 18 agents de maintenance ;
 - Mise en place de campagnes de promotion à l'hygiène et de sensibilisation à une utilisation adaptée de l'eau dans 28 villages ;
- **Améliorer l'accès à l'éducation :**
 - Construction et/ou réhabilitation de 18 bâtiments scolaires (33 classes) et équipement en mobilier scolaire adapté et sécurisé pour les enfants ;
- **Améliorer les compétences pédagogiques et les capacités de gestion des acteurs locaux :**
 - Formation et restructuration des associations de parents d'élèves ;
 - Formation de maîtres-parents ;
 - Mise en place dans 17 écoles d'un référent formé à la gestion financière des ressources et des dépenses.

● **État d'avancement**

Le taux de villages de la Vakaga bénéficiant d'au moins un point d'eau de qualité est passé de 76% à 91%. Selon les critères centrafricains (50 élèves par classe), la construction des bâtiments scolaires en cours bénéficiera à 1 650 enfants.



Vers un accès pérenne à une eau de boisson suffisante et de qualité accrue pour les populations vulnérables

- **Situation :** Préfecture de la Haute-Kotto, ville de Sam Ouandja (nord est du pays) - Préfecture de la Vakaga, ville de Birao
- **Financement :** ECHO
- **Budget :** 275 000 €
- **Durée :** 12 mois (mars 2009 – février 2010)
- **Nombre de bénéficiaires :** 16 700 personnes

● **Objectif**

Améliorer l'accès à l'eau potable en quantité et en qualité suffisantes.

● **Moyens**

- **Améliorer l'accès à l'eau de boisson des communautés ciblées :**
 - Création et équipement de 3 nouveaux forages à Sam Ouandja ;

- Création, aménagement et protection de 18 puits à Sam Ouandja ;
- Surcreusement et entretien de puits à Birao.

- **Améliorer les connaissances et les pratiques des communautés aidées en termes de gestion et d'usage de l'eau :**

- Formation d'un comité de gestion de l'eau pour la ville ;
- Formation de techniciens pour l'entretien des puits et des forages ;
- Séances de sensibilisation aux bons usages de l'eau ;
- Test des systèmes d'exhaure ;
- Création d'un comité d'hygiène ;
- Réalisation d'une étude de petite échelle sur l'adaptation des pratiques en termes d'usage de l'eau et d'hygiène.

- **Résultats**

Les 18 puits et les 3 forages créés à Sam Ouandja permettent de fournir une eau de bonne qualité et en quantité suffisante pour les bénéficiaires qui ont désormais accès à plus de 15 litres d'eau potable par personne et par jour. La bonne répartition de ces nouveaux points d'eau dans la ville permet aux familles de s'approvisionner à proximité de leur domicile.

Les équipes de Triangle G H ont également procédé au surcreusement de 11 puits et à l'entretien de 4 forages dans la ville de Birao, suite à deux attaques consécutives de la ville. 5 062 personnes ont participé à des sessions de sensibilisation à l'hygiène à Sam Ouandja.



Forage équipé d'une pompe à pied à Sam Ouandja / Triangle G H



Renforcement de l'accès à l'éducation primaire pour les enfants de Sam Ouandja

- **Situation** : Préfecture de la Haute-Kotto, ville de Sam Ouandja et des villages alentours (est du pays)
- **Financement** : CHF
- **Budget** : 513 718 USD
- **Durée** : 12 mois (janvier 2010 – décembre 2010)
- **Nombre de bénéficiaires** : 4 240 personnes
- **Partenaires** : Associations locales de parents d'élèves

● Objectif

Renforcer l'accès des enfants de Sam Ouandja et des alentours à l'éducation primaire, et contribuer à l'amélioration des conditions d'enseignement.

● Moyens

- **Améliorer les conditions d'accueil et l'environnement scolaire :**
 - Réhabilitation/construction d'écoles ;
 - Sensibilisation des enfants à l'hygiène ;
 - Distribution de kits et de manuels scolaires dans les écoles de la ville et des villages ;
 - Mise en place de comités d'élèves et de délégués de classe (méthode de l'enfant par l'enfant⁹) pour participer à la gestion des biens scolaires et représenter leurs camarades ;
 - Création d'une bibliothèque dans la classe adaptée.
- **Renforcer l'accès à la scolarisation grâce à une prise en charge adaptée des enfants :**
 - Création d'une classe adaptée pour les jeunes à scolarité tardive, en vue de leur autonomisation, grâce à un enseignement accéléré et professionnalisant ;
 - Construction d'une école maternelle à Sam Ouandja, distribution de matériel et formation d'une animatrice ;
 - Sessions de sensibilisation pour les adultes sur le thème de l'éducation, et en particulier de la scolarisation des filles ;
 - Création et renforcement de groupes d'alphabétisation pour adultes et formation de l'enseignant en charge de cette mission ;
 - Distribution de matériel didactique et de kits.
- **Renforcer les compétences pédagogiques du corps enseignant et du personnel encadrant :**
 - Évaluation et suivi des formations passées, et mise en place de formations complémentaires pour les enseignants et directeurs ;
 - Accompagnement à l'autonomisation financière et à la gestion des écoles par la mise en place d'activités génératrices de revenus pour les associations parents d'élèves (jardins, apiculture, construction de briques, etc.) ;
 - Soutien, renforcement et suivi de l'Union Sous-Préfectorale et des associations de parents d'élèves qui la constituent ;

- Création de groupements de mamans et développement d'activités génératrices de revenus pour pérenniser le système de recouvrement des frais scolaires ;
- Plaidoyer auprès du Ministère de l'Éducation Nationale et des autorités déconcentrées de l'Etat référentes pour l'affectation d'enseignants titulaires dans la zone ciblée.

● Résultats

A l'issue du projet, 3 écoles ont été rénovées ou construites. 2 507 enfants ont suivi des sessions de sensibilisation à l'hygiène, et 2 929 adultes ont suivi des sessions de sensibilisation sur le thème de l'éducation, notamment sur la scolarisation des filles.

Des activités génératrices de revenus ont été développées avec les écoles : des presses ont été remises aux associations de parents d'élèves, qui fabriquent des briques cuites pour la communauté, dont la revente assure des rentrées d'argent dans la caisse de l'école.



Réhabilitation d'une école / Triangle G H



Soutien aux réfugiés soudanais de Sam Ouandja pour leur accès aux services essentiels et leur intégration

- **Situation** : Préfecture de la Haute-Kotto, ville de Sam Ouandja - Préfecture de la Ouaka, site de la Pladama Ouaka
- **Financement** : UNHCR
- **Budget** : 323 491 €
- **Durée** : 12 mois (janvier 2010 – décembre 2010)
- **Nombre de bénéficiaires** : 2 901 personnes (Sam Ouandja)
1 740 personnes (Pladama Ouaka)
- **Partenaires** : Comité de gestion du camp

● Objectif

Installés depuis 2007 à Sam Ouandja, les réfugiés soudanais recevaient un soutien multisectoriel des acteurs humanitaires présents. En 2010 Triangle G H travaillait à l'amélioration des conditions de vie et à l'intégration locale des réfugiés. Après 10 mois d'activité à Sam Ouandja et suite à une nouvelle dégradation sécuritaire dans cette zone

8 - Les enfants structurent eux-mêmes leur propre comité et votent pour leurs délégués de classe, sans intervention des adultes.

(présence de la LRA⁹), l'UNHCR a décidé, en octobre 2010, de transférer les réfugiés sur le site de Pladama Ouaka, dans la province de la Ouaka. L'enjeu du programme est d'installer des structures d'accueil décentes pour les réfugiés dans le centre de transit, tout en préparant des conditions plus durables d'installation sur le nouveau site.

● Moyens

Sur le site de Sam Ouandja

● Assurer l'accès des réfugiés aux services essentiels :

- Accès à l'eau : construction de 5 puits, formation de comités de points d'eau, maintenance et opération quotidienne d'une station d'eau potable.
- Assainissement : renforcement de 120 latrines familiales, construction de 2 blocs de 4 latrines scolaires, tenue de sessions de promotion à l'hygiène ciblées et adaptées, restructuration et suivi de la collecte des ordures.
- Sécurité alimentaire : distribution de semences vivrières et maraîchères, formation des agriculteurs, soutien à la pépinière, formations ciblées sur la conservation des produits et le stockage des récoltes.

● Contribuer à l'intégration et l'autonomisation des réfugiés :

- Amélioration de la qualité et de l'accès à l'éducation : construction et équipement d'un bâtiment scolaire complémentaire et réhabilitation des bâtiments actuels, distribution de matériel et de manuels scolaires (programmes soudanais et centrafricains) aux élèves, formation des enseignants de l'école à la pédagogie de l'enseignement, formation et structuration de l'association de parents d'élèves en vue d'une autonomisation de l'école, suivi du jardin d'enfant et formation des animatrices, formation et accompagnement des professeurs d'alphabétisation.
- Mise en place d'activités en vue d'une autonomisation des réfugiés (activités sociocommunitaires) : formations ciblées et adaptées en mécanique, cordonnerie, menuiserie et comptabilité, création, développement et soutien d'activités génératrices de revenus (savon, couture...), soutien aux micro-projets économiques.



Fillettes portant des jerricanes d'eau à Sam Ouandja / Triangle G H

Sur le site de Pladama Ouaka

- **Accès à l'eau :**

- Construction d'une station de pompage de l'eau, traitement et distribution de l'eau pour 2 000 personnes ;
- Réalisation de 3 forages pour assurer un accès pérenne à l'eau potable (remplacement de la station de pompage).

- **Assainissement :**

- Mise en place d'actions de sensibilisation aux bonnes pratiques liées à l'hygiène ;
- Construction de 150 douches et de 150 latrines d'urgence ;
- Distribution d'outils de nettoyage des sanitaires.

- **Éducation :**

- Relocalisation d'une partie des enseignants de Sam Ouandja sur le nouveau site ;
- Sensibilisation des parents sur l'importance de la scolarisation des enfants ;
- Mise à disposition d'un hangar pour dispenser les cours (en attente de la construction de salles de classe) ;
- Construction de tables et de bancs ;
- Distribution de manuels scolaires ;
- Construction de nouveaux bâtiments scolaires.

- **Sécurité alimentaire :**

- Identification des terres cultivables avec les réfugiés et les autorités locales ;
- Distribution de 86 kg de semences maraîchères et de 1 942 outils agricoles de base (brouettes, machettes, haches...).

- **Résultats**

L'ensemble des activités prévues a été réalisée par les équipes de Triangle G H à Sam Ouandja, puis sur le site de Pladama Ouaka.



Vers l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages de la Vakaga et de Sam Ouandja



- **Situation** : Préfectures de la Haute-Kotto et de la Vakaga - Villes de Sikikédé, Tiringoulou, Ouanda Djallé, Birao et Sam Ouandja
- **Financement** : CHF
- **Budget** : 200 000 USD
- **Durée** : 9 mois (avril 2010 – décembre 2010)
- **Nombre de bénéficiaires** : 10 915 ménages

● Objectif

Améliorer la sécurité alimentaire dans plusieurs villes de la préfecture de la Vakaga ainsi que de la Haute-Kotto, en assurant l'accès aux semences et en renforçant les compétences techniques des agriculteurs locaux.

● Moyens

- **Assurer l'accès aux semences de bonne qualité afin de réduire le niveau de la vulnérabilité alimentaire de la zone ciblée :**
 - Distribution des kits de semences vivrières à chaque famille dans les zones ciblées (sorgho, maïs et niébé).



Distribution de semences aux ménages bénéficiaires / Triangle G H

- **Maximiser l'impact du travail agricole en renforçant les compétences techniques des agriculteurs :**

- Apprentissage des méthodes de lutte contre les nuisibles ;
- Formation aux techniques de stockage.

- **Résultats**

A l'issue du programme, l'ensemble des ménages ciblés a reçu des semences vivrières (54 575 kg de semences ont été distribués aux ménages de la zone) ainsi que des formations techniques.



Amélioration de la production maraîchère et renforcement des capacités et des connaissances techniques à Birao, Ouanda Djallé, Tiringoulou, Sikikédé et Sam Ouandja

- **Situation :** Préfectures de la Haute-Kotto et de la Vakaga - Villes de Sikikédé, Tiringoulou, Ouanda Djallé, Birao et Sam Ouandja
- **Financement :** CHF
- **Budget :** 227 964 USD + Dons en nature (semences et outils) de la FAO
- **Durée :** 10 mois (mai 2010 – février 2011)
- **Nombre de bénéficiaires :** 11 170 personnes
- **Partenaires :** Association centrafricaine œuvrant en Vakaga pour le développement agricole du sud de la Préfecture (NDA)

- **Objectif**

Améliorer la production maraîchère et renforcer les connaissances techniques des agriculteurs dans plusieurs villes de la préfecture de la Vakaga ainsi que de la Haute-Kotto. Ce projet vient en complément du précédent puisqu'il participe au développement agricole local en soutenant spécifiquement la production maraîchère irriguée en saison sèche.



Remise de pompes aux bénéficiaires / Triangle G H

● Moyens

- **Assurer l'accès aux semences de bonne qualité afin de réduire le niveau de vulnérabilité alimentaire de la zone :**

- Distribution d'intrants agricoles (semences et outils nécessaires pour la culture) ;
- Distribution de matériel d'irrigation (pompes à pédale).

- **Maximiser l'impact du travail agricole en renforçant les compétences techniques des groupements :**

- Suivi technique et appui des groupements ;
- Mise en place de formations techniques pour renforcer les connaissances des agriculteurs.

● État d'avancement

L'ensemble des activités a été mis en place par les équipes de Triangle G H, l'analyse des productions agricoles est en cours.



Améliorer l'accès à l'eau de boisson pour la population de Sam Ouandja

- **Situation :** Préfecture de la Haute-Kotto, Ville de Sam Ouandja
- **Financement :** UNICEF
- **Budget :** 93 139 USD
- **Durée :** 10 mois (mars 2010 – décembre 2010)
- **Nombre de bénéficiaires :** 11 746 personnes

● Objectif

Augmenter la quantité d'eau potable à Sam Ouandja et sensibiliser la population à un bon usage de l'eau.

● Moyens

- Création d'un nouveau forage équipé d'une pompe à énergie humaine ;
- Réhabilitation du puits de l'hôpital et connexion à un mini réseau d'adduction ;
- Sensibilisation publique aux bons usages de l'eau ;
- Création et formation de comités de gestion de puits d'eau ;
- Formation de techniciens pour l'entretien des 18 puits et des 3 forages de la ville.



Puits du centre de santé / Triangle G H

● Résultats

Triangle G H avait déjà réhabilité 17 puits et construit 2 forages à Sam Ouandja. Ce nouveau programme a permis la réalisation d'un forage et d'un puits supplémentaires. Ceux-ci permettent notamment un accès à l'eau aisé dans le centre de santé de la ville, et ainsi contribuent à l'amélioration du fonctionnement de cette infrastructure.

Les techniciens de la ville ont reçu des formations supplémentaires pour l'entretien des 18 puits et des trois forages. Une troupe de théâtre, « l'Echo de Triangle » a permis de sensibiliser les bénéficiaires aux bons usages de l'eau.



Contribuer à l'amélioration d'un système éducatif adapté dans la sous-préfecture de Sam Ouandja

- **Situation** : Préfecture de la Haute-Kotto, Ville de Sam Ouandja
- **Financement** : CERF
- **Budget** : 223 234 USD
- **Durée** : 6 mois (octobre 2010 – avril 2011)
- **Nombre de bénéficiaires** : 1 731 élèves
- **Partenaires** : Associations de parents d'élèves des écoles ciblées

● Objectif

Améliorer le système éducatif dans neuf écoles de Sam Ouandja, grâce à un enseignement adapté suivant les différentes classes.



L'école maternelle de Sam Ouandja / Triangle G H

● Moyens

- **Améliorer la gestion scolaire grâce aux associations de parents d'élèves :**
 - Soutien et suivi de l'Union sous-préfectorale et des associations de parents d'élèves ;
 - Formation des associations de parents d'élèves à l'approche, la compréhension et l'identification des vulnérabilités, à la paix et à la non violence dans les écoles ;
 - Formation de 26 membres issus des associations de parents d'élèves aux principes de bonne gouvernance et à la gestion financière simplifiée.
- **Renforcer l'accès à l'éducation de Sam Ouandja par une prise en charge adaptée des enfants :**
 - Mise en place du projet pédagogique de classe adaptée pour 308 élèves ;
 - Appui à la structuration d'une maternelle et formation de l'animatrice maternelle ;
 - Sessions de sensibilisation à l'importance de la scolarisation auprès des familles ;
 - Groupes de paroles pour les enfants à travers des ateliers de discussion (santé reproductive, VIH - Sida).
- **Améliorer les conditions sanitaires et l'environnement scolaire à Sam Ouandja :**
 - Construction de latrines scolaires, séparées par genre ;
 - Mise en place de systèmes de nettoyage des mains dans les écoles ;
 - Construction de puits dans les écoles ;
 - Mise en place de comités d'enfants pour assurer la gestion de l'hygiène ;
 - Sensibilisation à l'hygiène des enfants scolarisés.

● État d'avancement

A l'issue du projet, 1 705 enfants auront été sensibilisés aux bonnes pratiques d'hygiène, 19 latrines scolaires auront été construites ainsi que 6 puits dans les écoles des villages aux alentours de Sam Ouandja.

Les associations de parents d'élèves ont été formées dans les neuf écoles concernées et l'école maternelle de Sam Ouandja a été mise en place.



Vers l'amélioration durable des conditions de vie des populations agricultrices les plus vulnérables de la Ouaka

- **Situation** : Préfecture de la Ouaka
- **Financement** : EuropeAid + cofinancement
- **Budget** : 924 645 €
- **Durée** : 36 mois (décembre 2010 – décembre 2013)
- **Nombre de bénéficiaires** : 9 055 personnes
- **Partenaires** : Agence Centrafricaine pour le Développement Agricole (ACDA) - Institut Centrafricain de Recherche Agricole (ICRA)

● Objectif

Améliorer les conditions de vie des populations agricultrices dans vingt-deux villages de la Ouaka, en les aidant à diversifier et à augmenter leur production agricole, et ainsi permettre un développement économique de la zone.

● Moyens

- **Augmenter et diversifier la production alimentaire locale :**
 - Renforcement des systèmes de culture pluviale ;
 - Renforcement des systèmes de culture irriguée de bas-fonds ;
 - Création d'une centaine de jardins potagers ;
 - Renforcement des capacités techniques des agents de recherche et développement agricole en appui direct aux agriculteurs.



Evaluation du projet / Triangle G H

- **Renforcer les capacités locales de résilience et d'absorption des chocs :**
 - Renforcement des systèmes d'élevage ;
 - Développement des capacités de transformation, de stockage et de commercialisation ;
 - Renforcement des capacités organisationnelles des groupements villageois ;
 - Réhabilitation des infrastructures routières de Kouango et de Bakala.

● État d'avancement

Les équipes de Triangle G H sont dans la phase de lancement du programme.



Vers un renforcement organisationnel et structurel des Associations de parents d'élèves, pour une meilleure prise en charge des écoles en République Centrafricaine

- **Situation** : Préfecture de la Ouaka
- **Financement** : EuropeAid + cofinancement
- **Budget** : 700 000 €
- **Durée** : 42 mois (décembre 2010 – octobre 2014)
- **Nombre de bénéficiaires** : 47 444 personnes
- **Partenaires** : Fédération Nationale des Associations de Parents d'Élèves et des Étudiants de Centrafrique (FNAPEEC)

● Objectif

Améliorer les conditions de scolarisation dans la Ouaka.

● Moyens

- **Structurer et intégrer la FNAPEEC au secteur éducatif :**
 - Formation des membres de la FNAPEEC ;
 - Collaboration entre acteurs formels (Ministère de l'Éducation Nationale centrafricain, inspections académiques, directions des écoles) et acteurs associatifs ;
 - Collaboration avec les services déconcentrés du Ministère de l'Éducation Nationale à Bambari.
- **Dynamiser et organiser les 117 associations de parents d'élèves (APE), les 5 unions sous-préfectorales (USP APE) et l'union préfectorale (UP APE) de la Ouaka :**
 - Suivi et formation de chaque structure pour une meilleure approche en termes de gestion des écoles ;
 - Formations thématiques dispensées par la FNAPEEC ;
 - Mise en place d'activités génératrices de revenus dans certaines APE, pour payer les maîtres parents et aider à la scolarisation de certains enfants dont la famille ne peut payer les frais de scolarité ;
 - Formation des maîtres-parents des écoles ciblées.



Réunion de mise en place du comité de pilotage du projet / Triangle G H

- **Diffuser des outils et méthodes développés par le projet au niveau national :**
 - Distribution d'un manuel d'opération à l'issue du programme, destiné aux organes du réseau FNAPEEC, en français et en sango ;
 - Organisation d'un séminaire regroupant l'ensemble des acteurs du secteur de l'éducation et les partenaires du projet.

● **État d'avancement**

Les équipes de Triangle G H sont dans la phase de lancement du programme.

L'intervention militaire internationale dans le nord-est centrafricain : chronique d'un échec consommé

par Ivan Deret, chargé de missions Triangle G H

Source : TGH Info 2010/2011

A la fin de l'année 2006, la petite ville de Birao, Préfecture de la Vakaga, un département géographiquement isolé et à tous points de vue marginalisé de la République Centrafricaine, aux limites des frontières du Tchad et du Darfour (Soudan), était attaquée et conquise par l'Union des Forces Démocratiques et du Rassemblement (UFDR), un groupe rebelle au pouvoir centrafricain. Cette attaque marquait le début d'une nouvelle intervention étrangère en RCA, visant à en restaurer la stabilité. Quatre années plus tard, le bilan n'est pas même mitigé.

Chronologie non exhaustive et commentée d'une faillite

Octobre 2006 : *l'UFDR prend possession de Birao, puis de la ville d'Ouanda-Djalle plus au sud. Dans un contexte politique centrafricain où les coups d'état sont notoirement plus communs que les élections, les rebelles, bien que relativement peu nombreux et mal armés, représentent une menace pour le pouvoir central dont l'armée n'est guère mieux équipée.*

Novembre 2006 : *les forces armées centrafricaines (FACA) reprennent les villes conquises avec le soutien clair et assumé de l'armée française, qui maintient dès lors un petit contingent d'une vingtaine de soldats à Birao.*

Janvier 2007 : *début de l'intervention des ONG ; quatre – dont Triangle G H – s'installeront dans la région les mois suivants.*

Mars 2007 : *seconde attaque de Birao par l'UFDR, repoussée ; le contingent français est renforcé et atteint 150 soldats.*

Avril 2007 : *signature d'un accord de paix entre l'État centrafricain et l'état major de l'UFDR, immédiatement dénoncé par le bureau politique de ce dernier. Ces premiers signes de scission déboucheront sur la création de nouveaux et multiples mouvements rebelles, scindant une nouvelle fois les principaux groupes ethniques de la Vakaga.*

Septembre 2007 : le conseil de sécurité de l'ONU adopte le principe d'une force internationale au Tchad et en RCA (résolution 1778) et mandate l'Union européenne pour la constituer. En octobre, le Conseil européen décide de la mise en place de l'EUFOR.

Janvier 2008 : lancement effectif du déploiement de l'EUFOR le long des frontières séparant le Tchad et la RCA du Soudan. La force internationale se donne les objectifs suivants :

- contribuer à la protection des civils en danger, en particulier les réfugiés et les personnes déplacées ;
- faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire et la libre circulation du personnel humanitaire en contribuant à améliorer la sécurité dans la zone d'opérations ;
- contribuer à la protection du personnel, des locaux, des installations et du matériel des Nations Unies et assurer la sécurité et la liberté de circulation de son propre personnel, du personnel des Nations unies et du personnel associé.

Mars 2008 : les unités françaises stationnées à Birao passent sous le commandement de l'EUFOR, dont le déploiement est achevé en juin 2008. Côté RCA, l'intégralité du dispositif, qui comporte désormais plus de 300 soldats, est situé à Birao, à près de 150 kilomètres de Sam Ouandja, où se trouvent pourtant les 3 000 réfugiés soudanais dont la protection est au cœur du mandat de la force internationale.

Novembre 2008 : attaque de Sam Ouandja par des éléments armés mal identifiés. L'EUFOR, non présente, assure l'évacuation a posteriori du personnel humanitaire par voie aérienne. Les tensions interethniques et combats entre différentes factions groupusculaires se multiplient dans l'ensemble de la région.

Décembre 2008 : lancement du « Dialogue Politique Inclusif », comme le prévoit l'Accord de paix global signé par les trois principaux mouvements rebelles du pays. Ce processus politique national, fortement encadré par l'Union Africaine et les Nations Unies, n'a d'inclusif que le nom, plusieurs groupes le dénonçant aussitôt.

Mars 2009 : l'EUFOR passe le relais à la MINURCAT, son « équivalent » onusien. Le contingent français est remplacé par une compagnie togolaise. Celle-ci arrive incomplètement équipée, et sans munitions.

Mai 2009 : un premier braquage de véhicule marque le début d'une série d'incidents visant les organisations humanitaires, incidents dont le nombre et l'intensité iront croissant. L'accès aux populations civiles, par ailleurs affectées par une intensification des tensions entre groupuscules politico-militaires, se réduit dramatiquement.

Juin 2009 : Deux attaques consécutives de la ville de Birao par l'un des groupes formé au cours des mois précédents. Motivé par des ambitions politiques individuelles de faible envergure, ce groupe a contribué violemment à augmenter l'insécurité dans la région, notamment au travers des actes de vengeance engendrés par les deux attaques de Birao.

Novembre 2009 : enlèvements de deux personnels expatriés de Triangle G H à Birao, et mise à sac des locaux de plusieurs ONG par une quinzaine d'hommes

armés venus du Soudan. Le contingent MINURCAT – près de 350 personnes, impuissant à dissuader ce type d'attaques et à sécuriser la ville même où il est installé, interviendra sur les lieux près de deux heures après la fin de l'incident.

Décembre 2009 : attaque d'Ouanda-Djallé puis, le lendemain, de Sam Ouandja, par des éléments armés d'origine soudanaise aperçus les jours précédents à Birao. Les jours suivants, braquage d'un véhicule de la MINURCAT près de l'aéroport de Birao.

Mai 2010 : décision d'une prolongation de six mois maximum du mandat de la MINURCAT. Cette décision s'appuie officiellement sur le rapprochement entre Tchad et Soudan, qui décident de la mise en place d'une force commune pour sécuriser leurs frontières, alternative à la MINURCAT. Rien d'équivalent n'est pourtant prévu côté centrafricain.

Juillet 2010 : nouvelle attaque de Birao par différents groupuscules rebelles centrafricains.

Septembre 2010 : la présence en RCA d'éléments de la LRA (Lord Resistance Army), groupe armé ougandais aux pratiques particulièrement violentes qui accumule depuis 20 ans les exactions en Ouganda, au Sud-Soudan et en RDC, est confirmée par des attaques sur Ouanda-Djallé et Sam Ouandja, qui caractérisent un nouveau pas vers le chaos.

Octobre 2010 : les attaques de la LRA se multiplient ; à chaque fois, des civils sont enlevés et asservis aux tâches de portage, ou sexuellement. Le 10, Birao est attaquée, son marché pillé puis détruit. La MINURCAT n'intervient pas et précisera plus tard, assez étrangement, qu'intervenir ne relevait pas de son mandat.

Décembre 2010 : départ prévu du dernier élément de la MINURCAT, Birao devant être évacuée dès le 15 novembre. Quel bilan ?

Aucun des objectifs que la force internationale s'était assignés n'a été atteint. Les populations sont plus que jamais en proie aux attaques armées et exactions. Loin d'être « sécurisée », l'aide humanitaire est presque complètement stoppée.

En RCA, le seul objectif déclaré par la MINURCAT qui ait globalement été atteint est celui de la protection par la force de son propre personnel, encore que l'on ait eu à déplorer le décès d'un soldat... dû à une consommation excessive d'alcool.

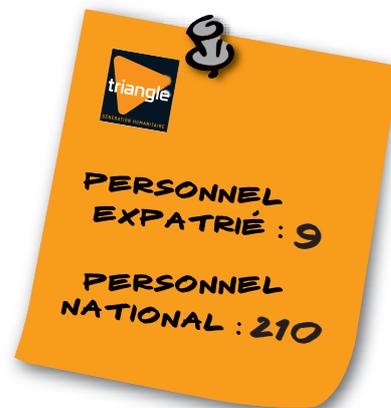
Ce constat semble sans concession ; il n'en demeure pas moins factuel. Nous ne sommes par ailleurs pas ignorants des difficultés inhérentes à toute mission de « maintien de la paix », pas plus que nous n'encourageons le principe du recours aux interventions militaires, dont nous devons par ailleurs toujours veiller à nous distinguer aux yeux des acteurs locaux.

Il demeure que la Vakaga n'a ni les montagnes refuges des djihadistes de l'Afghanistan, ni l'immensité du Darfour, ni les « minerais du sang¹⁰ » de la RDC, et que sa relative sécurisation n'apparaît pas comme un immense défi.

L'ampleur de la faillite décrite n'a pas de justification. S'il devait se confirmer, l'abandon annoncé de la région et de ses populations ne serait pas seulement piteux après un tel déploiement de moyens, mais aussi, simplement et tristement, honteux.

10 - Référence aux « diamants du sang », source de revenus pour les différents groupes armés et de prolongation du conflit des années 90 en Sierra Leone.

soudan



Capitale : Khartoum
Superficie : 2 505 813 km²
Population : 45 millions
Croissance démographique : 2,484%/an
PIB/habitant : 2 200 USD
Espérance de vie : 55,4 ans
Taux de chômage : 18,7% (2002)
Indice de développement humain (IDH) : 154/169

Source : CIA - PNUD

- 1820** Le Soudan passe sous domination égyptienne.

- 1881** Soulèvement de la population soudanaise mené par Muhammad Ahmad ibn Abd Allah Al-Mahdi.

- 1896** Un corps expéditionnaire anglo-égyptien reprend le contrôle du territoire soudanais.

- 1899** Établissement du condominium anglo-égyptien sur le Soudan.

- 1951** Le roi Farouk prend le titre de roi d'Égypte et du Soudan.

- 1953** Signature d'un traité anglo-égyptien qui accorde au Soudan le droit à l'autodétermination

- 1955** Proclamation de l'indépendance du Soudan. Le gouvernement revient sur la promesse faite aux provinces du sud du pays de créer un état fédéral, entraînant une guerre civile.

- 1958** Coup d'état qui porte au pouvoir les militaires.

- 1964** Rétablissement de la démocratie.

- 1969** Nouveau coup d'état militaire mené par le général Gaafar el-Nimeiri.

- 1971** Coup d'état dirigé par le Parti Communiste soudanais. Quelques jours plus tard, des troupes anti-communistes remettent Nimeiri au pouvoir.

1972	L'accord d'Addis-Abeba met fin à la guerre civile nord-sud et instaure l'autonomie aux sécessionnistes du sud.
1983	Le général Gaafar el-Nimeiri impose la charia à l'ensemble du pays, déclenchant à nouveau une guerre civile avec le sud du pays, qui crée l'Armée de Libération du Peuple Soudanais (APLS).
1985	Coup d'état mené par le Général ad-Dahab qui restaure un gouvernement civil.
1989	Coup d'état mené par le Général Omar el-Béchir et rétablissement de la loi islamique. Intensification des combats entre le nord et le sud Soudan.
2003	Une nouvelle rébellion éclate dans la province occidentale du Darfour.
2005	Signature des accords de paix entre le gouvernement de Khartoum et l'APLS qui mettent fin à la guerre civile au sud.
2011	Lors du référendum sur l'autodétermination du Soudan du Sud, 98,83 % des votants se prononcent pour la sécession.

● La guerre civile dans le Darfour

2003	Les rebelles de l'ASL (Armée de Libération du Soudan) et du MJE (Mouvement pour la Justice et l'Égalité) attaquent et occupent Gulu, ville du Nord-Darfour, puis El-Fasher, capitale régionale. Le gouvernement de Khartoum arme les Janjaweed (milices arabes).
2004	Un cessez-le-feu est décrété, mais il n'est pas respecté. En septembre, l'ONU adopte une résolution menaçant le Soudan de sanctions s'il ne restaure pas la sécurité au Darfour. Le gouvernement soudanais rejette cette résolution. En décembre, les combats s'intensifient.
2005	Les rebelles tchadiens attaquent Adré, le Tchad se déclare en "état de belligérance" avec le Soudan.
2006	Une partie de l'ASL signe l'accord de paix proposé par l'Union Africaine, mais les combats se poursuivent. La crise du Darfour s'étend au Tchad et à la République Centrafricaine.
2007	Le Conseil de Sécurité des Nations Unies adopte une résolution qui permet le déploiement d'une force militaire, la MINUAD. En octobre s'ouvrent en Syrie des négociations organisées par l'ONU.
2009	La Cour Pénale Internationale lance un mandat d'arrêt contre Omar El-Bechir, président du Soudan en exercice, pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre au Darfour. En réaction, le gouvernement soudanais expulse treize ONG du territoire.

● Situation

La situation humanitaire au Soudan est hétérogène dans la mesure où une partie de la population vit dans des zones où la situation sécuritaire est stable et le niveau de développement relativement bas, alors que le conflit du Darfour, en revanche, maintient plus de 6 millions de personnes dans une situation critique.

La situation sécuritaire très volatile qui prévaut dans cette région limite l'accès aux populations bénéficiaires et le travail des organisations humanitaires en général.

En dehors du conflit dans le Darfour, le Sud Soudan, terriblement affaibli par trente années de guerre civile, reste une région très instable où les conflits avec le nord, mais également les conflits internes, maintiennent la population dans un état de paupérisation important.

● Triangle G H au Soudan

2004	Assistance aux populations déplacées du camp de Ryad, ville de Geneina, Ouest Darfour. Durée : 7 mois – Financement : DAH - ECHO - UNICEF - Croissant Rouge Saoudien
2005	Assistance aux personnes affectées par le conflit dans l'ouest Darfour. Durée : 9 mois – Financement : DAH - ECHO - FAO - UNICEF - UNHCR Assistance aux personnes affectées par le conflit à Bindizi, Wadi Saleh, ouest Darfour. Durée : 7 mois – Financement : DAH - ECHO - FAO - UNICEF
2006	Amélioration des conditions sanitaires des populations déplacées des camps de la périphérie de Karthoum. Durée : 12 mois – Financement : ECHO Assistance aux populations affectées par le conflit dans l'ouest Darfour. Durée : 10 mois – Financement : ECHO - MAE - UNHCR - FAO
2007	Assistance aux populations affectées par le conflit dans l'ouest Darfour. Durée : 12 mois – Financement : ECHO - MAE - UNHCR - FAO
2008	Vers une sécurité alimentaire renforcée des populations de l'ouest Darfour. Durée : 12 mois – Financement : ECHO - MAE Assistance aux populations affectées par le conflit sévissant au Darfour. Durée : 12 mois – Financement : ECHO - MAE - UNHCR
2009	Soutien aux populations du Darfour affectées par le conflit. Durée : 12 mois – Financement : ECHO - MAE - UNHCR Soutien à la sécurité alimentaire des populations du Darfour. Durée : 12 mois – Financement : ECHO - MAE



Vers une sécurité alimentaire renforcée et le rétablissement économique : atténuer les effets de la crise et préparer les conditions du futur développement du Darfour

- **Situation** : Wadi Saleh, ouest Darfour
- **Financement** : EuropeAid
- **Budget** : 959 525 €
- **Durée** : 14 mois (novembre 2008- janvier 2010)
- **Nombre de bénéficiaires** : 39 700 personnes

Le programme devait se dérouler jusqu'en novembre 2010. Pour des raisons de sécurité, Triangle G H, en accord avec la Commission Européenne, a décidé de mettre fin à ce projet en janvier 2010.

● Objectif

Parvenir à une autosuffisance alimentaire et relancer l'économie de l'ensemble de la zone.



Formation à la fabrication de fromages à Bindizi / Triangle G H

● Moyens

- **Diversifier et améliorer la production alimentaire dans la zone de Binzidi :**
 - Accroître et diversifier les productions alimentaires végétales et animales ;
 - Maintenir les niveaux de production et réduire les apports extérieurs en intrants agricoles.
- **Contribuer à améliorer la capacité de résilience des foyers :**
 - Encourager et soutenir les initiatives locales en termes de transformation et de commercialisation des productions alimentaires ;
 - Encourager et soutenir les initiatives collectives, communautaires ou privées ;
 - Poursuivre le soutien apporté au comité local de gestion des conflits ;
 - Faciliter la participation des ministères techniques locaux aux activités du projet.



Soutien aux populations du Darfour affectées par le conflit

- **Situation :** Camp de Ryad (Geneina), Bindizi et Um Dukhun (Ouest Darfour)
- **Financement :** ECHO - CDC - CIAA - UNHCR
- **Budget :** 2 386 116 €
- **Durée :** 12 mois (juin 2009- mai 2010)
- **Nombre de bénéficiaires :** 216 343 personnes
- **Partenaires :** Al Shoroog¹¹

● Objectif

Fournir aux populations affectées par le conflit une assistance répondant à leurs besoins essentiels.

● Moyens

- **Réponse rapide aux besoins des personnes nouvellement déplacées :**
 - Suivi régulier de la situation humanitaire dans les camps, et des mouvements de population ;
 - Coordination avec les différents acteurs humanitaires et partenaires actifs dans la région ;
 - Maintien d'un stock d'urgence pour des réponses rapides aux besoins des populations nouvellement déplacées ;
- **Accès à l'eau potable en quantité et en qualité suffisantes :**
 - Réhabilitation/construction de nouveaux points d'eau, entretien du réseau de Ryad ;
 - Formation de techniciens locaux à la maintenance et à la réparation des pompes à main ;
 - Contrôles réguliers de la qualité de l'eau (analyses microbiologiques et physico-chimiques).
- **Maîtrise des vecteurs de risques sanitaires dans les zones à forte densité de population :**
 - Réhabilitation/construction de nouvelles latrines en fonction des besoins ;

¹¹ - Association locale qui travaille aux cotés de Triangle G H pour la mise en œuvre des interventions liées à l'assainissement

- Collecte et traitement des déchets ;
- Distribution de savons ;
- Diffusion de messages de promotion à l'hygiène.

- **Soutien à la production de biens alimentaires (cultures vivrières et maraîchères) des ménages :**

- Suivi des activités agricoles ;
- Distribution des intrants agricoles ;
- Soutien technique pour l'amélioration du niveau de production agricole.

- **Résultats**

Une aide d'urgence a été fournie à plus de 14 000 nouveaux arrivants sur les zones d'intervention de Triangle G H, et l'ensemble des interventions mentionnées ont été réalisées, bénéficiant à près de 200 000 personnes.



Assistance multisectorielle aux populations réfugiées et déplacées dans l'Ouest Darfour

- **Situation :** Bindizi et Um Dukhun (Ouest Darfour)
- **Financement :** UNHCR
- **Budget :** 450 614 €
- **Durée :** 12 mois (janvier 2010 - décembre 2010)
- **Nombre de bénéficiaires :** 85 349 personnes
- **Partenaires :** Al Shoroog

- **Objectif**

Venir en aide aux populations réfugiées grâce à la mise en place d'une assistance intégrée sur les camps.



Distribution d'outils sur le camp de Bindizi / Triangle G H

- **Moyens**

- **Mettre en place une action coordonnée avec différents acteurs locaux :**

- Distribution de produits non alimentaires de première nécessité aux nouveaux arrivants ;
- Suivi et soutien des activités du WES¹² ;
- Collaboration avec l'association locale Al Shoroog, pour la mise en place d'activités liées à l'assainissement à Um Dukhun ;
- Soutien de Triangle G H au « Comité de Paix¹³ » en mettant à disposition des moyens de transport ainsi qu'en couvrant les frais de fonctionnement du bureau.

¹² - Water Environment and Sanitation : principal organe de coordination pour l'approvisionnement en eau au Soudan

¹³ - Organe traditionnel de règlement des conflits entre éleveurs et agriculteurs

- **Permettre l'accès à l'eau potable :**
 - Construction, maintenance et équipement de points d'eau motorisés ;
 - Mise en place de points d'eau d'urgence ;
 - Entretien et réhabilitation de pompes manuelles et de puits ;
 - Formation de 38 membres d'Al Shoroog pour assurer la qualité de l'eau, dont 19 en charge de la chloration¹⁴ des puits.
- **Prévenir les risques sanitaires sur les camps :**
 - Construction et réhabilitation de latrines ;
 - Collecte et élimination de 760m³ de déchets par mois par les équipes d'Al Shoroog (fourniture de 19 chevaux ainsi que de charrettes) ;
 - Construction d'une usine de briques par Al Shoroog, dont les bénéfices servent à couvrir les coûts de traitement des déchets ;
 - Sessions de sensibilisation à l'hygiène.
- **Améliorer l'accès à l'éducation primaire :**
 - Construction ou réhabilitation de salles de classe ;
 - Participation active des membres de la communauté dans la réalisation de ces travaux ;
 - Fourniture de matériels scolaires adéquats (bancs, tableaux, chaises, bureaux).

● Résultats

Les violents combats qui ont eu lieu en 2010 entre les tribus arabes (Rezheigat et Miseriya) ont occasionné l'arrivée de nouveaux réfugiés, en provenance du Tchad et de la République Centrafricaine : 10 104 personnes à Binzidi et 3 330 personnes à Um Dukhun.

• Bindizi :

Accès à l'eau : maintenance de 13 systèmes motorisés, d'un puits et de 17 pompes à eau manuelles, réhabilitation de 9 pompes manuelles et de 2 puits, construction d'un système motorisé dans la zone nouvellement repeuplée de Bindizi Shamal.

Assainissement : construction de 226 latrines, réhabilitation de 100 latrines.

Accès à l'éducation : construction de 2 salles de classe, réhabilitation de 15 salles de classe avec des matériaux locaux.

• Um Dukhun :

Accès à l'eau : maintenance de 4 systèmes motorisés, de 29 puits et de 56 pompes à eau manuelles, construction de 2 points d'eau d'urgence pour les 620 familles nouvellement arrivées dans le camp de Kalma, équipement de 2 nouveaux systèmes motorisés.

Assainissement : construction de 200 latrines, réhabilitation de 90 latrines dans le camp de Kalma.

Accès à l'éducation : construction de 6 salles de classe, réhabilitation de 4 salles de classe.

14 - Méthode utilisant du chlore pour oxyder et désinfecter la source d'eau potable



Assistance aux populations affectées par le conflit au Darfour

- **Situation** : Bindizi et Um Dukhun, Ouest Darfour
- **Financement** : CHF
- **Budget** : 249 100 USD
- **Durée** : 8 mois (mai 2010 - décembre 2010)
- **Nombre de bénéficiaires** : 97 349 personnes
- **Partenaires / Associés** : Water Environment Sanitation (WES)

● Objectif

Venir en aide aux populations réfugiées en améliorant la qualité et la quantité d'eau disponible sur les camps.

● Moyens

• Binzidi :

- Signature d'un accord entre Triangle G H, le WES¹⁵ et les autorités de Bindizi pour renforcer les capacités locales en termes de gestion des infrastructures d'accès à l'eau ;
- Formation d'agents de maintenance des pompes à eau manuelles ;
- Fourniture de pièces de rechange des pompes à eau aux agents d'entretien et de maintenance ;
- Sessions de sensibilisation à l'hygiène (visites à domicile, séances entre femmes, séances pour les enfants, séances scolaires et campagnes de nettoyage) ;
- Construction d'un point d'eau avec un système motorisé, en collaboration avec le WES, pour les populations sédentaires de Kudum (nord de Bindizi).



Mise en place d'un point d'eau / Triangle G H

Um Dukhun :

- Réhabilitation et protection de puits ;
- Amélioration du système d'évacuation des eaux usées à proximité des points d'eau ;
- Maintenance de pompes à eau manuelles en collaboration avec le bureau du WES d'Um Dukhun ;
- Suivi permanent de la qualité de l'eau et tests bactériologiques sur les échantillons recueillis.

● Résultats

Bindizi : 12 agents de maintenance ont été formés pour la gestion des pompes à eau manuelles et 42 607 personnes ont participé aux sessions de sensibilisation.

Um Dukhun : 29 puits ont été réhabilités, bénéficiant à 37 00 personnes, dont 10 ont été surcreusés. La maintenance de 55 pompes à eau manuelles a été mise en place.

15 - Water Environment and Sanitation : principal organe de coordination pour l'approvisionnement en eau au Soudan.



Assistance pour la couverture des besoins vitaux des populations affectées par la crise humanitaire dans l'Ouest Darfour

- **Situation** : Camp de Ryad (Geneina), Um Dukhun et Bindizi (Ouest Darfour)
- **Financement** : ECHO - CHF - UNHCR - CIAA
- **Budget** : 1 901 389 €
- **Durée** : 12 mois (juin 2010- mai 2011)
- **Nombre de bénéficiaires** : 124 679 personnes
- **Partenaires / Associés** : Water Environment Sanitation (WES) - Al Shorooq

● Objectif

Contribuer à réduire la mortalité des populations vulnérables de l'Ouest Darfour au travers d'un programme d'assistance intégré.



Distribution de kits de produits non alimentaires aux bénéficiaires / Triangle G H

● Moyens

- **Répondre aux besoins des populations nouvellement déplacées :**
 - Suivi mensuel de la situation humanitaire, des besoins dans les camps et des mouvements de population ;
 - Distribution de produits non alimentaires de première nécessité (bâches et jerricanes) aux bénéficiaires les plus vulnérables ;
 - Maintien d'un stock d'urgence (biens de première nécessité, matériaux de construction, kits d'alimentation en eau, dalles pour la construction de latrines...) pour venir en aide aux nouveaux arrivants sur les camps.
- **Soutenir et améliorer l'accès à l'eau potable en quantité suffisante :**
 - Gestion, entretien et installation de points d'eau pour assurer la disponibilité d'au moins 12 litres d'eau potable par personne et par jour ;
 - Contrôles réguliers de la qualité de l'eau (analyses microbiologiques et physico-chimiques) ;
 - Réhabilitation/construction de points d'eau sur les différents camps ;
 - Implication du WES au sein du projet pour l'approvisionnement en eau des camps (excepté à Bindizi où le WES n'est pas présent).
- **Prévenir les risques sanitaires dans les zones à forte densité de population :**
 - Construction/réhabilitation de latrines (1 pour 20 personnes minimum) sur l'ensemble des trois zones d'intervention ;
 - Distributions mensuelles de savons ;
 - Sessions de sensibilisation à l'hygiène ;
 - Collecte de plus de 1 300 m³ de déchets par mois.
- **Soutenir les capacités de production alimentaire et identifier les besoins qui nécessitent un appui supplémentaire :**
 - Suivi de l'activité agricole et mesure de son impact sur la sécurité alimentaire des ménages ;
 - Mise à jour régulière de la liste des bénéficiaires des semences ;
 - Distribution d'intrants agricoles (semences céréalières et outils) pour la saison pluviale.

● État d'avancement

Depuis le début du projet, 105 235 personnes bénéficient d'un accès à l'eau potable permanent et disposent d'un environnement sanitaire amélioré.

Les équipes de Triangle G H ont su apporter une réponse rapide aux besoins des personnes nouvellement déplacées, avec la construction de nouvelles latrines, la distribution de produits non alimentaires de première nécessité et la mise en place de points d'eau d'urgence.

39 930 personnes ont bénéficié des distributions de semences maraîchères et ont pu cultiver des légumes.

L'intervention de Triangle G H au Darfour : enjeux et perspectives

par Ivan Deret, responsable de missions pour l'Afrique

La crise qui sévit au Darfour depuis près de sept années demeure à ce jour sans perspective sérieuse de solution à court terme. Les parties au conflit se sont depuis longtemps multipliées en diverses factions à la représentativité variable, et les bribes d'accord politique obtenues au long de chaotiques négociations n'ont que peu d'impact positif sur les réalités observées sur le terrain.

La signature d'un accord entre le Tchad et le Soudan, visant à mettre fin à la guerre que les deux voisins se livraient par groupes rebelles interposés, et incluant la mise en place d'une force binationale de surveillance frontalière, constitue le seul développement positif significatif de ces dernières années, du moins pour l'Ouest Darfour, région ciblée par l'action proposée. Encore cette affirmation est elle-même à nuancer, la forte représentation d'anciens miliciens Janjaweed à la force en question n'offrant pas les meilleures garanties ni de loyauté durable, ni de comportement irréprochable à l'égard des populations civiles.

Par ailleurs, à la persistance de « poches » de combat opposant éléments rebelles et forces pro-gouvernementales, est venue s'ajouter l'intensification des tensions entre tribus arabes, qui a généré d'importants nouveaux déplacements de population, en particulier dans les régions du wadi Saleh et d'Um Dukhun, zones d'implantation de Triangle G H.

En plus de ce contexte toujours dégradé, le référendum d'auto-détermination du Sud-Soudan, pour ne pas directement concerner le Darfour, contribuera certainement au minimum au maintien d'un statu quo défavorable à l'amélioration de la situation humanitaire : d'ores et déjà, la plupart des groupes rebelles paraissent miser sur l'ouverture d'un nouveau « front » diplomatique, voire militaire, pour le Gouvernement du Soudan, et sont moins enclins à quelque concession que ce soit dans le cadre de négociations sérieuses. Par ailleurs, la perspective de tensions accrues entre Nord et Sud Soudan crédibilise l'hypothèse d'une intensification des manœuvres et instrumentalisations des différents groupes armés au Darfour.

Cette absence de perspective d'une solution à la crise contribue bien sûr au maintien des populations déplacées dans une situation de besoin, et plaide pour un maintien des services essentiels rendus aux personnes. Néanmoins, sept années de crise ont permis la mise en œuvre par les bénéficiaires de l'assistance de divers mécanismes de résilience qui, s'ils sont inégalement et diversement répartis, plaident pour une approche nouvelle de l'aide favorisant une plus grande inclusion des différents acteurs locaux et garantissant une meilleure durabilité des services assurés, en tous les cas pour les personnes déplacées de longue date – les personnes nouvellement déplacées devant demeurer éligibles à une aide plus purement humanitaire ou d'urgence.

Cette diminution de la contribution des agences internationales d'aide devrait être favorisée par la tendance d'ores et déjà observée chez certains bailleurs de fonds à diminuer leurs financements, diminution dont l'un des effets escomptés est une certaine rationalisation de l'assistance : le caractère massif de cette dernière a en effet pu générer chez les populations bénéficiaires le sentiment que leur participation n'était pas particulièrement requise, sentiment que le constat d'une réduction de l'aide contribuera certainement à modérer.

Il est toutefois essentiel que la transition d'une assistance pleine à une aide mieux organisée et ciblée puisse bénéficier d'une certaine durée, et ainsi que la réduction de l'aide permise par les différents bailleurs de fonds soit progressive et non soudaine. Le contexte soudanais, et plus particulièrement les incertitudes liées au référendum évoqué plus haut, semblent inciter la plupart des bailleurs à donner la priorité au Sud Soudan, auquel une part croissante des fonds est consacrée, phénomène qui entraîne le glissement progressif du Darfour vers une situation de « crise oubliée ».

Dans ce contexte, il est indispensable que les capacités locales de résilience soient soutenues, de sorte que les personnes bénéficiaires de l'aide puissent concrètement et matériellement contribuer à celle-ci ; le soutien à la production agricole est de ce point de vue déterminant, en sus de son impact tangible en termes de sécurité alimentaire, tout particulièrement au Darfour où la quasi-totalité des familles (hormis les déplacés périurbains et les nomades, assistés par ailleurs selon d'autres modalités) sont engagées dans l'agriculture, qui demeure leur principale source de revenus et de biens.

Triangle G H opère dans l'Ouest Darfour depuis mai 2004. D'abord concentrée sur l'un des camps périurbains de la ville de Geneina, l'action de Triangle G H s'est ensuite élargie à des zones plus reculées ne bénéficiant que de peu d'assistance - régions de Bindizi et Mukjar en mars 2005, région d'Um Dukhun en mai 2006.

Ces nouveaux sites d'intervention ont rapidement imposé, en parallèle d'activités d'aide d'urgence essentiellement articulées autour de l'alimentation en eau potable et l'assainissement, la mise en œuvre d'un large volet agricole dans le dispositif d'aide de Triangle G H. Les camps de Bindizi, Mukjar et Um Dukhun, établis sur une zone située en aval du Djebel Marra, bénéficient, en plus des précipitations saisonnières, de l'écoulement des eaux fertilisant les berges des différents oueds. Par ailleurs, les camps ont été créés dans des bourgs préexistants au conflit, où sont venues se réfugier les populations des villages de leurs régions, fuyant l'insécurité, mais conservant un accès minimal à leurs terres arables. Ainsi, à la différence des camps périurbains, ces sites ont vu le cours normal de leur vie certes bouleversé, mais pas interrompu, de sorte que le maintien de l'activité agricole s'y est immédiatement imposé comme une nécessité.

L'intervention de Triangle G H se veut adaptée aux besoins spécifiques de chacun des lieux ciblés par l'action ; en sus des particularités « de terroir »

(nuances des pratiques et du calendrier agricoles), il est bien entendu nécessaire de s'adapter aux contingences liées au conflit et aux conditions d'opération permises par chaque situation locale en termes d'accès.

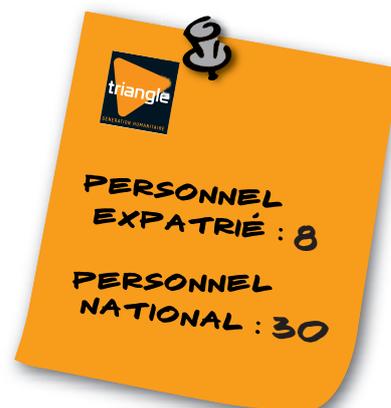
Cette approche de « pragmatisme de proximité », nous a amenés en certains lieux à des modalités d'action limitées par les exigences de la sécurité du personnel ; elle nous a ailleurs et a contrario permis de dépasser largement les objectifs initiaux de l'action, et de développer des activités qui, s'il ne s'agissait du Darfour en crise, relèveraient du développement.

L'évolution pour le moins défavorable des contextes politique et sécuritaire plaide aujourd'hui pour une simplification de l'assistance proposée, et pour une concentration sur des objectifs prioritaires, de sorte à combiner les exigences de maintien d'une aide qui demeure vitale pour beaucoup et de sécurité des personnels de Triangle G H, notamment les expatriés – ces derniers étant désormais soumis à un risque qui leur est spécifique, le kidnapping.

Par ailleurs, l'accès dramatiquement appauvri du personnel expatrié aux bénéficiaires a généré la mise en œuvre d'une stratégie nouvelle, combinant une responsabilisation accrue du personnel national, mais aussi et surtout des acteurs locaux, notamment institutionnels. Le challenge que Triangle G H se donne aujourd'hui consiste à obtenir des autorités et institutions locales une plus grande contribution aux services assurés par les organisations d'aide depuis désormais 7 ans, mais qui relèvent logiquement des prérogatives de l'État : le sous-développement et la défaillance des services publics étant au rang des causes même du conflit, l'effort engagé par Triangle G H n'a rien d'anecdotique.

timor leste

[timor oriental]



Capitale : Dili
Superficie : 14 874 km²
Population : 1,178 millions
Croissance démographique : 1,981%/an
PIB/habitant : 2 600 USD
Espérance de vie : 67,9 ans
Taux de chômage : 20%
Indice de développement humain (IDH) : 120/169
 Source : CIA - PNUD

XVI^e siècle	Colonisation par le Portugal.
1859	Le Portugal cède la partie occidentale de l'île aux Hollandais qui l'intègrent aux Indes Néerlandaises (future Indonésie).
1942	Occupation par les forces alliées puis par le Japon.
1945	Le Portugal reprend le contrôle du territoire.
1974	La révolution des Œillets au Portugal met fin à la dictature de Salazar et lance le processus de décolonisation (au Timor Oriental mais également au Mozambique et en Angola).
1975	
26 novembre	Le Fretilin (Front Révolutionnaire du Timor-Leste Indépendant) déclare l'indépendance du Timor oriental
7 décembre	Invasion du pays par l'armée indonésienne

1996	José Ramos-Horta, porte-parole de la résistance à l'étranger, et Monseigneur Belo, évêque de Dili, remportent le Prix Nobel de la Paix.
1998	Démission du général Suharto, Président d'Indonésie.
1999	
30 août	Référendum d'autodétermination sous l'égide des Nations Unies : 78,5% des Timorais choisissent l'indépendance, provoquant une réaction des militaires indonésiens et des milices timoraises pro indonésiennes, qui mènent une répression sanglante contre les populations.
20 septembre	Déploiement d'une force multinationale des Nations Unies (Interfet) sous commandement australien.
2000	Le Timor oriental est placé sous administration transitoire des Nations Unies
2001	Premières élections du pays : Xanana Gusmao, principal dirigeant de la lutte armée pour l'indépendance du pays, est élu Président de la République
2002	
20 mai	Indépendance officielle du Timor Leste
2005	Le Timor Leste adhère au groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP)
2006	Crise politique interne provoquant le déplacement d'environ 10% de la population vers des camps transitionnels, et l'intervention d'une force internationale. José Ramos-Horta prend la tête du gouvernement.
2007	José Ramos-Horta remporte les élections présidentielles avec 69% des voix et nomme comme Premier Ministre Xanana Gusmao
2008	
février	Double tentative d'assassinat du Président et du Premier Ministre. Le Président Horta est grièvement blessé et rapatrié en Australie. L'état d'urgence est proclamé dans le pays. José Ramos-Horta revient au Timor Oriental deux mois plus tard.
2009	Début du processus de retour dans les villages des populations déplacées depuis la crise de 2006

● Situation

Le Timor Leste est l'un des pays les plus pauvres d'Asie. Avec une population très jeune (plus de la moitié a moins de 18 ans) et un taux de chômage important (20%), l'avenir du Timor Leste reste confronté à de nombreux enjeux liés à l'amélioration des conditions de vie des populations : accès aux services de base, eau, éducation, santé, formation professionnelle et emplois, développement agricole. Enjeux déterminants pour assurer le développement économique, la paix et la stabilité sociale de ce jeune pays.

Bien que l'agriculture soit l'activité dominante du pays (80% des emplois sont concentrés dans ce secteur), le taux de malnutrition reste important, et près de la moitié des enfants souffrent de sous-alimentation.

Depuis 1999, ECHO a alloué 47 millions d'euros au Timor Oriental, et EuropeAid, au titre du 10^e Fonds Européen de Développement (2008 – 2013), a octroyé une aide dont l'enveloppe s'élève à 81 millions d'euros.

En 2008, 40 000 personnes étaient encore déplacées suite aux événements de 2006, dont 20 000 vivaient encore dans des camps transitionnels dans et autour de Dili. La communauté internationale et les organisations non gouvernementales sont venues en aide à ces populations, et en 2009, l'ensemble des camps d'hébergement transitionnels a été fermé et les personnes progressivement réintégrées.

La situation du pays reste cependant fragile, tant du fait des troubles politiques que des catastrophes naturelles.

Des élections générales et présidentielles sont prévues en 2012.

● Triangle G H au Timor Oriental

2004	Mission d'étude
2005	Approvisionnement en eau potable et installations sanitaires dans les zones touchées par la malnutrition dans le sous district de Laleia. Durée : 12 mois – Financement : ECHO
2006	Programme d'urgence eau et assainissement dans les camps de personnes déplacées. Durée : 2 mois – Financement : UNICEF
2007	Assistance d'urgence aux populations affectées par la crise sévissant au Timor Oriental (eau et infrastructures sanitaires). Durée : 10 mois – Financement : DAH
	Construction du système d'adduction d'eau des villages de Lacro, district de Manatuto. Durée : 6 mois – Financement : UNDESA
	Etude des réseaux d'adduction d'eau du district de Manatuto. Durée : 6 mois – Financement : Gouvernement du Timor - Ambassade de France à Jakarta

Approvisionnement en eau et infrastructures sanitaires dans les sites de transition hébergeant les personnes déplacées dans le district de Dili. Durée : 9 mois – Financement : ECHO

2008 Soutien aux personnes déplacées par l’approvisionnement en eau et la construction d’infrastructures sanitaires dans les sites d’hébergement transitionnels. Durée : 8 mois – Financement : ECHO - DAH

Soutien aux personnes victimes de la crise touchant le Timor Oriental à travers la réduction des conflits intercommunautaires.

Durée : 19 mois – Financement : ECHO - DAH - Fondation JM Bruneau

2009 Mise en place d’un système durable d’approvisionnement en eau en zones rurales (districts d’Oecusse et de Manatuto).

Durée : 18 mois – Financement : CDM



Mise en place d’un système durable d’approvisionnement en eau en zones rurales

- **Situation :** Districts de Manatuto et d’Oecusse
- **Financement :** CDM
- **Budget :** 1 227 048 USD
- **Durée :** 18 mois (avril 2009 – septembre 2010)
- **Nombre de bénéficiaires :** 21 763 personnes
- **Partenaires :** ONG timoraises : Naroman Timor Foun (NTF) - Fondation pour l’Agriculture et le Développement du Timor Leste (Etadep) - Fondation Aplimentec

● Objectif

Améliorer les conditions de vie des populations rurales en :

- *apportant aux habitants un accès à l’eau en conformité avec les standards nationaux en termes de quantité et de qualité ;*
- *transmettant aux populations les connaissances et la capacité technique d’assurer l’opération et la maintenance quotidienne des équipements du réseau d’eau ;*
- *renforçant les compétences des autorités locales et nationales sur la gestion des réseaux d’eau potable.*

● Moyens

- Evaluation technique et sociale ;
- Construction ou réhabilitation des réseaux d’eau potable ;



Réseau d'adduction d'eau / Triangle G H

- Fourniture de pièces de rechange ;
- Mise en place de comités de gestion de l'eau dans les villages (1 comité par système) ;
- Identification et formation des membres des comités de gestion de l'eau ;
- Fourniture de kits de maintenance et de pièces de rechange ;
- Mise en place d'un système de paiement de l'eau effectif ;
- Formation et renforcement des partenaires locaux (NTF, Etadep et Aplimentec), en termes de mobilisation communautaire, compétences techniques, suivi et évaluation de projet ;
- Accompagnement et formation du service national décentralisé de l'eau du district (DNSAS) au niveau technique (études topographiques, test de qualité de l'eau, hydraulique, design d'infrastructures...), et organisationnel/logistique (cycle de projet, suivi, stockage, approvisionnement en pièces détachées...).

● Résultats

A l'issue de ce projet, près de 2 000 personnes des districts de Manatuto et d'Oecusse ont bénéficié d'opérations de réhabilitation ou construction des réseaux d'adduction d'eau ainsi que de formations de leur entretien et maintenance. Ce projet est rentré en octobre 2010 dans une seconde phase gérée directement par CDM et visant à finaliser la réhabilitation des réseaux d'eau dans les deux districts.



Soutien au centre de formation professionnalisant de Caméa en partenariat avec le SEFOPE

- **Situation** : Ville de Dili, quartier de Becora
- **Financement** : Secrétariat d'État pour la Formation Professionnelle et l'Emploi (SEFOPE) - Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC)
- **Budget** : 56 511 USD
- **Durée** : 12 mois (septembre 2010 – septembre 2011)
- **Nombre de bénéficiaires** : 60 élèves et 10 membres du personnel du centre
- **Partenaires** : Secrétariat d'État pour la Formation professionnelle et l'Emploi (SEFOPE) - Institut national de la main d'œuvre (INDO)

● Objectif

Améliorer l'accès à des formations professionnelles pour des jeunes déscolarisés âgés de 15 à 30 ans, et favoriser l'intégration des filles au programme.



Bénéficiaires du centre de formation professionnalisant de Caméa / Triangle G H

● Moyens

- Améliorer la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage dans les centres grâce au partenariat avec le SEFOPE et l'INDMO (Institut national de la main d'œuvre) ;
- Encourager les formatrices à promouvoir l'assiduité des filles ;
- Mettre en place des programmes pour sensibiliser les participants à la question du genre ;
- Renforcer les structures de prise de décision dans les communautés par la création d'un comité de pilotage avec les parents d'élèves ;
- Permettre un suivi pendant six mois et fournir des conseils aux jeunes à la fin de leur formation.

● État d'avancement

Dans le cadre de ce programme, 5 centres de formation sont concernés, chacun prenant en charge 60 participants (même nombre de filles que de garçons).

Les équipes de Triangle G H viennent en appui au centre de Caméa en vue d'améliorer les opportunités professionnelles que peut offrir cette structure. Les quatre autres centres ont un partenariat avec d'autres ONG internationales. Le partenaire principal est CARE International Timor Leste. Au total, sur l'ensemble des centres, 300 élèves devraient d'ici la fin du projet avoir suivi une formation professionnelle.



Amélioration des conditions de vie des populations rurales du district de Covalima

- **Situation** : District de Covalima (sud-ouest)
- **Financement** : AusAID - Besik¹⁶
- **Budget** : 394 235 USD
- **Durée** : 12 mois (octobre 2010 – septembre 2011)
- **Nombre de bénéficiaires** : 5 672 personnes
- **Partenaires** : Naroman Timor Foun (NTF)

● Objectif

Construire ou réhabiliter des réseaux de distribution d'eau potable et améliorer les conditions d'hygiène et d'assainissement des populations rurales, apporter aux populations bénéficiaires le savoir et les compétences nécessaires à la maintenance du réseau d'eau, et renforcer les compétences des autorités locales pour la gestion des réseaux d'eau potable.

● Moyens

- Identification des besoins ;
- Réhabilitation et/ou construction des réseaux d'eau ;
- Construction de bornes fontaines ;
- Mobilisation des communautés par l'ATPC (assainissement total piloté par les communautés) ;
- Fourniture de matériel pour la construction de latrines pour les personnes les plus vulnérables ;



Construction d'un réservoir de stockage de l'eau / Triangle G H

16 - Programme d'aide du gouvernement australien (eau et assainissement) dans les zones rurales du Timor Leste

- Accompagnement technique ;
- Promotion à l'hygiène ;
- Mise en place de comités d'eau au sein des communautés ;
- Identification des personnes relais et formations théorique et pratique en vue de la maintenance des réseaux ;
- Fourniture de pièces de rechange ;
- Formation du partenaire local NTF, en termes de mobilisation communautaire, compétences techniques, suivi et évaluation de projet ;
- Accompagnement et formation du service national décentralisé de l'eau du district (DNSAS) sur les aspects techniques (études topographiques, test de qualité de l'eau, training hydraulique, design d'infrastructures) et organisationnel (cycle de projet, suivi, stockage...).

● État d'avancement

Depuis le début du programme, les communautés du district ont été intégrées au projet, grâce à un appui technique en matière de construction de latrines, et par un volet de sensibilisation à la promotion de l'hygiène.

Les capacités techniques et de gestion du partenaire de Triangle G H sur le projet, Naroman Timor Foun (NTF), ont été renforcées pour assurer la pérennité des infrastructures d'eau et d'assainissement.

Ce programme s'achèvera fin septembre 2011.

Triangle G H au Timor Oriental, de l'urgence au développement

par Emilie Gassier, chef de mission Triangle G H Timor Oriental

Source : TGH Info 2010/2011

Après quatre siècles d'occupation portugaise, trente quatre années d'occupation indonésienne, et autant d'années de luttes, le peuple timorais obtient un référendum pour son autodétermination en 1999. 78 % des Timorais se prononcent alors en faveur de l'indépendance, mais c'est une période d'instabilité politique qui s'annonce, et le pays est placé sous la gestion administrative transitoire de l'ONU. Le Timor devient définitivement indépendant le 20 mai 2002. Commence alors une période de reconstruction, de réconciliation et d'autonomie politique.

Un peu d'histoire

Quatre ans après l'obtention de sa pleine souveraineté, le Timor Oriental est à nouveau frappé par la violence d'un conflit, interne cette fois, causant des déplacements massifs de population à travers le pays.

Cette crise qui a commencé en mars 2006 a engendré, selon le Centre des déplacements internes (IDMC), le déplacement de 150 000 à 178 000 personnes

à travers le pays, soit près du cinquième de la population totale (environ 1 000 000 habitants), et la création de nombreux camps d'accueil aux infrastructures très pauvres et aux conditions de vie difficiles.

Le pic de la crise prend fin quelques mois plus tard, mais ce n'est qu'au cours des deux dernières années que le gouvernement initie un programme de réconciliation nationale en charge de soutenir le retour des populations déplacées (IDPs¹⁷) dans leurs communautés.

En 2006, lorsque la crise éclate, Triangle G H est présent dans le pays depuis plus d'un an, et travaille déjà à la reconstruction et au développement de ce qui est alors le plus jeune état du monde. Des projets d'eau, assainissement et hygiène sont en cours. Fort de son expérience également dans les situations d'urgence, Triangle G H met en place très rapidement un projet d'assistance en eau, assainissement et hygiène pour 6 000 personnes dans les camps d'IDPs, en collaboration avec l'ONG norvégienne, Norwegian Refugee Council (NRC).

Ce projet a pris fin en mai 2009. Les tensions se sont apaisées, et les personnes déplacées sont pour une grande partie d'entre elles retournées vivre dans leurs communautés d'origine. Celles qui, pour des raisons familiales, économiques et/ou foncières, ne le pouvaient pas ont été soutenues par l'Agence mondiale des migrations (IOM) et le gouvernement, et installées dans des communautés hôtes. Becora est l'un des quartiers de Dili les plus durement touchés par la crise, le nombre de personnes rapatriées y est important et les tensions intracommunautaires y sont fortes.

Triangle G H a mis en place un projet de prévention de conflits communautaires auprès des jeunes et des personnes déplacées dès 2008. Ce projet a rencontré un vif succès, notamment grâce au dynamisme d'un centre de jeunes, qui, avec le soutien de Triangle G H sera prochainement autonome dans son fonctionnement.

En effet, même s'il n'y a plus aujourd'hui de violences marquées, la tension reste palpable dans ce quartier et il faudra encore travailler avec les communautés à réduire les tensions et à réapprendre à vivre ensemble, pour que tous puissent un jour revivre en bonne harmonie.

Actions et positionnement de Triangle G H au Timor aujourd'hui

En 2009, le Timor Oriental a célébré le dixième anniversaire du référendum. Aujourd'hui, le pays se redresse progressivement et laisse derrière lui les événements sanglants de 2006. Les derniers camps de personnes déplacées ont été fermés sans obstacle majeur en décembre 2009.

Le pays se concentre donc aujourd'hui sur sa stabilisation politique et économique. La population timoraise est l'une des plus pauvres de la planète, 50% de la population vivant sous le seuil de pauvreté avec 0,88 dollars US par jour. La couverture des besoins primaires est toujours un enjeu de taille, et c'est pourquoi Triangle G H oriente son investissement sur l'approvisionnement en eau potable en milieu rural.

Triangle G H est présent depuis 5 ans au Timor Oriental et est, par son action, très engagé dans le processus de développement du pays. L'association collabore notamment à la mise en place d'une politique nationale en matière de gestion des

infrastructures d'eau et assainissement. Dès 2007, une relation de confiance s'est tissée avec l'Agence nationale de l'eau et de l'assainissement qui a chargé Triangle G H de mener une étude exhaustive des réseaux d'eau du district de Manatuto. Les recommandations effectuées lors de cette étude, en termes de renforcement des capacités des communautés et autorités locales, a conduit à la mise en œuvre du programme DWASH¹⁸, financé par CDM, à partir de mai 2009.

Dans le cadre de ce programme, Triangle G H est en charge de la composante « accès à l'eau potable » de ce projet d'envergure pour l'amélioration de l'accès à l'eau, l'assainissement, l'hygiène et la protection des ressources naturelles en milieu rural dans les districts de Manatuto et Oecusse. Manatuto est le district historique de Triangle G H, qui y travaille depuis son arrivée dans le pays. Oecusse a la particularité d'être une enclave isolée sur la partie ouest (indonésienne) de l'île.

Ce projet apporte de l'aide à 25 000 bénéficiaires vivant dans des villages reculés et participe à l'accomplissement des objectifs du Millénaire pour le développement¹⁹. Triangle G H a développé au fil des années une stratégie comportant trois objectifs majeurs : tout d'abord, contribuer à la couverture des besoins en eau et assainissement en s'assurant que les populations aient un meilleur accès à l'eau potable via des systèmes pérennes d'adduction d'eau. Ensuite, pour assurer une durabilité des systèmes d'eau, Triangle G H soutient les communautés bénéficiaires en accroissant leurs connaissances et capacités pour la maintenance et la gestion des infrastructures. Enfin, dans un pays en développement, les autorités locales et nationales jouent un rôle important pour la durabilité des projets. Il est donc essentiel de les renforcer afin qu'elles soutiennent les communautés dans la gestion des systèmes d'adduction d'eau.

Les défis pour Triangle G H

Pour qu'un projet soit un succès, il doit perdurer dans le temps. Une forte implication des communautés et autorités nationales, ainsi qu'un développement de leurs compétences, de leur expérience et de leurs capacités sont donc nécessaires.

Or, une grande partie de la population timoraise, pour des raisons historiques et géographiques, est isolée et souffre d'un manque d'éducation, qui entraîne des difficultés en matière de compétences pour la gestion de projets d'eau au niveau national, et de points d'eau au niveau communautaire.

De plus, avec la fin de la crise politique, de nombreux bailleurs se sont retirés et/ou ne financent plus que des projets à court terme, où le résultat quantitatif prend le dessus sur le qualitatif.

Triangle G H doit cependant développer des projets sur le long terme, pour amener la population à l'autogestion d'un secteur répondant à des besoins importants et vitaux. L'association fait donc le choix de travailler en étroite collaboration avec les ONG²⁰ locales, qui doivent être impliquées dès les premières étapes d'un projet pour bénéficier d'une formation qui leur permettra d'acquérir les compétences suffisantes pour pérenniser les nombreux chantiers. Aujourd'hui le Timor se développe, et la présence de Triangle G H est un support nécessaire, dont le pays aura besoin encore quelques années.

18 - Eau, hygiène et assainissement

19 - Les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ont été adoptés en 2000 par 189 états. Au nombre de huit, ils répondent aux défis les plus importants du monde et sont à atteindre en 2015

20 - Organisation Non Gouvernementale

Interview de Francisco Alves

Technicien Eau Triangle G H à Manatuto - Timor Oriental

1 – Pour vous, quels sont les innovations et les facteurs de succès de ce programme ?

“Le projet a mis l'accent sur la mobilisation de la communauté, élément essentiel pour la réhabilitation du système de distribution d'eau. En effet, la mobilisation communautaire est un aspect clé pour la réussite de programmes de développement, et toute l'équipe terrain, les techniciens, les animateurs, doivent être impliqués. Lorsqu'une communauté participe activement à la construction d'un projet, son sentiment d'appropriation et de possession est considérablement accru. Par conséquent, à l'avenir, la population locale continuera de prendre soin du réseau d'eau.

Le renforcement des capacités des ONG locales et des membres de la population a également contribué au succès du projet. Les techniciens d'eau de Triangle G H ont délivré de nombreuses formations, apportant aux personnes en charge de la maintenance les compétences requises. A la fin du projet, je suis heureux de constater l'augmentation du niveau de savoir-faire technique chez nos partenaires.”

2 – Quels sont les défis pour le Timor aujourd'hui ?

“L'augmentation des capacités des ressources humaines est un vrai défi. Le niveau du système éducatif timorais n'est pas assez élevé et, faute de capacités et de qualifications, les Timorais ont du mal à accéder aux emplois. De plus, il y a peu d'opportunités d'embauche au sein de l'administration, des entreprises privées ou des organisations, donc le pourcentage de chômage reste important.

Dans la « course mondiale », le Timor apparaît loin derrière, surtout au niveau technologique et économique. De ce fait, il est difficile de gérer le pays de manière indépendante. Aujourd'hui, le grand défi est d'établir une économie stable et puissante.”

Interview de Francisco Soares

Technicien Eau Triangle G H à Oecusse - Timor Oriental

1 – En quoi ce projet contribue-t-il au développement des populations rurales bénéficiaires ?

“Ce projet donne aux communautés locales un accès sécurisé à l'eau, ce qui est une réponse à un besoin fondamental. Grâce à cet accès, la population, particulièrement les femmes et les enfants, n'ont plus à faire une longue marche pénible pour collecter l'eau. Tous nos points d'eau se trouvent à 100m, au maximum, des maisons des bénéficiaires. Cela change la vie au village. De plus, l'accès à l'eau améliore les conditions d'hygiène car les gens se lavent plus fréquemment les mains et tout le corps ; il réduit également l'incidence de diarrhées chez les enfants. Enfin, il participe aux ressources des communautés, car il leur permet de cultiver des jardins communautaires dont les produits sont ensuite vendus sur le marché.”

2 – Quels sont les innovations et les facteurs de succès du projet ?

“Le facteur principal de succès est la grande qualité d'infrastructure. Tout au long du projet DWASH²¹, Triangle G H a préservé le niveau de qualité des installations. Cela assure une durée de vie d'au moins dix ans et peu d'interventions de réparation sur les structures d'eau. La création et la formation de CGE²² représentent un autre facteur de réussite. Les communautés, impliquées dès la mise en place du projet, ont été formées pour entretenir et réparer le système d'eau. Triangle G H assure ainsi la pérennité du projet, à la différence d'autres entreprises qui bâtissent des systèmes d'eau sans penser au lendemain.”

3 – Quels sont les défis pour le Timor aujourd'hui ?

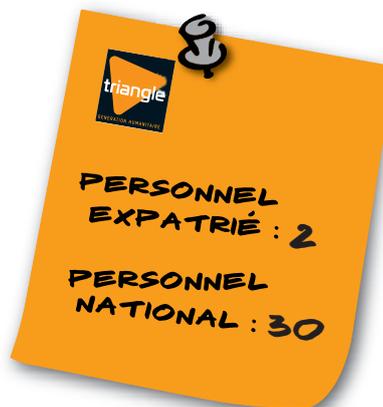
“La population du Timor souffre encore d'un faible accès à l'eau. De nombreux petits villages dans les montagnes sont isolés et les gens doivent parcourir de grandes distances pour collecter l'eau des rivières. Du temps de l'occupation indonésienne, de nombreux groupes ont été contraints au déplacement et sont maintenant installés près des crêtes montagneuses. Il est très compliqué d'apporter de l'eau dans ces villages, car ils se trouvent au-dessus des sources d'eau. Les solutions techniques à ce problème sont parfois difficiles à imaginer. Un autre problème provient de la tendance du gouvernement à passer des contrats avec des entreprises privées pour la construction de nombreux points d'eau. Bien que ces projets soient parfois positifs, leur pérennité n'est pas assurée. Les entreprises n'utilisent pas forcément des matériaux de qualité et impliquent rarement les communautés. Donc, en cas de dysfonctionnement du réseau d'eau, personne ne sait comment le réparer... L'accès difficile aux matériaux aggrave ce problème. Le mauvais état des routes, le coût élevé des marchandises, leur indisponibilité à la capitale... tout cela peut entraîner une attente de plusieurs semaines avant la réception de matériaux au Timor.”

21 - Eau, hygiène et assainissement

22 - Comité de gestion de l'eau

union du myanmar

[birmanie]



Capitale : Naypyidaw
Superficie : 676 578 km²
Population : 53, 9 millions
Croissance démographique : 1,084%/an
PIB/habitants : 1 100 USD
Espérance de vie : 64,8 ans
Taux de chômage : 5,7%
Indice de développement humain (IDH): 132/169

Source : CIA - PNUD

- | | |
|-------------------------------|---|
| XIX^e siècle | Colonisation par les britanniques – Fin de la dynastie Konbaung. |
| 1886 | Ralliement de la Birmanie à l'Empire des Indes britanniques avec pour capitale Rangoon. |
| 1937 | Sous l'impulsion du groupe nationaliste Thakin, formé en 1930, le Royaume-Uni dissocie la Birmanie de l'Inde et accorde au peuple birman une nouvelle constitution ainsi qu'une assemblée élue. |
| 1942 | Occupation par le Japon. |

1945	Les Britanniques reprennent le contrôle du pays.
1948	Indépendance de la Birmanie
1962	Instauration d'un régime militaire.
1974	La Birmanie devient l'Union de la République Socialiste de Birmanie
1988	Le pays est renommé Union de Birmanie.
1990	Organisation d'élections libres, remportées par la LND (Ligue Nationale pour la Démocratie).
2005	Transfert de la capitale à Naypyidaw.
2008	
2-3 mai	Le cyclone Nargis frappe les régions de l'Irrawady et de Yangon.
2010	Elections législatives
21 octobre	La Birmanie devient la République d'Union du Myanmar.
22 octobre	Le cyclone Giri frappe l'état du Rakhine.

● Situation

Bien que la Birmanie ait été dans les années 50 l'un des pays les plus riches de la zone asiatique, il fait désormais partie des Pays les Moins Avancés (PMA). La Birmanie/Myanmar est un pays riche en ressources naturelles, mais sa population, qui vit dans une situation de crise humanitaire chronique, est l'une des plus pauvres d'Asie. Selon les Nations Unies, la moitié de la population birmane vit sous le seuil de pauvreté. L'OCHA évalue qu'en 2010, 25% de la population souffre de malnutrition et que 61% des enfants âgés de moins de cinq ans sont sous alimentés.

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le système de santé birman est classé au 190^e rang sur 191 pays, et plus d'un quart de la population n'a pas accès à l'eau potable. Par ailleurs, le pays est régulièrement frappé par des désastres naturels (cyclones, inondations) avec des conséquences dramatiques sur les conditions de vie des populations et les moyens de production.

Le 2 mai 2008, le cyclone Nargis a ravagé la côte sud ouest du Myanmar, faisant 140 000 victimes et affectant plus de 2 millions de personnes dans le pays. La région du Delta Irrawaddy, l'une des plus fertiles du pays, a été la plus touchée par le cyclone qui a balayé des villages entiers, ainsi que de nombreuses récoltes et moyens de production (semences, outils, bêtes de labour). Ce cyclone a plongé les populations victimes dans une situation d'insécurité alimentaire et économique extrême, puisqu'en Birmanie on estime que 70% de la population travaille dans le secteur de l'agriculture.

Triangle G H, comme d'autres acteurs humanitaires présents dans la zone, s'attache depuis 2008 à restaurer les moyens de production des populations pour leur permettre de retrouver des conditions de vie décentes.

● Triangle G H en Union du Myanmar

2007	Missions d'étude
2008	Assistance aux personnes affectées par le cyclone Nargis – Division de Yangon, Township de Kungyangon. Durée : 7 mois – Financement : CDC - Fondation de France - Ambassade de France en Birmanie
2009	Soutien à la sécurité alimentaire dans les zones affectées par cyclone Nargis – Réhabilitation de terres agricoles et d'infrastructures de proximité, appui au maraîchage- Districts de Laputta et de Kungyangon. Durée : 7 mois – Financement : MAE - CIAA - FAO



Restauration des moyens de subsistance pour les populations rurales de la zone du Delta

- **Situation** : Région du Delta Irrawady, commune de Labutta
- **Financement** : LIFT
- **Budget** : 867 886 USD
- **Durée** : 12 mois (janvier 2010 - décembre 2010)
- **Nombre de bénéficiaires** : 19 000 personnes

● Objectif

Renforcer les capacités agricoles et piscicoles au sein des 50 villages sélectionnés, dans le but de relancer l'économie de la zone, et de permettre aux populations de mettre en place plus facilement des activités génératrices de revenus.

● Moyens

- **Relance du secteur piscicole** :
 - Fourniture de 106 bateaux et 140 filets spécifiquement adaptés aux techniques de pêche locales, bénéficiant à 207 pêcheurs ;
 - Réhabilitation de digues pour la sécurisation de 500 hectares de terres cultivables dans 50 villages, permettant l'emploi rémunéré de 156 personnes par jour et par zone ;
 - Fourniture de 1 450 000 larves de crevettes distribuées à 99 fermiers.



Distribution de buffles aux bénéficiaires identifiés / Triangle G H

- **Relance du secteur agricole :**

- Distribution de 249 buffles et 50 motoculteurs partagés entre les cinquante groupes d'utilisateurs (192 fermiers) pour permettre la préparation des terres et restaurer les cultures de riz ;
- Fourniture de pièces détachées pour les motoculteurs et organisation de formations mécaniques dans chaque village ;
- Fourniture de semences de riz pour 2 000 hectares, ainsi que de fuel pour le fonctionnement des motoculteurs.

- **Diversification des revenus des familles :**

- Distribution de 999 porcelets aux ménages vulnérables pour relancer l'élevage ;
- Fourniture aux 3158 familles sélectionnées de kits de jardinage familiaux (outils et huit différentes semences) pour permettre la culture de 0,8 hectares par famille.

- **Résultats**

Toutes les interventions ont été réalisées pendant la période du projet par les équipes de Triangle G H.

Les opérations de Triangle G H en Birmanie : objectifs et perspectives

par Anne Trehondart, responsable de missions pour l'Asie

En 2010, Triangle G H a poursuivi son action visant à restaurer la sécurité alimentaire dans les zones affectées par le cyclone Nargis, qui a frappé le pays les 2 et 3 mai 2008.

La population du delta est demeurée depuis vulnérable en termes de sécurité alimentaire en raison d'une production agricole tardant à renouer avec ses niveaux antérieurs à la catastrophe et d'un manque de diversification économique. Les faibles capacités d'investissement des paysans, les difficultés liées au travail de labour (manque de bêtes de trait et de motoculteurs) et le retard de mécanisation agricole expliquent en grande partie cette situation.

Beaucoup reste à faire pour favoriser une reprise des moyens de subsistance dans la zone, les fonds d'aide internationale demeurant limités au vu des besoins rencontrés et en comparaison avec des crises d'une ampleur similaire. Le nombre d'acteurs de solidarité internationale sur la zone vient malheureusement à diminuer, faute de financement disponible. Par ailleurs, le contexte d'opération demeure complexe à différents niveaux, en raison de l'accès restreint aux populations bénéficiaires pour le personnel expatrié, et d'un contexte politique et économique volatile. L'évaluation des besoins et l'élaboration de réponses adaptées doivent prendre en compte ces facteurs.

Présent au Myanmar depuis fin 2007, Triangle G H œuvre sur la région du Delta depuis le cyclone Nargis. Notre action dans les districts de Kungyangon et de Laputta n'a eu de cesse de soutenir les moyens de production des différents secteurs économiques (riz, pêche, élevage, artisanat). La crise traversée aujourd'hui par les systèmes agricoles et de pêche combine les conséquences du cyclone avec celles de politiques nationales instaurées antérieurement.

Durant le deuxième semestre 2009, un fonds spécifique pour la restauration de la sécurité alimentaire et des capacités de survie des populations affectées par Nargis a été mis en place, rassemblant les contributions de différents pays et agences de coopération (Union Européenne, DFID, etc.). La gestion de ce fonds a été confiée à l'UNOPS (Bureau des Services d'Appui aux Projets des Nations Unies) qui a ensuite délégué la mise en œuvre de programmes humanitaires à des ONG sélectionnées par appel d'offres.

C'est dans ce cadre que Triangle G H a poursuivi ses activités de sécurité alimentaire, en se concentrant sur le district de Laputta, le plus affecté par le cyclone (95% des structures détruites et 72 000 hectares de cultures dévastées).

L'approche qui a été développée est multisectorielle et fondée sur la relance des activités traditionnelles (culture du riz de mousson, pêche, élevage, artisanat) et une diversification des activités des foyers afin d'augmenter leur capacité de

résilience, en particulier lors des périodes de soudure. En effet, s'il a fallu dans un premier temps, pallier les besoins d'urgence des populations (habitat, accès à l'eau et à la nourriture), il est désormais important, et possible, de cibler les problèmes structurels de la zone en termes de sécurité alimentaire et de développement économique, afin de reconstruire de manière pérenne les modes de vie et systèmes de production de la zone.

Au niveau agricole, l'action s'est attachée à augmenter les surfaces de terres cultivées en réalisant des programmes « Argent contre travail », permettant l'embauche importante d'ouvriers pour la réhabilitation des digues et barrages servant à protéger les rizières des marées et des crues.

Elle a également permis la distribution d'intrants agricoles (semences de riz, moyens de labour – buffles et motoculteurs) et a mis en place des ateliers de formation à la mécanique afin d'augmenter les capacités locales de maintenance et réparation des motoculteurs.

Le secteur de la pêche et de l'aquaculture a également été soutenu avec la fourniture de bateaux et de filets adaptés aux pêcheurs de la zone, ayant perdu leur outil de production. Les élevages de crevettes ont aussi été soutenus grâce à l'approvisionnement en larves de crevettes pour les anciens producteurs (sur les terres de rizières, en saison sèche).

L'évaluation du projet a montré des résultats satisfaisants, tant au niveau des emplois créés sur la zone grâce à la relance des activités qu'au niveau des revenus générés par les différentes catégories socioprofessionnelles avec le remplacement des moyens de production.

Au vu des besoins perdurant dans la région du Delta, Triangle G H prévoit d'y poursuivre son action, notamment à travers la mise en place de dispositifs communautaires pour le développement pérenne des activités rurales (banques de semences, appui à l'irrigation, création de pépinières) et le renforcement des capacités techniques (accompagnement et formation technique, parcelles pilotes).

vietnam



Capitale : Hanoï
Superficie : 331 210 km²
Population : 90 549 millions
Croissance démographique : 1,077%/an
PIB/habitant : 3 100 USD
Espérance de vie : 72,1 ans
Taux de chômage : 2,9%
Indice de développement humain : 113/169

Source : CIA - PNUD

XIX^e siècle Dynastie des Nguyen

1883 Annexion du Vietnam par la France. Le pays est divisé en trois parties : le Tonkin (nord) et l'Annam (centre) sont placés sous protectorat français, et la Cochinchine (sud) est une colonie d'exploitation. Ils forment, avec le Cambodge et le Laos l'Indochine Française.

1930 Création du Parti Communiste Indochinois par Hô Chi Minh.

1940 Le Japon envahit l'Indochine Française.

1941	Création du Viet Minh, force armée indépendantiste.
1945	
août	Capitulation du Japon.
septembre	Proclamation de la République Démocratique du Viet Nam et prise de Hanoï par le Viet Minh.
octobre	La France reprend le contrôle du territoire.
1946	Début de la guerre d'Indochine entre les forces françaises et le Viet Minh.
1954	Signature des accords de Genève qui mettent fin aux hostilités. Le pays est partagé en deux : la République démocratique du Viet Nam (communiste) au nord, et la République du Viet Nam (nationaliste) au sud.
1959	Début de la Guerre du Vietnam qui oppose les forces du Viet Cong soutenues par l'URSS et la Chine, aux forces du sud Vietnam, soutenues par les États-Unis.
1975	Victoire du Viet Cong sur le sud Vietnam et chute de Saigon, renommée Ho Chi Minh Ville.
1976	Réunification officielle et proclamation de la République socialiste du Viet Nam, dont la capitale était désormais Hanoï.
1977	Admission du Viet Nam aux Nations Unies.
1979	Invasion du Cambodge par le Viet Nam qui met fin au régime des Khmers Rouges (retrait en 1989). Conflit à la frontière entre le Viet Nam et la Chine.
1986	Réforme économique Dôï Moi (« renouveau ») qui marque l'ouverture du pays à une économie de marché, qui reste toutefois à orientation socialiste.
1994	Levée de l'embargo américain sur le Vietnam.
1995	Admission du Vietnam au sein de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-est (ASEAN).
2007	Le Vietnam intègre l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et devient un membre non permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

● Situation

Au sortir de la guerre, le Vietnam s'est peu à peu reconstruit sans avoir eu recours à l'aide internationale, et a mis en place dans les années 80 une politique d'ouverture.

Toutefois, le pays est régulièrement victime de violentes catastrophes naturelles, qui causeraient, selon la Banque Mondiale, la mort d'environ 750 personnes par an.

La démographie vietnamienne se caractérise par son importante jeunesse (56% de la population a moins de 30 ans). La question de la qualification professionnelle et de la création d'emplois est donc primordiale, 1 million de jeunes arrivant chaque année sur le marché du travail.

Dans le but d'impulser l'essor du pays, une stratégie de développement jusqu'à 2020 a été mise en place, basée sur un modèle d'économie de marché à orientation socialiste. Ce projet vise à quadrupler le PIB du pays en 20 ans, à passer d'une société principalement rurale à une société urbanisée, et enfin à lutter contre la pauvreté et les déséquilibres sociaux. Cette stratégie de développement est un défi considérable dans un pays où 10% de la population vit encore sous le seuil de pauvreté et où les évolutions économiques et sociales importantes des 20 dernières années ont été la cause d'inégalités croissantes.

● Triangle G H au Vietnam

2000-2011 Développement et soutien de l'école hôtelière pour les jeunes issus de milieux défavorisés. Durée : 9 ans – Financement : Région Rhône-Alpes - MAE - Agence Intergouvernementale de la Francophonie, Union Européenne - CE de la Caisse d'Épargne Rhône-Alpes

2006 Soutien à un centre de formation professionnelle pour personnes handicapées. Durée : 12 mois – Financement : Région Rhône-Alpes

2007 Renforcement du centre de formation professionnelle pour personnes handicapées de Ho Chi Minh Ville.
Durée : 9 mois – Financement : Région Rhône-Alpes

2009 Renforcement du centre de formation professionnelle pour personnes handicapées de Ho Chi Minh Ville.
Durée : 21 mois – Financement : Région Rhône-Alpes

Assistance aux personnes affectées par le typhon Ketsana et la tempête tropicale Mirimae. Durée : 4 mois – Financement : Région Rhône-Alpes



Renforcement du centre de formation professionnelle pour personnes handicapées de Hô Chi Minh Ville

- **Situation** : Ho Chi Minh Ville (sud du pays)
- **Financement** : Région Rhône Alpes
- **Budget** : 82 257 €
- **Durée** : 21 mois (avril 2009- décembre 2010)
- **Nombre de bénéficiaires** : 350 à 400 personnes handicapées par an et 64 personnels du centre
- **Partenaires** : Département des Invalides et des Affaires Sociales (Delisa)

● Objectif

Améliorer l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

● Moyens

● Permettre une formation académique et l'apprentissage d'un métier aux personnes handicapées :

- Formation de suivi sur le conseil en orientation professionnelle ;
- Appui au développement pour les 13 filières de formation ;
- Intervention d'un expert dans le domaine de la formation professionnelle des personnes handicapées.

● Favoriser l'insertion et l'emploi des personnes handicapées :

- Suivi et conseil sur la thématique de l'emploi ;
- Mise en place d'un partenariat avec 200 entreprises vietnamiennes ;
- Soutien au micro crédits et au travail autonome ;
- Tenue de deux salons sur l'orientation professionnelle et sur l'insertion à l'emploi pour les personnes handicapées.

● Création d'une structure équivalente à un ESAT :

- Identification d'une quarantaine de personnes pouvant intégrer la structure ;
- Réhabilitation des locaux et achat d'équipements appropriés ;
- Réalisation d'activités génératrices de revenus bénéficiant d'un encadrement par le centre.

● Renforcer les compétences du personnel du centre :

- Formation du personnel à l'orientation pédagogique et professionnelle des personnes handicapées (accompagnement, placement d'emplois, gestion des classes...) ;
- Formation au langage des signes ;
- Formation en rédaction de projets ;



Inauguration des ateliers de production de l'ESAT / Triangle G H

- Réalisation d'un guide de travail pour tout le personnel du centre ;
- Mise à jour du site Internet du centre.

- **Améliorer la qualité des lieux de formation :**

- Rénovation des locaux ;
- Location de locaux en vue de mettre en place des activités génératrices de revenus pour le centre ;
- Achat de matériel et équipement de formation.

- **Résultats**

A l'issue des formations professionnelles dispensées par le centre, 50% des personnes handicapées ont trouvé un emploi. Un retard a été pris concernant la mise en œuvre de l'ESAT pilote, les politiques vietnamiennes en faveur des personnes handicapées comportant encore certains vides juridiques.



Assistance aux personnes affectées par le typhon Ketsana et la tempête tropicale Mirimae

- **Situation :** Province de Phu Yen, districts de Song Cau, Dong Xuam et Tuy An (province côtière au centre du pays)
- **Financement :** Région Rhône-Alpes
- **Budget :** 10 000 €
- **Durée :** 4 mois (octobre 2009- janvier 2010)
- **Nombre de bénéficiaires :** 2 400 personnes
- **Partenaires :** Département des Invalides et des Affaires Sociales (Delisa)

- **Objectif**

Fournir une aide d'urgence aux populations touchées par le typhon Ketsana et la tempête Mirimae.

- **Moyens**

- **Sélection des bénéficiaires :**
 - Dans le cadre de ce programme d'urgence, Triangle G H a défini, avec les autorités locales, les critères de sélection des familles les plus vulnérables (âge, handicap, familles nombreuses ...).



Distribution de denrées, couvertures et moustiquaires / Triangle G H

- **Distribution de riz, moustiquaires et couvertures aux bénéficiaires de l'aide :**
 - Recherche et sélection des fournisseurs lors d'une réunion d'évaluation des offres en présence du Delisa ;
 - Stockage du matériel et des denrées dans les locaux du Comité Populaire ;
 - Distribution pour chaque famille de 30kg de riz, d'une moustiquaire et d'une couverture.

● Résultats

La totalité des bénéficiaires sélectionnés par les équipes de Triangle G H en collaboration avec le Delisa ont reçu une aide grâce aux distributions. La distribution de denrées alimentaires, de couvertures et de moustiquaires s'est avérée importante pour soulager la souffrance de ces familles.



Développement et soutien à l'école hôtelière pour les jeunes issus de milieux défavorisés

- **Situation :** Ho Chi Minh Ville (sud du pays)
- **Financement :** Région Rhône-Alpes
- **Budget :** 157 093 €
- **Durée :** 12 mois (janvier 2010- décembre 2010)
- **Nombre de bénéficiaires :** 160 élèves ainsi que les professeurs et le personnel de gestion et d'encadrement de l'école, soit environ 15 personnes
- **Partenaires :** Département des Invalides et des Affaires Sociales (Delisa)

● Objectif

Contribuer à réduire la pauvreté et à améliorer les conditions économiques et sociales des jeunes de 16 à 20 ans issus de familles défavorisées, en leur offrant une formation professionnelle leur permettant de s'insérer sur le marché du travail par un travail qualifié dans le domaine de l'hôtellerie.

● Moyens

- **Création d'une structure hôtelière :**
 - Mise en place d'un système d'hôtellerie et d'un service d'étage ;
 - Construction d'une auberge d'application ;
 - Enseignement des bases de l'œnologie par une œnologue bénévole.
- **Suivi et renforcement des activités génératrices de revenus pour participer aux coûts de fonctionnement de l'école :**
 - Mise en situation pratique d'application des connaissances des élèves ;
 - Renforcement du restaurant d'application « Sésame » et du point de vente boulangerie/ pâtisserie ;

- Construction de 4 chambres au sein de l'auberge d'application pour l'enseignement pédagogique des élèves par une mise en situation.

● **Autonomisation de l'école hôtelière :**

- Renforcement des liens entre l'école hôtelière et les partenaires locaux ;
- Retrait progressif de Triangle G H.

● **Résultats**

Ce programme est conduit depuis maintenant 10 ans.

120 élèves sortent diplômés chaque année de l'école et 100% d'entre eux trouvent un emploi stable dans les restaurants et hôtels de la région d'Hô Chi Minh Ville.

Triangle G H se retirera en 2011 de la gestion de l'école hôtelière, qui est autonome et indépendante et a formé 763 élèves depuis sa création.



La boulangerie / Triangle G H

La formation professionnelle, facteur d'intégration

par Jean Luc Grossoleil, chef de mission Triangle G H Vietnam

Source : TGH Info 2010/2011

La pauvreté, l'industrialisation et la libéralisation du commerce au Vietnam ont contribué ces dernières années à une forte augmentation de la migration vers les grands centres urbains tels que Hô Chi Minh Ville. Les familles étant confrontées à des conditions de vie très précaires, de plus en plus d'enfants se retrouvent employés comme domestiques, assistants dans les cuisines des restaurants ou des magasins, vendeurs ambulants, cireurs de chaussures, etc. Sans réelle formation initiale, ces jeunes subissent les conditions d'emploi fixées souvent de façon arbitraire par les employeurs, incluant de longues journées de travail et des salaires bien inférieurs au taux minimal en vigueur.

Dans un pays où près de 25% de la population active est sans emploi, les efforts en matière de réduction de la pauvreté restent un défi majeur. On estime qu'au Vietnam, 930.000 enfants participent à des activités économiques souvent inadaptées à leur âge. Dans ce contexte, développer l'accès aux formations professionnelles qualifiantes représente une alternative à même de réduire les

inégalités sociales et de permettre aux plus défavorisés de bénéficier des fruits de la croissance économique.

Ce type de structures, qui accueillent essentiellement les jeunes âgés de 15 à 18 ans, contribue de façon efficace à lutter contre le travail précoce des enfants, mais aussi à favoriser leur épanouissement et leur développement dans un milieu protégé.

Le tourisme, la restauration et l'hôtellerie sont à titre d'exemple autant de secteurs porteurs d'emplois qui offrent aujourd'hui de réelles opportunités d'intégration pour les jeunes. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les principales activités de Triangle G H au Vietnam. Bien que des barrières administratives subsistent encore quant à l'accueil des jeunes migrants, la création d'une École d'Application en 2000 a favorisé la formation de plus de 600 jeunes issus de milieux défavorisés. La qualité des formations proposées, les partenariats avec les acteurs locaux et l'implication des autorités ont prouvé tout au long de ces dernières années la pertinence de nos actions, qui viennent renforcer la stratégie de développement définie par le gouvernement. Ceci s'est traduit notamment par un taux de placement en emploi des élèves diplômés avoisinant les 100%.

Malgré les difficultés inhérentes à tout programme de développement, les résultats obtenus sont tangibles dans bien d'autres domaines. La consolidation des liens avec le secteur de l'hôtellerie, la reconnaissance des diplômés sur le marché du travail et l'acquisition d'un statut d'utilité publique démontre aussi de la part des autorités une volonté très forte d'assurer la pérennité de ce projet sur le plan institutionnel. Notre désengagement prochain de l'École d'Application nous laisse donc penser que ce projet pilote, initié en 2000 avec le soutien de la région Rhône-Alpes, saura trouver toute sa dimension comme outil de développement et d'intégration sociale et professionnelle.

yemen



Capitale : Sanaa
Superficie : 527 968 km²
Population : 24,1 millions
Croissance démographique : 2,647%/an
PIB/habitant : 2 600 USD
Espérance de vie : 63,7 ans
Taux de chômage : 35% (2003)
Indice de développement humain (IDH) : 133/169

Source : CIA - PNUD

- 1918** Le nord du Yémen est détaché de l'Empire Ottoman et devient indépendant. Instauration d'un régime monarchique dirigé par les chiites.
- 1962** Début de la guerre civile et abolition de la monarchie. Le pays prend le nom de République Arabe du Yémen dirigée par les sunnites.
- 1967** Indépendance du sud du Yémen (jusqu'alors sous contrôle britannique), qui devient la République Démocratique Populaire du Yémen.
- 1990** Les deux pays fusionnent pour former la République du Yémen, dirigée par Ali Abdullah Saleh, alors président du Nord Yémen.
- 1994** Guerre civile opposant les forces armées du Yémen du nord aux forces armées sécessionnistes du Yémen du sud. Défaite du sud qui retombe sous contrôle du gouvernement de Sanaa.
- 2004** Début de la rébellion armée de la minorité chiite zaidite dans la province de Saada, menée par le groupe des "Al Houtis".
- 2007** Le Qatar tente une médiation entre les deux parties. Un cessez-le-feu est signé, mais rapidement rompu.
- 2009** Intervention de l'armée saoudienne contre les rebelles zaidites.
- 2010** Un cessez-le-feu est signé en février, qui sera rompu en juillet.

● Situation

Le Yémen est le pays le plus pauvre de la péninsule arabique : 41% de la population yéménite vivrait sous le seuil de pauvreté²³, avec des pics dans les zones rurales. Certaines régions du pays sont régulièrement fragilisées par des catastrophes naturelles localisées (sécheresses, inondations).

Le Yémen, seul pays de la région à avoir signé la Convention de Genève, doit également faire face, dans le sud du pays, à l'arrivée de milliers de réfugiés somaliens fuyant la guerre civile.

D'après le Haut Commissariat pour les réfugiés, 150 000 réfugiés somaliens ont été enregistrés en 2010 au Yémen. Cet afflux de réfugiés contribue à la fragilisation du pays, déjà en proie à de vives tensions internes, qui auraient notamment engendré le déplacement de 250 000 personnes depuis 2004.

● Triangle G H au Yémen

1998	Assistance aux réfugiés somaliens et éthiopiens (Aden). Financement annuel renouvelé 8 ans – Financement : UNHCR, UNICEF
1999	Réhabilitation d'infrastructures agricoles dans l'Hadramout. Durée : 48 mois – Financement : EuropeAid
2000	Réhabilitation de réseaux d'adduction d'eau sur l'île de Socotra. Durée : 10 mois – Financement : ECHO
2002	Socotra : seconde phase du projet de réhabilitation de réseaux d'adduction d'eau. Durée : 8 mois – Financement : ECHO
2004	Projet de développement de la culture maraîchère sur l'île de Socotra. Durée : 26 mois – Financement : MAE - PNUD, Ambassade du Japon Alimentation en eau potable et amélioration des conditions sanitaires dans le Wadi Masila. Durée : 12 mois – Financement : ECHO
2005	Projet d'étude portant sur la situation « eau et assainissement » au sein des communautés vulnérables établies dans les gouvernorats de Dhala, Taiz et Lahej. Durée : 3 mois – Financement : ECHO
2006	Alimentation en eau potable et amélioration des conditions sanitaires dans le gouvernorat de Lahej. Durée : 16 mois – Financement : ECHO Programme de stimulation du développement infantile dans le district de Dar Al Sa'ad, gouvernorat d'Aden. Durée : 7 mois – Financement : UNICEF
2007	Appui au développement de l'agriculture irriguée sur l'île de Socotra. Durée : 24 mois – Financement : MAE, Conseil Général du Puy-de-dôme

23 - Source: European Commission Country Strategy paper for 2007- 2013

2008 Programme intégré de sécurité alimentaire dans le district de Marawah, gouvernorat de Hodeidah.

Durée : 36 mois – Financement : EuropeAid

2009 Projet intégré de sécurité alimentaire dans les districts de Mayfaah et Rudoom, gouvernorat de Shabwah.

Durée : 30 mois – Financement : Yemen Liquefied Natural Gas (YLNG)

Développement et promotion d'une agriculture socio et écolo compatible sur l'île de Socotra. Durée : 30 mois – Financement : AFD

Vers des capacités agricoles restaurées des communautés résidentes du district de Sah, gouvernorat de l'Hadramout.

Durée : 15 mois – Financement : Total E&P Yemen (TEPY)



Programme intégré de sécurité alimentaire dans le district de Marawah, Gouvernorat de Hodeidah



- **Situation** : Gouvernorat de Hodeidah, district de Marawah, Wadi Siham
- **Financement** : EuropeAid + cofinancement
- **Budget** : 1 780 000 €
- **Durée** : 40 mois (janvier 2008- mai 2011)
- **Nombre de bénéficiaires** : 134 829 personnes
- **Partenaires** : Aide Médicale Internationale

● Objectif

Améliorer la situation alimentaire des groupes vulnérables dans 24 villages du Wadi Siham dans le district de Marawah.

● Moyens

- **Améliorer de manière durable l'exploitation des ressources naturelles :**
 - Enquête de pré-projet ;
 - Implication des organisations d'agriculteurs dans la méthodologie « recherche action » (eau, agriculture et élevage) ;
 - Limitation de la sur-utilisation de l'eau provenant des puits.
- **Soutenir les mécanismes de l'économie familiale :**
 - Fourniture d'intrants agricoles aux groupes et individus bénéficiaires ;
 - Visites et réunions d'échange des pratiques entre les groupes d'agriculteurs pour

- améliorer les connaissances et initier le travail en réseau ;
- Amélioration des traitements vétérinaires par les femmes ;
- Réalisation d'une étude sur la possibilité d'impliquer les organisations d'agriculteurs dans la chaîne d'approvisionnement locale du petit bétail ;
- Soutien à la création d'une organisation paysanne.

- **Améliorer l'accès et la qualité des services de santé :**

- Formation du personnel médical national et des principaux acteurs locaux ;
- Sessions de sensibilisation ;
- Formation du personnel de santé des infrastructures ciblées ;
- Soutien, développement et suivi des soins de santé primaires (renforcement des services de prévention et de soins, mise en place d'équipes mobiles et d'un système de prise en charge de la malnutrition) ;
- Équipement des infrastructures ciblées (outils, équipements médicaux, médicaments...).



Soins vétérinaires prodigués par les femmes yéménites / Triangle G H

- **État d'avancement**

A l'issue du programme, une coopérative agricole pour le développement rural de Wadi Siham (CAARD), composée de 162 agriculteurs locaux a été mise en place.

L'objectif de promouvoir la diversification des cultures a été atteint, un nombre important d'agriculteurs et d'éleveurs ont participé à l'amélioration des pratiques agricoles et d'élevage apportées par le projet.

Des semences mieux adaptées à la pluviométrie défailante de la zone sont désormais diffusées dans l'ensemble des villages ciblés par l'action et des rendements significativement améliorés y sont mesurés.



Projet intégré de sécurité alimentaire dans les districts de Mayfaah et Rudoom, gouvernorat de Shabwah

- **Situation** : Gouvernorat de Shabwah, districts de Mayfaah et de Rudoom
- **Financement** : Yemen Liquefied Natural Gas (YLNG)
- **Budget** : 444 430 €
- **Durée** : 30 mois (janvier 2009 - juin 2011)
- **Nombre de bénéficiaires** : 80 000 personnes

● Objectif

Augmenter les revenus et renforcer les moyens de subsistance des populations ciblées.

● Moyens

- **Améliorer la production animale en réduisant les obstacles liés à l'élevage :**
 - Accès à des services vétérinaires améliorés pour une meilleure santé du bétail (campagnes de vaccination des animaux, campagnes contre les parasites...);
 - Formations de femmes aux soins animaliers de base et à l'utilisation de traitements vétérinaires essentiels ;
 - Optimisation des techniques d'alimentation animale en liant les productions agricoles et animales ;
 - Formations sur la gestion des petits troupeaux pour une meilleure rentabilité.
- **Améliorer les productions céréalières et de fourrage au travers de la réhabilitation des canaux d'irrigation endommagés (permettant l'approvisionnement des champs depuis les cours d'eau non permanents) :**
 - Étude préalable sur la production et l'utilisation des terres au niveau local ;
 - Réhabilitation de canaux d'irrigation endommagés dans les villages sélectionnés pour améliorer la distribution en eau des parcelles ;
 - Suivi de la production des céréales, du fourrage et de l'utilisation des terres.
- **Améliorer et diversifier les moyens alimentaires et de subsistance des familles grâce à la réhabilitation de palmeraies (palmier-dattiers) et de petits vergers :**
 - Installation de clôtures des palmeraies pilotes afin d'éviter le pâturage des animaux dans ces zones ;
 - Formation et accompagnement sur la réintroduction de la culture du palmier-dattier et sur la rotation des cultures ;
 - Contrôle de la propagation du mesquite²⁴ le long des côtes et amélioration de son utilisation.



Campagnes de soins pour les animaux / Triangle G H

24 - Arbuste de la famille du Prosopis, utilisé comme bois de feu ou fourrage, dont la propagation envahissante peut détériorer les systèmes d'irrigation.

● État d'avancement

La campagne de vaccination des animaux a été élargie à d'autres villages, proches des zones ciblées. Les traitements ont été fournis gratuitement par le Bureau de l'Agriculture et de l'Irrigation d'Attaq et du Département de l'Élevage de Sanaa.

Grâce à la mise en place de séances de sensibilisation aux bonnes pratiques agricoles, de nombreux agriculteurs labourent désormais leurs terres et obtiennent donc de meilleures récoltes.



Développement et promotion d'une agriculture socio et écolo compatible sur l'île de Socotra

- **Situation** : Île de Socotra (400 km des côtes du Yémen)
- **Financement** : AFD
- **Budget** : 715 000 €
- **Durée** : 36 mois (janvier 2009- décembre 2011)
- **Nombre de bénéficiaires** : 1 347 personnes
- **Partenaires** : Bureau du Ministère de l'agriculture yéménite

● Objectif

Développer et promouvoir un modèle de production alimentaire adapté aux conditions locales identifiées, et favoriser la création de richesse et le développement par le commerce de productions agricoles issues de l'agriculture biologique.



Suivi et soutien des nouveaux jardins / Triangle G H

● Moyens

- **Augmenter de façon durable la production de fruits et de légumes à Socotra :**
 - Création de 6 structures d'adduction d'eau pour permettre une meilleure disponibilité de l'eau à usage agricole ;
 - Développement de nouveaux jardins en agroforesterie (intégration des arbres dans les exploitations agricoles) ;
 - Formations aux pratiques agricoles et lutte préventive contre les nuisibles (invasions de sauterelles) ;
 - Soutien à l'utilisation de méthodes naturelles de fertilisation des sols (fumier, compost) et distribution de semences et plants.

- **Renforcer les capacités locales d'organisation et de développement de filières :**

- Création de jardins collectifs dans les villages d'Adou, Luna et Qashaten ;
- Création de 34 jardins individuels dans les villages de Matiaf et de Sheraan pour permettre aux familles bénéficiaires de mettre en place un jardin irrigué ;
- Développement de jardins ou fermes périurbaines où chaque famille possède une parcelle individuelle tout en partageant l'eau et la clôture ;
- Formation de 2 membres du Ministère de l'Agriculture et de l'Irrigation, intégrés à l'équipe de Triangle G H.

- **Promouvoir les semences socotries, l'agriculture biologique et améliorer les pratiques nutritionnelles :**

- Mise en place d'une parcelle pilote/pépinière ;
- Soutien à la production des jardins grâce à la distribution de semences socotries ;
- Sensibilisation des populations sur l'importance de la vente et sur les stratégies à adopter en vue de vendre une partie des récoltes des jardins ;
- Création d'un magasin où chaque bénéficiaire met une partie de sa production en vente ;
- Réalisation d'enquêtes nutritionnelles et formations sur la nutrition dans les villages participant au projet et dans d'autres villages.

- **État d'avancement**

Une moyenne de 30 variétés de légumes est cultivée dans les 72 jardins potagers créés par le projet (surface moyenne : 197m²).

Douze nouvelles structures d'adduction d'eau ont été créées pour irriguer les parcelles maraîchères, cultivées par les femmes.

Le meilleur indicateur de réussite du projet est illustré par les 56 parcelles maraîchères spontanément créées sur l'île selon le même modèle et sans le recours direct à Triangle G H.



Vers des capacités agricoles restaurées des communautés résidentes du district de Sah, Gouvernorat de l'Hadramout



- **Situation** : Gouvernorat de l'Hadramout, district de Sah
- **Financement** : Total E&P Yemen (TEPY)
- **Budget** : 784 790 USD
- **Durée** : 15 mois (juin 2009- août 2010)
- **Nombre de bénéficiaires** : 24 150 personnes

● Objectif

En octobre 2008, de violentes inondations ont dévasté le gouvernorat de l'Hadramout. Le district de Sah a été l'un des plus touchés par la catastrophe. Des milliers d'hectares de terres agricoles ont été détruits ainsi que les infrastructures d'irrigation traditionnelles permettant leur exploitation par la population locale majoritairement agricole. Cette opération vise à réduire l'impact des inondations brutales sur les capacités agricoles.



Puit destiné à l'irrigation de parcelles agricoles / Triangle G H

● Moyens

- **Permettre aux communautés du Wadi Sah de retrouver un accès à l'irrigation par canaux :**
 - Réhabilitation du déversoir en gabions de Saad al Musalam ;
 - Réhabilitation du canal d'Abdulkaim ;
 - Réalisation d'une enquête en vue d'évaluer les besoins de réhabilitation du bassin hydraulique.
- **Rétablir les capacités d'irrigation :**
 - Mobilisation des agriculteurs locaux au projet et création d'un comité de pilotage ;
 - Fourniture de 25 pompes à eau et tuyaux adéquats pour l'irrigation des parcelles éloignées des canaux d'irrigation ;
 - Fourniture de moyens d'excavation et d'outils pour la réhabilitation des puits destinés à l'irrigation des parcelles agricoles.
- **Permettre aux éleveurs les plus vulnérables de reconstituer leurs troupeaux :**
 - Réalisation d'une enquête en vue de définir les critères les plus pertinents relatifs à la fourniture d'animaux et création d'un comité de distribution ad hoc ;
 - Enquête de sélection des bénéficiaires les plus vulnérables ;
 - Achat, traitement, transport et distribution des animaux.

● Résultats

L'ensemble des travaux de réhabilitation des canaux a été réalisé par les équipes de Triangle G H. 25 pompes à eau ont été fournies pour restaurer les capacités d'irrigation, 2 400 animaux ont été distribués aux ménages sélectionnés.



Vers la reconstitution des capacités agricoles des ménages, le renforcement des moyens de subsistance et une mitigation de l'impact de la hausse des prix alimentaires

- **Situation :** Gouvernorat de l'Hadramout, districts de Sah et de Tareem
- **Financement :** EuropeAid + cofinancement
- **Budget :** 1 400 000 €
- **Durée :** 22 mois (janvier 2010- octobre 2011)
- **Nombre de bénéficiaires :** 130 000 personnes
- **Partenaires :** Wadi Hadramaout Agriculture Development Project (WHADP²⁵)
Tareem Agriculture Association (TAA²⁶)

● Objectif

Améliorer les conditions de vie des foyers touchés par les inondations d'octobre 2008 par la relance des capacités agricoles leur permettant d'augmenter la production de biens alimentaires.



Distribution de semences / Triangle G H

● Moyens

- **Restaurer l'accès aux terres arables :**
 - Enquête initiale ;
 - Nettoyage et nivellement des terres agricoles.
- **Restaurer l'accès à l'eau pour l'irrigation des terres agricoles :**
 - Réhabilitation de canaux d'alimentation et des barrages et déversoirs principaux ;
 - Fourniture de petits équipements et outils aux communautés bénéficiaires pour l'excavation et l'entretien des canaux secondaires.
- **Restaurer et augmenter les capacités de production :**
 - Enquête ménage initiale et de fin de projet ;
 - Fourniture de petits équipements agricoles ;
 - Fourniture d'intrants agricoles (semences et arbustes).

25 - Projet de développement agricole du Wadi de l'Hadramout

26 - Association agricole de Tareem

- **Améliorer les capacités de gestion des ressources agricoles et naturelles :**

- Mise en place de 100 fermes de démonstration pour l'amélioration des pratiques agricoles et la gestion des ressources ;
- Formation du personnel national, des partenaires de l'action et des agriculteurs.

- **État d'avancement**

Depuis le début du programme, 651 personnes ont reçu des semences et des arbustes. Pour couvrir la demande de graines de luzerne dans le district de Sah, une quantité supplémentaire de 600 kg a été fournie aux agriculteurs. 800 fiches techniques sur la luzerne, le blé et l'oignon ont été distribuées par les agents de « vulgarisation » aux différents agriculteurs bénéficiaires du projet. Toutes les études techniques sur les réalisations d'infrastructures d'irrigation ont été réalisées. Plus de 50% des travaux sont réalisés dans le Wadi Tareem. Les infrastructures du Wadi Sah sont finalisées.



Soutien d'urgence aux populations déplacées d'Al Mazraq, Gouvernorat d'Hajjah



- **Situation :** Gouvernorat d'Hajjah, Ville d'Al Mazraq
- **Financement :** UNHCR
- **Budget :** 234 320 €
- **Durée :** 3 mois (janvier 2010 - mars 2010)
- **Nombre de bénéficiaires :** 11 690 personnes

- **Objectif**

Aider les familles déplacées d'Al Mazraq à conserver leurs troupeaux, et à diminuer les risques de propagation des maladies liées à la promiscuité entre les hommes et les animaux au sein des camps de réfugiés.

- **Moyens**

- **Permettre l'accès à des soins vétérinaires pour le bétail des populations déplacées :**

- Traitements vétérinaires mobiles ;
- Sensibilisation sur les bonnes pratiques de santé animale et sur l'utilité des traitements ;
- Campagnes de traitements vétérinaires préventifs pour le bétail des familles résidentes et déplacées ;
- Suivi du taux de mortalité des animaux et de la santé générale du bétail.



Liste de distribution / Triangle G H

- **Distribution de fourrage et de compléments alimentaires aux troupeaux des familles déplacées :**
 - Achat et distribution de sorgho vert et de son de blé ;
 - Mise en place de la chaîne d'approvisionnement ;
 - Inscription et suivi des mouvements de personnes déplacées ;
- **Construction d'abris séparés pour les animaux dans les camps 1 et 3 :**
 - Construction d'enclos pour les animaux ;
 - Formation et maintenance sur l'entretien des abris.

● Résultats

Les traitements vétérinaires préventifs et les actes spécifiques de soin ont touché 25 400 animaux. 150 000 bottes de sorgho et 85 tonnes de son de blé ont été distribuées par les équipes de Triangle G H pour soutenir l'alimentation de 1 214 vaches et 17 185 moutons et chèvres de la zone d'Al Mazraq. 142 enclos ont été construits au sein des camps pour confiner les animaux. Au total 1 672 familles ont bénéficié directement de l'action.



Soutien aux personnes déplacées par le conflit du nord Yémen



- **Situation** : Gouvernorat d'Hajjah, Ville d'Al Mazraq
- **Financement** : CDC
- **Budget** : 150 000 €
- **Durée** : 3 mois (avril 2010 - juin 2010)
- **Nombre de bénéficiaires** : 1 169 ménages



● Objectif

Améliorer l'état de santé général du bétail, ainsi que les conditions sanitaires liées à la présence d'animaux dans les camps.

● Moyens

- **Enregistrement et suivi de la population :**
 - Remise à jour régulière de la base de données recensant la population sur les différents sites d'installation des déplacés de la zone d'Al Mazraq.
- **Distribution de fourrage pour les animaux des familles déplacées :**
 - Distribution de bottes de sorgho et de son de blé ;
 - Approvisionnement en fourrage vert et en son de blé.



Distribution de fourrage / Triangle G H

- **Mise en place de soins vétérinaires à l'ensemble du bétail présent sur les camps :**
 - Campagne de traitements des parasites externes et internes pour le bétail des familles résidentes et déplacées ;
 - Mise en place d'une permanence vétérinaire pour le bétail des familles déplacées.
- **Distribution de kits d'aide au retour aux familles déplacées (semences et outils) :**
 - Distribution de kits d'aide au retour à 525 familles déplacées sur les camps 1 et 3, composés de semences de céréales pour la saison des pluies (sorgho, maïs, millet, niébé) et de semences de légumes pour la saison hivernale (gombo, piment, tomate). Les kits comportent également une houe, un râteau et une hachette par famille.

● Résultats

1 097 familles déplacées ont bénéficié de la distribution de 112 684 bottes de sorgho et de 1 750 sacs de son de blé. 20 941 animaux ont été traités contre les parasites. Ces actions combinées ont permis, depuis le début de l'action de Triangle G H auprès des familles déplacées possédant du bétail, de diminuer très fortement la mortalité des animaux (52% du cheptel a été perdu entre août et novembre 2009, contre seulement 8% de novembre 2009 à mars 2010).

525 familles souhaitant se réinstaller dans leurs villages d'origine ont été soutenues par les acteurs humanitaires présents dans la zone. Triangle G H a notamment distribué des kits pour soutenir la relance de leurs activités agricoles (semences et outils).



Soutien d'urgence aux populations affectées par le conflit du nord Yémen

- **Situation :** Gouvernorat d'Hajjah, Ville d'Al Mazraq, Gouvernorat de Saada, District de Menzalah
- **Financement :** ECHO
- **Budget :** 645 769 €
- **Durée :** 12 mois (juin 2010- mai 2011)
- **Nombre de bénéficiaires :** 13 000 personnes

● Objectif

Améliorer les conditions de vie des populations déplacées en préservant leur cheptel.

● Moyens

- **Distribution d'alimentation pour le bétail :**
 - Suivi des mouvements de population ;
 - Distribution de fourrage et de son de blé pour les animaux.



Distribution de son de blé pour les animaux / Triangle G H

- **Mise en place de soins vétérinaires à l'ensemble du bétail, en coordination avec les autorités vétérinaires locales :**
 - Campagnes saisonnières de traitements contre les parasites internes et externes ;
 - Mise en place d'une permanence permettant des traitements spécifiques contre les maladies endémiques ;
 - Sensibilisation sur le changement d'alimentation, la détection des symptômes et l'administration des traitements ;
 - Suivi et évaluation de la mortalité et de la morbidité chez les animaux.
- **Construction et/ou réhabilitation des enclos :**
 - Coordination avec les ONG en charge de la gestion des camps ;
 - Identification des ménages et des abris de dimensionnement ;
 - Construction/réhabilitation des abris ombragés ;
 - Sensibilisation sur le nettoyage et l'entretien des abris.

● **État d'avancement**

Plus de 25 000 animaux appartenant à des familles déplacées et résidentes ont reçu des soins vétérinaires. Les enclos seront construits au cours de la seconde partie du programme en 2011.

12 500 animaux sont nourris quotidiennement grâce aux rations de foin et de son de blé distribuées par les équipes de Triangle G H.

L'accès à des zones plus au nord, dans le Gouvernorat de Saada semble se confirmer en fin d'année 2010. Triangle G H évalue les possibilités d'étendre son action dans les zones directement affectées par le conflit, dont l'accès était jusqu'alors impossible.

Triangle G H lance actuellement au Yémen son 33^e projet depuis son installation en 1998

Source : TGH Info 2010/2011

L'activité de notre association dans ce pays a connu différentes orientations depuis 12 ans : projet d'eau et d'assainissement, projet de soutien aux populations réfugiées... Aujourd'hui, nos programmes se dirigent vers le développement agricole et visent à renforcer la sécurité alimentaire des populations.

Nous venons d'ouvrir à Sana'a un bureau potentiellement appelé à devenir une annexe délocalisée du département « Sécurité alimentaire et développement rural » de notre pôle technique lyonnais. Parmi l'ensemble des projets en cours, les deux derniers lancés – tous deux financés par la Commission européenne, illustrent pour l'un l'abord d'une problématique nouvelle dans une région non couverte par notre association (aide aux éleveurs dans les camps de personnes déplacées d'Al Mazraq - gouvernorat de Hajjah) et pour l'autre, la continuité d'activités traditionnelles dans une région bien connue (réhabilitation d'ouvrage de canalisation des crues et développement agricole dans l'Hadramaout).

Ralentir la décapitalisation économique des déplacés

par Pierre-Yves Malgorn, chef de projet Triangle G H Yémen

Source : TGH Info 2010/2011

Loin des gros titres de la presse internationale, une guerre fait rage sporadiquement dans le gouvernorat de Saada depuis 2004, embrasant les régions adjacentes.

Le conflit, qui a donné lieu à des destructions massives, oppose un groupe rebelle, Al-Houthi, aux forces gouvernementales. La paix négociée en février dernier demeure fragile, une reprise du conflit menacerait la stabilité du pays, déjà ébranlée par la crise économique mondiale, l'amenuisement des ressources naturelles, la résurgence de tensions avec les élites du Sud et la menace de groupes liés à Al-Qaeda.

L'agriculture et l'élevage constituant les principales sources de revenus des victimes du conflit, Triangle G H intervient auprès de ces dernières via la distribution de kits agricoles, la mise en œuvre de campagnes vétérinaires, le contrôle des régimes animaliers et la construction d'ouvrages hydrauliques.

Si l'unité de la République du Yémen est acquise depuis 1990, malgré une nouvelle tentative de sécession par le Sud en 1994, de fréquentes tensions sociales et politiques internes maintiennent une fragilité nationale diffuse et latente. Le conflit dans le gouvernorat de Saada en est une illustration singulière. Six guerres y ont déjà éclaté, impliquant parfois des milices tribales affiliées à l'une ou l'autre des parties au conflit, sans que les diverses tentatives de médiation ne parviennent à y mettre fin. L'utilisation d'armes lourdes, lors de bombardements aériens massifs, a engendré des pertes humaines et matérielles très importantes dans de nombreux villages du gouvernorat, et des régions du nord plus généralement.

La population civile a été directement exposée au conflit. Face à cette insécurité accrue, des milliers de familles ont fui les zones de combats et se sont déplacées au gré de l'escalade du conflit et de sa diffusion géographique. On estime à ce jour à 250 000 le nombre total de personnes déplacées vers les régions voisines d'Hajjah et d'Al Jawf selon les agences

onusiennes. Autant que les destructions d'habitats et d'infrastructures agricoles dans les zones d'origine, le processus de déplacement en lui-même a engendré une perte de capital conséquente pour les familles déplacées, ces dernières étant condamnées à vendre peu à peu leur bétail et à consacrer leurs rares économies aux besoins du foyer.

Triangle G H est intervenu en octobre dernier dans la zone d'accueil d'Al Mazraq dans le gouvernorat d'Hajjah afin de freiner leur paupérisation progressive. Originaires de régions montagneuses, elles disposaient de parcelles pour la mise en culture ainsi que d'espaces de pâturages permettant l'élevage extensif traditionnel des animaux. Ceux-ci avaient donc un régime alimentaire varié et équilibré et vivaient à des températures clémentes. Le changement brutal de zone écologique a provoqué des conséquences majeures sur l'état de santé des bêtes. Triangle G H a donc mis en place une campagne vétérinaire de traitement antiparasitaire pour les ovins, caprins et bovins enregistrés dans les camps d'Al Mazraq et les villages alentours, afin de diminuer la mortalité des animaux. L'association s'est également attelée à la création d'enclos ombragés dans les camps afin de contrôler les vecteurs de risques sanitaires liés à la promiscuité entre humains et animaux. Enfin, elle a distribué du fourrage vert, du son de blé et des blocs de sel pour réguler le régime alimentaire des animaux affaiblis.

Quelques vagues de retour s'étant dessinées depuis avril, Triangle G H a adapté son approche en dotant les familles désireuses de rentrer de kits agricoles composés de semences céréalières, de légumineuses et d'outils pour le travail de la terre en vue de les réinsérer dans une dynamique de recouvrement de leur potentiel de production. Une activité de construction et de réhabilitation de puits a par ailleurs été initiée dans les villages reculés dont les ressources en eau s'étaient tarées suite à l'afflux massif de populations déplacées, permettant ainsi un accès amélioré à l'eau potable, de même qu'un développement des systèmes d'irrigation. L'action de Triangle G H au nord du Yémen s'inscrit dans une logique de sécurité économique (agriculture & élevage), car elle vise à préserver les capacités de retour des populations demeurées dans les camps en évitant une déperdition de leurs cheptels, et permet à celles qui en ont pris le chemin de se relancer. Elle garantit en outre une amélioration de l'accès à l'eau potable aux familles déplacées désireuses de vivre en dehors des camps ainsi qu'aux résidents peuplant les zones rurales. Cette intervention est respectueuse des volontés des populations, Triangle G H soutient ainsi de nombreuses familles tout au long de ce douloureux processus de déracinement.

Reconstruction et appui à l'agriculture en Hadramaout suite à des inondations destructrices

par Elisa Fily, coordinatrice technique agricole et David Lety, chef de projet Triangle G H Yémen

Source : TGH Info 2010/2011

Le paradoxe peut être frappant : l'Hadramaout est une région aride où les ressources en eau diminuent tandis que les inondations de l'automne 2008 ont dévasté nombre de villages et terres agricoles.

Les inondations et le projet de Triangle G H

La crue centenaire de 2008, d'une rare violence, a provoqué de nombreuses victimes, endommagé des routes, habitations, ouvrages hydrauliques, palmeraies et parcelles agricoles, et entraîné la perte de bétail.

Suite à cette catastrophe, le gouvernement yéménite et des organisations se sont mobilisées afin d'apporter une aide d'urgence aux populations sinistrées.

Triangle G H, pour qui la région n'était pas méconnue puisqu'il y était déjà intervenu entre 2001 et 2004, en faisait partie.

Après une première phase de réponse immédiate, Triangle G H mène, depuis janvier 2010, un projet de réhabilitation agricole d'une durée de deux ans dans le cadre du programme « Facilité alimentaire »²⁷ de l'Union Européenne.

Triangle G H en appui à l'agriculture et l'irrigation de l'Hadramaout

Il suffit de parcourir les principaux axes routiers pour se rendre compte de la richesse agricole de la région : des champs irrigués de luzerne, de blé, d'oignons, de sorgho et de vastes palmeraies verdissent le paysage. Il est également fréquent de croiser des troupeaux de chèvres ou de moutons, parfois de dromadaires.

La catastrophe de 2008 est elle aussi toujours visible, comme en témoignent les habitations ou les ouvrages agricoles détruits.

L'agriculture en Hadramaout s'articule autour de deux principaux types d'irrigation : l'irrigation par le pompage et celle qui utilise l'eau des crues dans des réseaux gravitaires.

Ce second type d'irrigation est le plus ancien. Les wadis de l'Hadramaout sont des cours d'eau le plus souvent asséchés qui découpent le plateau de l'est du pays.

En amont des wadis, un barrage dévie le cours d'eau via un réseau de canaux vers des parcelles séparées par de hauts talus. La lame d'eau se déverse ainsi progressivement en aval de parcelle en parcelle, dans l'espace aménagé pour contrôler les crues sporadiques. La maintenance de ces infrastructures est très coûteuse, et les inondations de 2008 ont parfois provoqué des dégâts qui ne peuvent être pris en charge par les paysans eux-mêmes.

Les activités de Triangle G H se concentrent donc sur la réhabilitation de ces barrages et de ces réseaux de canaux. En parallèle, les terres agricoles endommagées par les crues doivent être déblayées, nivelées et les talus reconstruits.

L'irrigation par pompage via des puits, quant à elle, s'est considérablement développée depuis une cinquantaine d'années. Alors qu'autrefois l'eau était tirée par la force d'un dromadaire à seulement quelques mètres de profondeur, les puits sont désormais munis de pompes motorisées puisant jusqu'à une centaine de mètres. Ce type d'agriculture, plus intensif que le premier, présente des coûts de production élevés et le niveau de la nappe s'abaisse chaque année. L'enjeu majeur est donc actuellement d'améliorer l'efficacité de cette eau d'irrigation. Pour cela, le projet vise à faciliter l'investissement par les paysans dans des équipements plus économes en eau.

Pour accompagner ces investissements, Triangle G H met par ailleurs en place des formations pour améliorer les pratiques agricoles, soutient l'accès aux intrants et l'innovation via la mise en place de parcelles de démonstration.

A travers cette intervention, Triangle G H vise à allier la restauration et le développement de la production agricole en s'inscrivant dans une dynamique de gestion des ressources sur le long terme.

27 - Le programme "Facilité alimentaire" de l'Union Européenne finance des projets dans 50 pays et vise à atténuer les impacts de la crise alimentaire et de la flambée des prix des denrées agricoles de 2008.

la **vie** **associative**

● l'assemblée générale

Elle est constituée par les membres de l'association à jour de leur cotisation. Le montant des cotisations, 30 €, reste inchangé en 2010. Les membres participent aux délibérations de l'assemblée générale et reçoivent des informations sur les initiatives engagées et le bilan des actions menées par l'association.

L'assemblée générale annuelle a eu lieu le 20 mai 2010.

● le conseil d'administration

Les membres du conseil d'administration sont élus pour 3 ans (renouvelables) par l'assemblée générale. Ils exercent leur fonction bénévolement. Au moment de la clôture de cet exercice, le Conseil se compose ainsi :

Président	Stéphane MERCADO // employé – Decaux
Vice présidente	Véronique VALTY // consultante en communication
Trésorier	Victor BERARD // ancien expert comptable & commissaire aux comptes
Trésorier adjoint	Christophe CLOAREC // informaticien
Secrétaire	Bertrand QUINET // formateur en gestion de projet – Bioforce
	Olivier BRACHET // vice président de la Communauté urbaine de Lyon
	Cédric BRÉDA // travailleur humanitaire
	Didier DEMATONS // réalisateur (audiovisuel)
	Patrice HOUËL // chef d'entreprise
	Philippe MERCHEZ // photographe
	Monique MONTEL // ancien cadre du secteur médico-social
	Bernard MOURENAS // consultant informatique
	Dominique TROUILLET // artisan

Durant cet exercice, le conseil d'administration de l'association s'est réuni 4 fois en janvier, avril, juillet et octobre 2010.

● le bureau

Le bureau est composé du président, du trésorier et du secrétaire de l'association. Il se réunit avec la direction avant chaque conseil d'administration pour préparer les ordres du jour.

● les commissions mixtes

[Programmation, Communication et Stratégie]

Composées de membres du conseil d'administration et de salariés, elles préparent les dossiers importants qui seront soumis au vote du Conseil. Ces commissions techniques n'ont pas de rôle décisionnaire. Elles se réunissent au moins une fois par trimestre.

● l'exécutif [personnel salarié]

L'exécutif est chargé de mettre en œuvre le projet associatif. Il se compose ainsi :

Directeurs	Christian Lombard Patrick Verbruggen
Adjoint de direction	Jean-Luc Jouhaneau
Chargés de missions	Mounir Attallah — Contrôle budgétaire programmes Ivan Deret — Afrique Anne Tréhondart — Asie
Chargés de programmes	Alexandre Devort — Asie Félicie Monneret — Afrique
Pôle technique	Gilles Groizeleau — socio-éducatif et psychosocial Eric Martin — génie civil Lionel Roux — sécurité alimentaire et développement rural Romain Sztark - eau, hygiène et assainissement
Ressources humaines	Alexandra Bourdekas Laurence Lelièvre
Comptable	Sylvie Houel
Assistante administrative	Jacqueline Bonnet

Au cours de cet exercice 105 personnes, volontaires et salariés expatriés (chefs de missions, administrateurs, coordinateurs de programmes, experts techniques, logisticiens ...) et 430 personnes recrutées dans leur pays d'origine ont pris part directement aux activités de l'association sur le terrain.

En 2010, nous avons diffusé une cinquantaine d'offres de poste et reçu 6 800 candidatures.

● 2010, quelques dates

— Janvier

- Patrick Verbruggen, codirecteur de Triangle G H est invité par la Chaîne Parlementaire-Assemblée nationale sur le thème du massacre, au printemps 1994, de 800 000 rwandais. A ses côtés : Bernard Cazeneuve, député PS et rapporteur de la mission d'information sur le Rwanda, Alain Gauthier, Collectif des parties Civiles pour le Rwanda et Claudine Vidal, historienne, sociologue.

— Mars

- **Le 14 mars, libération d'Olivier D et d'Olivier F respectivement responsable watsan* et coordinateur de programmes pour Triangle G H en République Centrafricaine. Ils avaient été enlevés le 22 novembre 2009 à Birao au nord-est du pays (lire leur témoignage dans la newsletter N° 14 de juillet 2010 sur notre site Internet : www.trianglegh.org).**
- La Préfecture du Rhône nous agréé en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L. 3332-17-1 du code du Travail.
- Jacqueline Bonnet rejoint notre équipe au poste d'Assistante administrative.
- Présentation de l'exposition VIP THAKEK à la mairie du 4^{ème} arrondissement de Lyon. Photographies de Philippe Merchez réalisées au Laos dans la région de Khammouane, lieu d'implantation du programme de Triangle G H (<http://www.philippemerchez.com/>).
- Réédition du Passeport de Triangle G H. Ce Passeport qui a vu le jour en 2004 à l'occasion des 10 ans de l'association a été remis à jour en 2006 puis en 2010. Il relate, sous forme de carnet de voyage, les activités de l'association (dessin : Delphine Chauvin - <http://delphine-chauvin.blogspot.com/>)

— Avril

- Une mission exploratoire est conduite en Mongolie dans la perspective de travailler avec les populations migrantes installées à la périphérie d'Oulan-Bator.
- Gilles Groizeleau rejoint le Pôle technique de l'association en qualité de Responsable socio-éducatif et psychosocial.
- Bertrand Quinet remplace Patrice Houël en qualité de Secrétaire du Bureau de l'association.
- Convaincue de l'intérêt que représente la présence active de seniors dans ses équipes, l'association adopte une politique sociale en faveur des salariés âgés en créant un Plan d'action en faveur de l'emploi des seniors.
- État des lieux de la Stratégie générale à 2010 et rédaction d'une Stratégie générale à 2015.

* Eau, hygiène et assainissement.

Mai

- L'assemblée générale annuelle approuve le rapport d'activités et les comptes annuels de l'association. Les mandats des administrateurs Dominique Trouillet et Christophe Cloarec sont reconduits pour trois années. Les candidatures de trois nouveaux administrateurs, Monique Montel, Cédric Bréda et Bernard Mourenas sont approuvées.
- La 16^{ème} édition de la Brocante vide-greniers de Lyon-Vaise organisée par l'association a lieu les 29 et 30 mai. Elle accueille près de 500 exposants.
- Présentation de l'exposition VIP THAKEK à la mairie du 9^{ème} arrondissement de Lyon. Photographies de Philippe Merchez réalisées au Laos dans la région de Khammouane, lieu d'implantation du programme de Triangle G H (<http://www.philippemerchez.com/>).

Juin

- La 8^{ème} édition de la Brocante vide-greniers de Lyon Croix-Rousse organisée par l'association a lieu le 5 juin. Elle accueille plus de 500 exposants.
- Arrivée d'Alexandra Bourdekas au poste de Chargée des ressources humaines en remplacement de Frédérique Brissez qui occupait le poste depuis août 2006.
- Eric Martin rejoint le Pôle technique de l'association en qualité de référent technique watsan* et génie civil.
- Cédric Bréda quitte le Pôle technique de Triangle G H au sein duquel il occupait depuis février 2008 le poste de responsable Eau, hygiène et assainissement. Il intègre le Conseil d'Administration de l'association.
- Une mission exploratoire est conduite au Congo Brazaville dans la perspective de travailler avec une ONG congolaise dans les domaines du développement agricole et de la formation professionnelle.

Juillet

- Le Conseil d'administration de l'association intègre une Vice-présidente en la personne de Véronique Valty ainsi qu'un Trésorier adjoint en la personne de Christophe Cloarec.

Octobre

- Patrick Verbruggen, codirecteur de Triangle G H prend part à l'émission Docs ad hoc sur la chaîne parlementaire LCP. L'émission est consacrée à la Corée du Nord, elle s'intitule "Portrait intime de Kim Jong Il".
- Travaux de réfection du rez-de-chaussée de nos bureaux.
- Abandon du statut de volontaire. Désormais le personnel expatrié de l'association accède directement au statut de salarié.
- Une mission exploratoire est conduite au Liban dans la perspective de développer les programmes de l'association au Proche-Orient.

* Eau, hygiène et assainissement

- Dans le cadre de sa Stratégie à 2015, Triangle G H décide de lancer une étude (définition d'une stratégie) visant à augmenter ses ressources d'origine privée.

Novembre

- Triangle G H a participé au côté de 36 ONG françaises à une étude conduite par la Coordination d'Agen et intitulée "Baromètre des pratiques salariales des ONG". L'analyse des résultats de cette étude donne lieu à un ajustement de la grille salariale de l'association.

Décembre

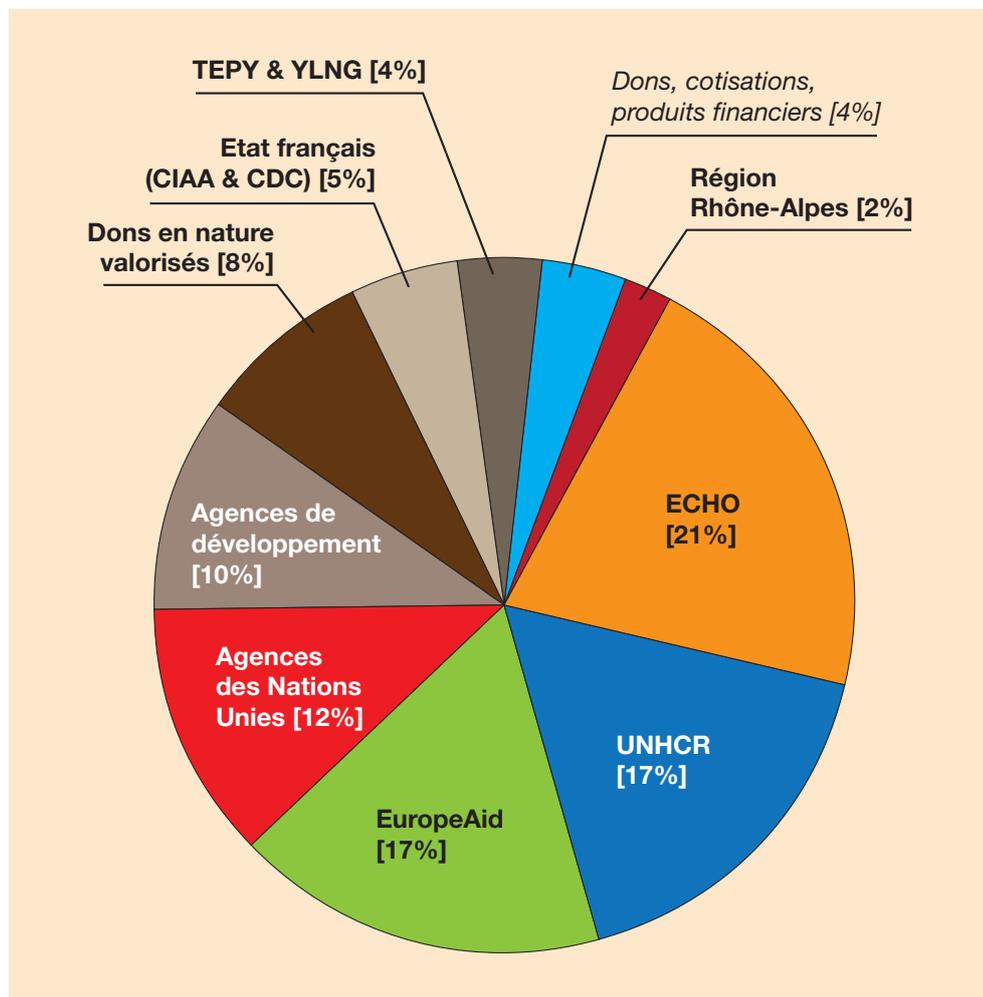
- Le 28 décembre, Laurence Lelièvre rejoint notre équipe au poste d'Assistante ressources humaines.
- En 2010 notre site Internet a reçu 140 894 visites, soit en moyenne 11 741 chaque mois.

budget annuel 2010

11 883 K€

dont **964 K€**
de valorisation de dons en nature

● origine des ressources



ECHO : Service d'aide humanitaire de la Commission européenne

UNHCR : Agence des Nations Unies pour les réfugiés

EuropeAid : Bureau de coopération de la Commission européenne

Divers bailleurs : LIFT (Fonds d'affectation spéciale pour les modes de vie et la sécurité alimentaire) – CHF (Fonds humanitaire commun des Nations Unies) – UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance) – CERF (Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies) – FAO (Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture) – PAM (Programme Alimentaire Mondial)

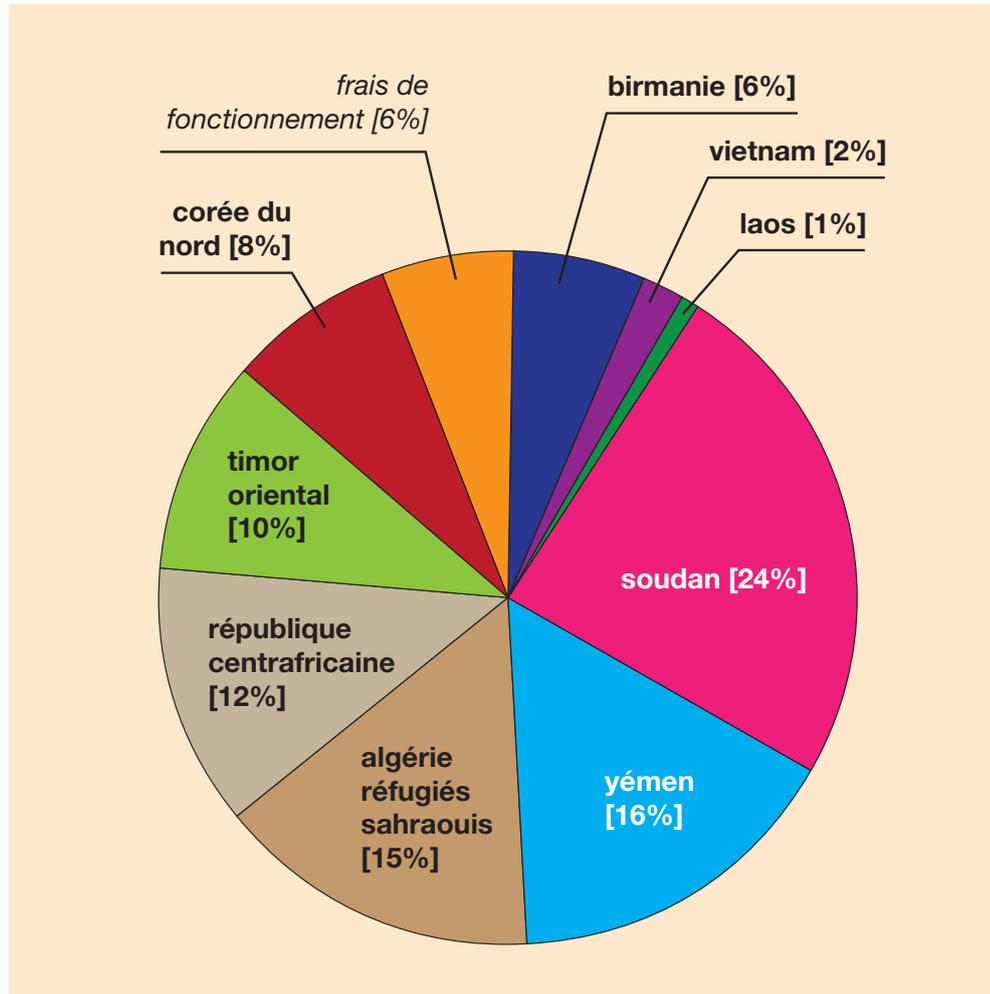
Agences de développement : CDM – SIDA (Agence suédoise pour le développement et la coopération) – AFD (Agence française de développement) – AUSAID (Agence australienne pour le développement international)

Dons en nature valorisés : UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance) - FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) – DGH (Direction générale de l'hydraulique en République Centrafricaine) – CDM – NRC (Conseil norvégien pour les réfugiés) - UNHCR : Agence des Nations Unies pour les réfugiés – UNJLC (Centre logistique commun des Nations-Unies)

Etat français (CIAA & CDC) : Ministère français des affaires étrangères et européennes (Centre Interministériel de l'Aide Alimentaire & Centre de Crise)

TEPY & YLNG : Total E&P Yémen & Yemen Liquefied Natural Gas

● affectation des ressources



● lexique des acronymes et sigles

AAP	Aide Alimentaire Programmée (Ministère français des affaires étrangères et européennes)
AFD	Agence Française de Développement
ASEAN	Association des Nations de l'Asie du Sud-est
AUSAID	Agence australienne pour le développement international
CDC	Centre de Crise (Ministère français des affaires étrangères et européennes)
CERF	Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies
CHF	Fonds humanitaire commun des Nations Unies
CIA	Agence centrale de renseignements des Etats-Unis
CIAA	Comité Interministériel de l'Aide Alimentaire (Ministère français des affaires étrangères et européennes)
DAH	Délégation à l'Action Humanitaire du Ministère français des affaires étrangères et européennes
DDC	Direction du Développement et de la Coopération suisse
DFID	Département du Gouvernement britannique pour le développement international
ECHO	Service d'aide humanitaire de Commission européenne
EUROPEAID	Service de coopération de la Commission européenne
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IFAD	Fond international pour le développement de l'agriculture
LIFT	Fonds d'affectation spéciale pour les modes de vie et la sécurité alimentaire
MINUAD	Mission des Nations Unies et de l'Union Africaine au Darfour
MINURCAT	Mission des Nations Unies en République Centrafricaine

MINURSO	Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara Occidental
NRC	Conseil norvégien pour les réfugiés
OCHA	Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONU	Organisation des Nations Unies
PAC	Politique Agricole Commune
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
SIDA	Agence suédoise pour le développement et la coopération
UNDESA	Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies
UNHCR	Agence des Nations Unies pour les réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNJLC	Centre de coordination logistique des Nations Unies
UNOPS	Office des Nations Unies pour les services

● nos principaux partenaires en 2010





organisation de solidarite internationale

1 rue montriblond :: 69009 lyon
T : +33 [0]4 72 20 50 10 :: F : +33 [0]4 72 20 50 11
info@trianglegh.org :: www.trianglegh.org

Association loi 1901 créée en 1994, enregistrée à la Préfecture du Rhône N°W691052256